

DEPARTEMENT D'OUTRE-MER DE MAYOTTE

COMMUNE DE MAMOUDZOU

Dossier de Demande d'Enregistrement d'Exploiter une ICPE

Rubriques ICPE : 2712,

*Arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime
de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1*

Arrêté du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU

CENTRE DE DÉPOLLUTION ET DE DÉMONTAGE DE VÉHICULES HORS USAGE

Maître d'ouvrage : CARROSSERIE AUSTRALE



Mayotte QSE Conseil
16 route de Cavani
97600 Mamoudzou

✉: mayotteqseconseil@gmail.com
☎: 02 69 63.14.05

Dossier n°: D015-19

Pole : Environnement & sécurité industrielle

Version :02

Date: 20/08/19

Rédacteur: HN /MS

1. SOMMAIRE

1. SOMMAIRE	1
2. PREAMBULE	5
3. FORMULAIRE CERFA N° 15679*01	6
4. DEMANDE D'ENREGISTREMENT ET DEMANDE D'AGREMENT	7
5. PRESENTATION DU DEMANDEUR	8
5.1. PRÉSENTATION ADMINISTRATIVE ET JURIDIQUE.....	8
5.2. SITUATION GEOGRAPHIQUE.....	9
5.3. ACCES	10
5.4. VOISINAGE IMMEDIAT	10
5.5. COMMUNES CONCERNEES PAR LA DEMANDE.....	11
5.6. PARCELLE ET SUPERFICIES CONCERNEES	11
5.7. PERSONNES A CONTACTER POUR TOUT RENSEIGNEMENT COMPLEMENTAIRE	12
5.8. MOTIVATIONS ET JUSTIFICATIONS DU PROJET	12
5.9. OBJET DE LA DEMANDE	14
5.10. CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES	14
5.10.1. CAPACITÉS TECHNIQUES ET FINANCIÈRES	14
5.10.2. CAPACITES FINANCIERES	15
6. NATURE ET VOLUME DES ACTIVITES	15
6.1. NATURE DES ACTIVITES.....	15
6.2. VOLUME DES ACTIVITES	15
6.2.1. Origine des VHU.....	15
6.3. NOMENCLATURE ICPE – TABLEAU DE CLASSEMENT.....	16
7. DESCRIPTION DES ACTIVITES ET DES INSTALLATIONS	17
7.1. DESCRIPTION DU SITE.....	17

7.2.	DESCRIPTION DES OPERATIONS	20
7.2.1.	Réception et stockage des VHU non dépollués	20
7.2.2.	Dépollution des VHU	20
7.2.3.	Le démontage des VHU	22
7.2.4.	Stockage des VHU dépollués	23
7.2.5.	Expédition des carcasses de VHU	23
7.2.6.	Bâtiments de stockage des pièces détachées.....	23
7.2.7.	Synthèse de la destination des VHU et produits issus de la dépollution	23
7.3.	UTILITES ET AUTRES INSTALLATIONS.....	25
7.3.1.	Compresseur	25
7.3.2.	Réseau électrique	25
7.3.3.	Alimentation en eau	25
7.3.4.	Eaux pluviales.....	25
7.3.5.	Équipements et installations dédiés aux déchets	25
7.4.	GESTION DE L'ACTIVITE.....	26
7.5.	EXPLOITATION – ENTRETIEN	26
7.5.1.	Surveillance de l'exploitation	26
7.5.2.	Contrôle de l'accès.....	26
7.5.3.	Connaissances des produits - étiquetage	27
7.5.4.	Propreté.....	27
7.5.5.	Déchets entrants.....	27
7.5.6.	Matières sortantes.....	27
7.6.	GESTION DU RISQUE INCENDIE.....	28
7.6.1.	Contrôle des systèmes de lutte contre l'incendie	28
7.6.2.	Prévention des risques incendie.....	28
8.	AGRÉMENT DE L'INSTALLATION DE DÉPOLLUTION DES VHU	28
8.1.	MOYEN MISE EN ŒUVRE POUR RESPECTER LE CAHIER DES CHARGES....	30

9.	CONDITIONS DE REMISE EN ETAT ET USAGE FUTUR DU SITE	39
9.1.	MATERIEL	39
9.2.	BATIMENTS – INFRASTRUCTURES	39
9.3.	DECHETS - NETTOYAGE	39
9.4.	POLLUTION DES SOLS ET SOUS-SOLS –EAUX SOUTERRAINES	39
9.5.	MISE EN SECURITE DU SITE	40
10.	COMPATIBILITE D'INSTALLATION AVEC L'AFFECTION DES SOLS	40
10.1.	AU TITRE DU CODE DE L'URBANISME	40
10.2.	AU TITRE DU CODE FORESTIER	41
10.3.	PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS	41
11.	RECOLEMENT AUX PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE DU 26 NOVEMBRE 2012.	42
11.1.	COUT ESTIMATIF DES MOYENS MISE EN ŒUVRE	73
5.1.1.	TRAVAUX	73
5.1.2.	EQUIPEMENTS	73
5.1.3.	Montant des travaux et échancier	74
12.	SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SDAGE)	75
13.	PATRIMOINE NATUREL ET CULTUREL DU SITE	76
13.1.	CONTEXTE HYDRIQUE	76
13.1.1.	Exploitation ressources en eau	76
13.1.2.	Hydrologie de surface	76
13.1.3.	Contexte géologique et hydrogéologique	77
13.1.4.	Servitudes au titre des monuments historiques et sites archéologiques	81
13.1.5.	Zone RAMSAR	81
13.1.6.	Contraintes spatiales d'environnement (ZNIEFF, Z.I.C.O, sites NATURA 2000)	81
14.	ANNEXE COMPORTANT TOUS LES DOCUMENTS NECESSAIRES A LA PRESENTATION DU SITE ET DE SES ACTIVITES	83

INDEX DES FIGURES

<i>Figure 1 : carte de localisation du site CARROSSERIE AUSTRALE (source Géoportail)</i>	<i>9</i>
<i>Figure 2 : Plan des accès à la société CARROSSERIE AUSTRALE – Source : Géoportail.....</i>	<i>10</i>
<i>Figure 3 : Plan des abords avec périmètre des 35 mètres</i>	<i>11</i>
<i>Figure 4 : Extrait du plan cadastre commune de Mamoudzou ; source : cadastre.gouv.fr.....</i>	<i>12</i>
<i>Figure 5 La carte interactive « Jéréma » des véhicules/ carcasses à Mayotte. Source : www.vigilancenature.yt</i>	<i>13</i>
<i>Figure 6 : plan des installations.....</i>	<i>19</i>
<i>Figure 7 : Extrait la carte du PLU de M'tsapéré.....</i>	<i>40</i>
<i>Figure 8 : Extrait de carte du PPRN 2015 de la commune de Mamoudzou autour du site de CARROSSERIE AUSTRALE</i>	<i>41</i>
<i>Tableau 1 : Présentation administrative du pétitionnaire.....</i>	<i>8</i>
<i>Tableau 2 : Volume des activités.....</i>	<i>16</i>
<i>Tableau 3 : Rubriques de la nomenclature ICPE s'appliquant à la SARL CARROSSERIE AUSTRALE</i>	<i>17</i>
<i>Tableau 4 : Quantités de liquides dans un véhicule léger.....</i>	<i>21</i>
<i>Tableau 5 : Agrément VHU-Respect des obligations</i>	<i>30</i>

2. PREAMBULE

Mr Sulman BOINA et Mr Sharaf BOINA exploite actuellement, une société CARROSSERIE AUSTRALE d'entretien et de réparation de véhicules automobiles légers, localisé village de M'tsapéré Rue M'roahandra 97600 Mamoudzou

Dans le cadre de son développement, la société CARROSSERIE AUSTRALE prévoit d'exercer sur ce site les activités de dépollution et démontage de Véhicules Hors d'Usage (VHU). Le projet nécessite donc le dépôt d'une demande d'enregistrement au titre des articles R.512-46-1 et suivants du Code de l'environnement pour la rubrique 2712 « Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage », la surface de l'installation étant supérieure à 100 m² et inférieure à 30 000 m².

Afin de se conformer à la réglementation en vigueur, la société CARROSSERIE AUSTRALE SARL effectue également une demande d'agrément « Centre VHU » au titre de l'arrêté du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU.

L'emprise du terrain concernée par le présent dossier d'installation classée concerne une surface de 1520 m², la parcelle n° 405 sections BI de la commune de MAMOUDZOU.

Un plan cadastral est joint en annexe 1 avec délimitation de la zone d'emprise du terrain exploité.

Pour cela, Mr Sulman BOINA et Mr Sharaf BOINA souhaitent déposer un dossier de demande d'enregistrement pour la rubrique 2712 :

➤ **Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage.**

1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant :

b) supérieure ou égale à 100 m² et inférieure à 30 000 m²

Ce dossier a été rédigé conformément aux dispositions législatives en vigueur, à savoir notamment les articles R512-46-3 et R512-46-4 du code de l'environnement.

Il comprend :

- ✓ une lettre de demande d'enregistrement ;
- ✓ la présentation de la demande (identité du demandeur, description des activités, rubriques ICPE, localisation, capacité technique et financière) ;
- ✓ une description des choix techniques permettant le respect des prescriptions générales applicables ;
- ✓ une carte de localisation au 1/25 000e ;
- ✓ un plan des abords au 1/2 500e ;
- ✓ un plan cadastral au 1/1000e ;
- ✓ un plan d'ensemble du site présentant le projet d'aménagement au 1/170e ;

3. FORMULAIRE CERFA N° 15679*01

Le formulaire Cerfa N° 15679*01 de demande d'enregistrement pour une installation classée pour la protection de l'environnement.

Demande d'enregistrement pour une ou plusieurs installation(s) classée(s) pour la protection de l'environnement

Articles L. 512-7 et suivants du code de l'environnement

N°15679*01

Ministère chargé
des installations classées
pour la protection de
l'environnement

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux données nominatives portées dans ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour ces données auprès du service destinataire.

1. Intitulé du projet

Dossier d'enregistrement au titre des ICPE et demande d'agrément pour une installation de dépollution de véhicule Hors d'Usage

2. Identification du demandeur (remplir le 2.1.a pour un particulier, remplir le 2.1.b pour une société)

2.1.a Personne physique (vous êtes un particulier) :

Madame Monsieur

Nom, prénom

2.1.b Personne morale (vous représentez une société civile ou commerciale ou une collectivité territoriale) :

Dénomination ou
raison sociale

N° SIRET

Forme juridique SARL

Qualité du
signataire

2.2 Coordonnées (adresse du domicile ou du siège social)

N° de téléphone

Adresse électronique

N° voie

Type de voie

Nom de voie

Lieu-dit ou BP

Code postal

Commune

Si le demandeur réside à l'étranger

Pays

Province/Région

2.3 Personne habilitée à fournir les renseignements demandés sur la présente demande

Cochez la case si le demandeur n'est pas représenté

Madame Monsieur

Nom, prénom

SAIDINA MAHADI

Société

MAYOTTE QSE CONSEIL

Service

ENVIRONNEMENT

Fonction

Gérant

Adresse

N° voie

16

Type de voie

Nom de voie

Route de Cavani

Lieu-dit ou BP

Code postal

97600

Commune

MAMOUDZOU

N° de téléphone

0639 29 45 50

Adresse électronique

mahadi.mqsec@gmail.com

3. Informations générales sur l'installation projetée

3.1 Adresse de l'installation

N° voie

Type de voie

Nom de la voie

Lieu-dit ou BP

Code postal

Commune

3.2 Emplacement de l'installation

L'installation est-elle implantée sur le territoire de plusieurs départements ?

Oui Non

Si oui veuillez préciser les numéros des départements concernés :

L'installation est-elle implantée sur le territoire de plusieurs communes ?

Oui Non

Si oui veuillez préciser le nom et le code postal de chaque commune concernée :

4. Informations sur le projet

4.1 Description

Description de votre projet, incluant ses caractéristiques physiques y compris les éventuels travaux de démolition et de construction

Le présent dossier porte sur une demande d' Enregistrement au titre de la réglementation sur les Installations Classées pour la Protection de l' Environnement (ICPE), sous la rubrique 2712, pour une installation de traitement des Véhicules Hors d' Usage (VHU), sur le site implanté au sein de la parcelle 405 section BI de la commune de MAMOUDZOU

La société CARROSSERIE AUSTRALIE utilise pour son activité, une zone d' environ de 1 770 m² sur la parcelle n°405. Cette zone dispose d' une dalle de béton. Le gérant est propriétaire du terrain. Le site fera l' objet de travaux afin de se mettre en conformité avec la réglementation en vigueur.

L' établissement regroupe les activités suivantes :

- Réception et stockage de VHU ;
- Dépollution des VHU ;
- Démontage des VHU ;
- Stockage des déchets issus des opérations de dépollution et démontage des VHU ;
- Stockage et négoce de pièces mécaniques réutilisables ;
- Stockage de VHU en attente d' expertise;
- Entretien et de réparation de véhicules automobiles légers.

Les travaux suivants seront ensuite réalisés:

- Couche de fondation en grave non traitée
- Compactage de la plateforme
- Fourniture et pose d' un séparateur de 1 000 litres et d' un déboureur de 1 000 litres
- Fabrication de cunettes et pose de regards à grille
- Pose d'un polyane anti-contaminant
- Fourniture et mise en œuvre de béton armé
- Construction des hangars montés sur site

En plus des travaux précédemment décrits qui seront effectués, la société s' engage à s' équiper de plusieurs appareils spécifiques :

- Un purgeur de freins
- Un coffret UV de détection de fuites dans le circuit de refroidissement
- Un bac de récupération
- Un compresseur 500 Litres
- Un pont à 2 colonnes
- Une machine à laver les pièces
- Unité d' huile par gravité
- Récupérateur d' huile par aspiration
- Presse filtre à huile
- Dispositif d' aspiration des liquides de frein
- Dispositif d' aspiration des liquides de refroidissement
- Bac de vidange pour liquides usagés
- Dispositifs de récupération de carburant
- Système pour la climatisation

L' acquisition de l' ensemble des équipements est prévue pour le 2er trimestre 2019

La livraison du projet est prévue pour le deuxième trimestre 2019.

4.2 Votre projet est-il un :

Nouveau site Site existant

4.3 Activité

Précisez la nature et le volume des activités ainsi que la ou les rubrique(s) de la nomenclature des installations classées dont la ou les installations projetées relèvent :

Numéro de rubrique	Désignation de la rubrique (intitulé simplifié) avec seuil	Identification des installations exprimées avec les unités des critères de classement	Régime
2712-1° b	Installation d' entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d' usage. Dans le cas de véhicules terrestres hors d' usage, la surface de l' installation étant supérieure ou égale à 100m2 et inférieure à 30000m2.	Surface de l' établissement : 1770 m2	E
2713	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets : 1. Collecte de déchets dangereux : Le volume de déchets susceptible d' être présent dans l' installation étant : inférieur à 1 tonne	Capacité de stockage : 0.5 t	NC
2663-2	Stockage de pneumatiques et produits composés d'au moins 50% de polymères	Capacité de stockage = 20 m3	NC
2714	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l' exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d' être présent dans l' installation étant supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1000 m ³	Stockage de plastique Inférieur à 100 m3	NC
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l' attente d' une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l' exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits dans l' attente de la collecte	Inférieur à 1 tonnes	NC

5. Respect des prescriptions générales

5.1 Veuillez joindre un document permettant de justifier que votre installation fonctionnera en conformité avec les prescriptions générales édictées par arrêté ministériel.

Des guides de justificatifs sont mis à votre disposition à l'adresse suivante : http://www.ineris.fr/aida/consultation_document/10361 .

Attention, la justification de la conformité à l'arrêté ministériel de prescriptions générales peut exiger la production de pièces annexes (exemple : plan d'épandage).

Vous pouvez indiquer ces pièces dans le tableau à votre disposition en toute fin du présent formulaire, après le récapitulatif des pièces obligatoires.

5.2 Souhaitez-vous demander des aménagements aux prescriptions générales mentionnées ci-dessus ? Oui Non

Si oui, veuillez fournir un document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés.

Le service instructeur sera attentif à l'ampleur des demandes d'aménagements et aux justifications apportées.

6. Sensibilité environnementale en fonction de la localisation de votre projet

Ces informations sont demandées en application de l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement. Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose un regroupement de ces données environnementales par région, à l'adresse suivante : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/-Les-donnees-environnementales-.html>.

Cette plateforme vous indiquera la définition de chacune des zones citées dans le formulaire.

Vous pouvez également retrouver la cartographie d'une partie de ces informations sur le site de l'inventaire national du patrimoine naturel (<http://inpn.mnhn.fr/zone/sinp/espaces/viewer/>).

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Si oui, lequel ou laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
En zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un bien inscrit au patrimoine mondiale ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	D' après la mise à jour de 2012 des cartes issues de l' Atlas des aléas naturels à Mayotte, le site du projet se situe hors aléas
Dans un site ou sur des sols pollués ? [Site répertorié dans l'inventaire BASOL]	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone de répartition des eaux ? [R.211-71 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un site inscrit ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :	Oui	Non	Si oui, lequel et à quelle distance ?
D'un site Natura 2000 ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un site classé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

7. Effets notables que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement et la santé humaine

Ces informations sont demandées en application de l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement.

7.1 Incidence potentielle de l'installation		Oui	Non	NC ¹	Si oui, décrire la nature et l'importance de l'effet (appréciation sommaire de l'incidence potentielle)
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements en eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

¹ Non concerné

	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 6 du présent formulaire ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

	Engendre-t-il des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il source de bruit ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site fonctionne durant la journée et n' utilise pas d' éléments ou d' appareils générateurs de bruit.
	Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des odeurs ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des vibrations ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Pas de vibrations à redouter
	Est-il concerné par des vibrations ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des émissions lumineuses?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site fonctionne durant la journée
Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Emissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	rejet vers le milieu naturel après prétraitement
	Engendre t-il des d'effluents ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Déchets	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L' activité du site génère différents flux de déchets La société CARROSSERIE AUSTRALE mettra en place un tri sélectif de ses déchets. Une zone est affectée au stockage, des déchets. Elle permet de stocker une partie des déchets du site selon les normes en vigueur. L' espace de stockage des déchets dangereux liquides sera muni de capacité de rétention suffisante pour pouvoir contenir tout déversement accidentel.

Patrimoine/ Cadre de vie/ Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements) notamment l'usage des sols ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

7.2 Cumul avec d'autres activités

Les incidences de l'installation, identifiées au 7.1, sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres activités existantes ou autorisées ?

Oui Non

Si oui, décrivez lesquelles :

7.3 Incidence transfrontalière

Les incidences de l'installation, identifiées au 7.1, sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontalière ?

Oui Non

Si oui, décrivez lesquels :

7.4 Mesures d'évitement et de réduction

Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

8. Usage futur

Pour les sites nouveaux, veuillez indiquer votre proposition sur le type d'usage futur du site lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif, accompagné de l'avis du propriétaire le cas échéant, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme [5° de l'article R.512-46-4 du code de l'environnement].

Mr BOINA Sulman et Mr BOINA Sharaf ne sont pas propriétaire du terrain considéré, En cas de cessation d'activité, Mr SAYYID SOIBAH souhaite remettre en état pour un usage d'activités économiques.

L'installation classée, objet de la demande est située sur le territoire de votre commune. Les terrains concernés sont implantés à la parcelle n° BI 405, M' tsapéré.

Aux termes de l'article R.512-46-4, 5° du code de l'environnement : « Dans le cas d'une installation à implanter sur un site nouveau, la proposition du demandeur sur le type d'usage futur du site lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif, accompagné de l'avis du propriétaire, lorsqu'il n'est pas le demandeur, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.

Ces avis sont réputés émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur ».

Concernant l'avis du maire de Mamoudzou, un courrier a été adressé en Mars 2019 à M. le Maire de Mamoudzou, pas de réponse à ce jour, le délai de 45 jours étant échu, l'avis est réputé émis. Une copie de la lettre est jointe en annexe 7 du dossier.

Bordereau récapitulatif des pièces à joindre à la demande d'enregistrement

Vous devez fournir le dossier complet en trois exemplaires, augmentés du nombre de communes dont l'avis est requis en application de l'article R. 512-46-11. Chaque dossier est constitué d'un exemplaire du formulaire de demande accompagné des pièces nécessaires à l'instruction de votre enregistrement, parmi celles énumérées ci-dessous.

1) Pièces obligatoires pour tous les dossiers :

Pièces	
PJ n°1. - Une carte au 1/25 000 ou, à défaut, au 1/50 000 sur laquelle sera indiqué l'emplacement de l'installation projetée [1° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
PJ n°2. - Un plan à l'échelle de 1/2 500 au minimum des abords de l'installation jusqu'à une distance qui est au moins égale à 100 mètres. Lorsque des distances d'éloignement sont prévues dans l'arrêté de prescriptions générales prévu à l'article L. 512-7, le plan au 1/2 500 doit couvrir ces distances augmentées de 100 mètres [2° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
PJ n°3. - Un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que le tracé de tous les réseaux enterrés existants, les canaux, plans d'eau et cours d'eau [3° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] Requête pour une échelle plus réduite <input type="checkbox"/> : En cochant cette case, je demande l'autorisation de joindre à la présente demande d'enregistrement des plans de masse à une échelle inférieure au 1/200 [titre 1er du livre V du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
PJ n°4. - Un document permettant au préfet d'apprécier la compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols prévue pour les secteurs délimités par le plan d'occupation des sols, le plan local d'urbanisme ou la carte communale [4° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
PJ n°5. - Une description de vos capacités techniques et financières [7° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
PJ n°6. - Un document justifiant du respect des prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées applicables à l'installation. Ce document présente notamment les mesures retenues et les performances attendues par le demandeur pour garantir le respect de ces prescriptions [8° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] Pour les installations d'élevage, se référer au point 5 de la notice explicative.	<input checked="" type="checkbox"/>

2) Pièces à joindre selon la nature ou l'emplacement du projet :

Pièces	
Si vous sollicitez des aménagements aux prescriptions générales mentionnés à l'article L. 512-7 applicables à l'installation :	
PJ n°7. - Un document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés [Art. R. 512-46-5 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
Si votre projet se situe sur un site nouveau :	
PJ n°8. - L'avis du propriétaire, si vous n'êtes pas propriétaire du terrain, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement]. Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur.	<input type="checkbox"/>
PJ n°9. - L'avis du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement]. Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur.	<input type="checkbox"/>
Si l'implantation de l'installation nécessite l'obtention d'un permis de construire :	
PJ n°10. - La justification du dépôt de la demande de permis de construire [1° de l'art. R. 512-46-6 du code de l'environnement]. Cette justification peut être fournie dans un délai de 10 jours après la présentation de la demande d'enregistrement.	<input type="checkbox"/>
Si l'implantation de l'installation nécessite l'obtention d'une autorisation de défrichement :	
PJ n°11. - La justification du dépôt de la demande d'autorisation de défrichement [2° de l'art. R. 512-46-6 du code de l'environnement]. Cette justification peut être fournie dans un délai de 10 jours après la présentation de la demande d'enregistrement.	<input type="checkbox"/>
Si l'emplacement ou la nature du projet sont visés par un plan, schéma ou programme figurant parmi la liste suivante :	
PJ n°12. - Les éléments permettant au préfet d'apprécier, s'il y a lieu, la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes suivants : [9° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
- le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) prévu par les articles L. 212-1 et L. 212-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>

- le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) prévu par les articles L. 212-3 à L. 212-6 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
- le schéma régional des carrières prévu à l'article L. 515-3	<input type="checkbox"/>
- le plan national de prévention des déchets prévu par l'article L. 541-11 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
- le plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets prévu par l'article L. 541-11-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
- le plan régional de prévention et de gestion des déchets prévu par l'article L. 541-13 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
- le programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
- le programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
Si votre projet nécessite une évaluation des incidences Natura 2000 :	
PJ n°13. - L'évaluation des incidences Natura 2000 [article 1° du I de l'art. R. 414-19 du code de l'environnement]. Cette évaluation est proportionnée à l'importance du projet et aux enjeux de conservation des habitats et des espèces en présence [Art. R. 414-23 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
PJ n°13.1. - Une description du projet accompagnée d'une carte permettant de localiser l'espace terrestre ou marin sur lequel il peut avoir des effets et les sites Natura 2000 susceptibles d'être concernés par ces effets ; lorsque le projet est à réaliser dans le périmètre d'un site Natura 2000, un plan de situation détaillé est fourni ; [1° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
PJ n°13.2. Un exposé sommaire des raisons pour lesquelles le projet est ou non susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000 [2° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]. Dans l'affirmative, cet exposé précise la liste des sites Natura 2000 susceptibles d'être affectés, compte tenu de la nature et de l'importance du projet, de sa localisation dans un site Natura 2000 ou de la distance qui le sépare du ou des sites Natura 2000, de la topographie, de l'hydrographie, du fonctionnement des écosystèmes, des caractéristiques du ou des sites Natura 2000 et de leurs objectifs de conservation [2° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
PJ n°13.3. Dans l'hypothèse où un ou plusieurs sites Natura 2000 sont susceptibles d'être affectés, le dossier comprend également une analyse des effets temporaires ou permanents, directs ou indirects, que le projet peut avoir, individuellement ou en raison de ses effets cumulés avec d'autres projets dont vous êtes responsable, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites [II de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
PJ n°13.4. S'il résulte de l'analyse mentionnée au 13.3 que le projet peut avoir des effets significatifs dommageables, pendant ou après sa réalisation, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier comprend un exposé des mesures qui seront prises pour supprimer ou réduire ces effets dommageables [III de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
PJ n°13.5. Lorsque, malgré les mesures prévues en 13.4, des effets significatifs dommageables subsistent sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier d'évaluation expose, en outre : [IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement] :	<input type="checkbox"/>
- PJ n°13.5.1 La description des solutions alternatives envisageables, les raisons pour lesquelles il n'existe pas d'autre solution que celle retenue et les éléments qui permettent de justifier la réalisation du projet, dans les conditions prévues aux VII et VIII de l'article L. 414-4 du code de l'environnement ; [1° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
- PJ n°13.5.2 La description des mesures envisagées pour compenser les effets dommageables que les mesures prévues au 13.4 ci-dessus ne peuvent supprimer. Les mesures compensatoires permettent une compensation efficace et proportionnée au regard de l'atteinte portée aux objectifs de conservation du ou des sites Natura 2000 concernés et du maintien de la cohérence globale du réseau Natura 2000. Ces mesures compensatoires sont mises en place selon un calendrier permettant d'assurer une continuité dans les capacités du réseau Natura 2000 à assurer la conservation des habitats naturels et des espèces. Lorsque ces mesures compensatoires sont fractionnées dans le temps et dans l'espace, elles résultent d'une approche d'ensemble, permettant d'assurer cette continuité ; [2° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
- PJ n°13.5.3 L'estimation des dépenses correspondantes et les modalités de prise en charge des mesures compensatoires, qui sont assumées par vous [3° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>

3) Autres pièces volontairement transmises par le demandeur :

Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les pièces supplémentaires que vous souhaitez transmettre à l'administration.

Pièces	
Dossier de Demande d' Enregistrement d' Exploiter une ICPE	

9. Commentaires libres

10. Engagement du demandeur

A

MANOUZOU

Le

8 avril 2019 -

Signature du demandeur

CARROSSERIE AUSTRALE SARL
Tôlerie/Réparation/Peinture
Tsoundzou1 (face TOTAL)
Siren : 523 360 220
Gsm : 06 39 69 17 77 - 06 39 69 19 75

4. DEMANDE D'ENREGISTREMENT ET DEMANDE D'AGREMENT

Article R.512.41.1 et suivants au Code de l'Environnement

Article R.543-162 du Code de l'Environnement

Objet : Dossier de demande d'enregistrement d'exploiter une ICPE et d'agrément initiale centre VHU

Monsieur le Préfet,

En application de l'article R.512-46-1 du Code de l'Environnement, je soussigné, Mr Sulman BOINA et Mr Sharaf BOINA gérants de l'entreprise,

Sollicite de votre haute bienveillance l'enregistrement d'un centre de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage (VHU) sur le territoire de la commune de Mamoudzou Rue de M'roahandra M'tsapéré.

La rubrique de la Nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement correspondant aux activités du site est :

- **Rubrique n° 2712-1° b Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100m² et inférieure à 30000m².**

Vous trouverez joints à la présente demande les éléments requis par les articles R.512-46-3 à R.512-46-6 du Code de l'environnement.

De plus conformément aux articles R.543-156 et suivants du Code de l'Environnement, nous sollicitons de votre bienveillance **un agrément pour l'exploitation de cette installation de dépollution et de démontage de VHU**. Comme le montreront les documents ci joints, nous nous engageons à respecter les obligations du cahier des charges de l'article R.543-164 du Code de l'environnement.

En espérant que vous réserverez une suite favorable à notre demande d'enregistrement nous vous prions d'agréer, Monsieur le préfet, l'assurance de notre haute considération.



5. PRÉSENTATION DU DEMANDEUR

5.1. PRÉSENTATION ADMINISTRATIVE ET JURIDIQUE

La présente demande d'enregistrement au titre du Code de l'Environnement est sollicitée par la société EURO SERVICE MAVENDA SARL dont les coordonnées sont les suivantes.

NOM COMMERCIAL :	CARROSSERIE AUSRALE
ADRESSE DU SIGE SOCIAL	TSOUNDZOU 1 (Face Total) 97600 Mamoudzou
FORME JURIDIQUE :	SARL unipersonnelle
CAPITAL :	
ADRESSE DU SIEGE SOCIAL ET DE L'ETABLISSEMENT :	Rue M'roahandra M'tsapéré 97600 Mamoudzou
TELEPHONE :	0639 69 17 77 / 0639 69 19 76
SIRET :	523 360 220 000 17
CODE APE :	4520 A
SIGNATAIRE DE LA DEMANDE	Mr Sulman BOINA & Mr Sharaf BOINA
QUALITE DU SIGNATAIRE DE LA DEMANDE	Gérants de l'installation

Tableau 1 : Présentation administrative du pétitionnaire

5.2. SITUATION GEOGRAPHIQUE

Voir la carte au 1/25000 et le plan parcellaire au 1/1000 en Annexe 1

Le site de l'installation est localisé dans le centre de l'île de Mayotte, sur le territoire de la Commune de Dembéni, dans le village de Dembéni. Le site se situe plus précisément avant le pont de Dembéni.

La figure ci-après présente la localisation du site sur un extrait de carte IGN.

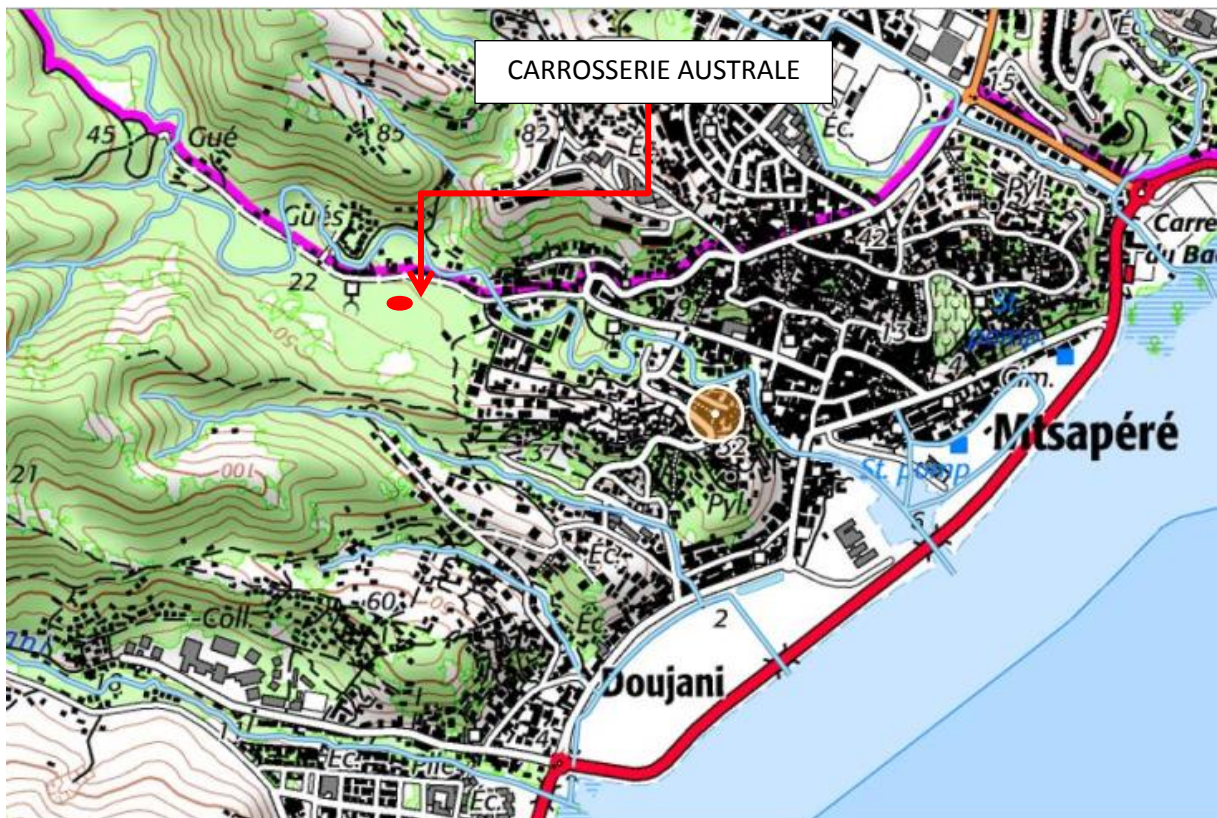


Figure 1 : carte de localisation du site CARROSSERIE AUSTRALE (source Géoportail)

5.3. ACCES

L'accès au site se fait exclusivement par voie routière depuis la National RN3, puis sur une route existante.

L'accès au site est repéré sur la figure ci-dessous.



Figure 2 : Plan des accès à la société CARROSSERIE AUSTRALE – Source : Géoportail

5.4. VOISINAGE IMMEDIAT

Le site se situe au sein d'une zone rurale, constituée de végétation et de quelques champs agricoles.

Sur les parcelles limitrophes de la société, sont présents :

- Au Nord l'installation des habitations
- A l'Ouest et à l'Est des terrains agricoles de culture
- Au Sud des terrains agricoles de culture

Le plan montre que l'installation sera implantée aux distances réglementaires par rapport aux tiers, cours d'eaux, puits et forages.



Figure 3 : Plan des abords avec périmètre des 35 mètres

Le site est relativement bien isolé ce qui en fait le principal intérêt.

Les limites du site sont constituées par un mur en parpaing.

Le site sera doté d'une entrée et d'une sortie Nord. Cet accès sera fermé au moyen d'un portail suffisamment haut pour éviter les intrusions non intentionnelles.

5.5. COMMUNES CONCERNEES PAR LA DEMANDE

La commune concernée par la demande est la commune de Mamoudzou, lieu où se trouve l'installation VHU de CARROSSERIE AUSTRALE.

Le projet est situé dans la commune de Mamoudzou. Dans cette commune, le nombre d'habitants s'élève à 256 512 au recensement de 2017, contre 212 645 habitants au recensement de 2012.

5.6. PARCELLE ET SUPERFICIES CONCERNEES

Le tableau suivant fait l'inventaire des parcelles et superficies concernées par cette demande.

N° Section	N° Parcelle	Village	Nom du propriétaire	Superficie totale parcelle	Superficie totale de l'établissement
BI	405	M'TSAPÉRÉ	M. SAYYID SOIBAH	1080 m ²	1770 m ²

Le terrain d'implantation de la société est localisé sur une partie de la parcelle cadastrale n° 405 sections BI. La zone d'exploitation couvre une surface de 1770 m². Cette zone dispose d'une dalle de béton. Le gérant est propriétaire du terrain considéré. Une copie du plan de bornage est jointe en ANNEXE 4 de ce dossier.

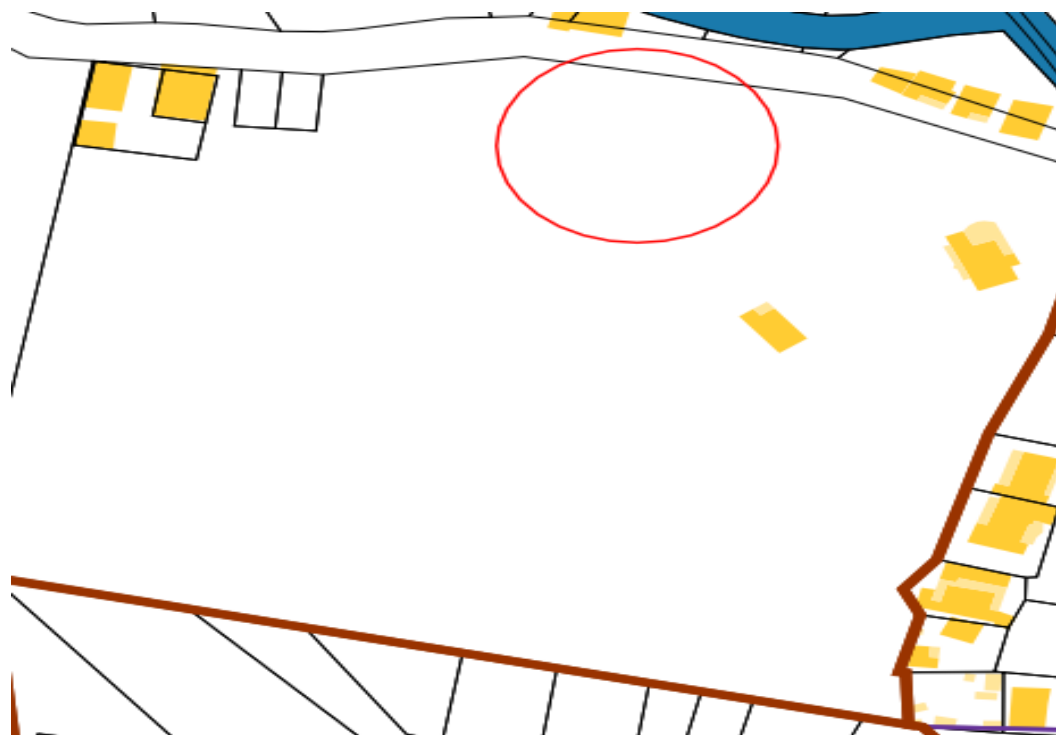


Figure 4 : Extrait du plan cadastre commune de Mamoudzou ; source : cadastre.gouv.fr

5.7. PERSONNES A CONTACTER POUR TOUT RENSEIGNEMENT COMPLEMENTAIRE

CARROSSERIE MIRADJI SARL	Mr Sulman BOINA & Sharaf BOINA Fonction : Gérants Rue M'roahandra M'tsapéré 97600 Mamoudzou Tel : 0639 69 17 77 / 0639 69 19 76
Bureau d'études en charge de l'Étude : MAYOTTE QSE CONSEIL	POLE ENVIRONNEMENT & SECURITE INDUSTRIELLE Mr SAIDINA MAHADI Fonction : Gérant 16 routes de Cavani 97600 Mamoudzou Tel : 06 39 29 45 50 E-MAIL : mayotteqseconseil.@gmail.com

5.8. MOTIVATIONS ET JUSTIFICATIONS DU PROJET

La gestion des déchets en général et en particulier des déchets automobiles, est extrêmement préoccupante en MAYOTTE. Les VHU représentent un problème de taille car ils donnent lieu à une masse de déchets importantes. De nombreux véhicules sont encore abandonnés dans l'environnement ou confiées à des entreprises de dépollution non agréées.

5.9. OBJET DE LA DEMANDE

Le présent dossier porte sur une demande d'Enregistrement au titre de la réglementation sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), sous la rubrique 2712, pour une installation de traitement des Véhicules Hors d'Usage (VHU), sur le site implanté au sein de la parcelle 405 section BI de la commune de MAMOUDZOU.

Le présent dossier est réalisé en application du Code de l'Environnement, Livre V, Titre Premier et des articles R512-1 à R512-46 (Installation Classée pour la Protection de l'Environnement)

Le site occupe la parcelle cadastrale 405 de la section BI. Cette parcelle est actuellement classée en zone AU2 de la PLU de la commune de MAMOUDZOU. Il s'agit d'une zone correspondant à « *des secteurs non urbanisés ou avec quelques constructions. En périphérie essentiellement avec des zones à urbaniser AU1 et des zones urbaines. Elles constituent des réserves futures d'urbanisation pour un usage résidentiel dominant, avec un programme mixte d'équipements à définir, des commerces de proximité et des petites activités tertiaires* »

Sont interdites les installations classées pour la protection de l'environnement sauf celles qui n'entraîneraient pas de nuisances et de pollution pour le voisinage.

Le site fonctionnant durant la journée, n'utilise pas d'éléments ou d'appareils générateurs de bruit.

L'activité de la société est compatible avec le PLU actuel de la commune de Mamoudzou.

5.10. CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES

5.10.1. CAPACITÉS TECHNIQUES ET FINANCIÈRES

Par ailleurs Mr Sulman BOINA et Mr Sharaf BOINA possèdent le matériel approprié et connaît les filières de valorisation adéquates et agréées pour les VHU et leurs sous-produits.

Équipe technique :

- Gérants (2)
- Chauffeurs (2)
- Démonteurs (3) En annexe 12 CV des employés

Matériel :

L'entreprise disposera de :

- 1 aire bétonnée pour stocker les VHU en attente de dépollution ;
- 1 hangar de dépollution et démontage ;
- 1 aire bétonnée pour stocker les déchets issus des opérations de dépollution et de démontage des VHU ;
- 1 aire bétonnée pour stocker les VHU dépollués ;
- 1 déboueurs/séparateur d'hydrocarbures pour le traitement des effluents.
- 1 camions-plateau pour les dépannages
- Coffret UV de détection de fuite dans le circuit de refroidissement
- Station de récupération autonome des gaz des circuits de climatisation
- Appareil de vidange pneumatique des réservoirs de carburant
- Récupérateur d'huiles par gravité
- Purgeur de frein
- Bac de protection pour la récupération des liquides

- Un compresseur 500 Litres
- Un pont à 2 colonnes
- Une machine à laver les pièces

5.10.2. CAPACITES FINANCIERES

Chiffre d'affaires de la société CARROSSERIE AUSTRALE (exercices comptables en annexe 6).

La société CARROSSERIE AUSTRALE SARL dispose de moyens financiers afin d'assurer l'exploitation d'installation de stockage et traitement de déchets et sera en mesure de faire face aux coûts ou aux investissements, comme en témoigne le chiffre d'affaires de la société.

	Chiffre d'affaires net euros
2016	307 618
2017	368 647

6. NATURE ET VOLUME DES ACTIVITES

6.1. NATURE DES ACTIVITES

L'établissement CARROSSERIE AUSTRALE regroupe les activités suivantes :

- Réception et stockage de VHU ;
- Dépollution des VHU ;
- Démontage des VHU ;
- Stockage des déchets issus des opérations de dépollution et démontage des VHU ;
- Stockage et négoce de pièces mécaniques réutilisables ;
- Stockage de VHU en attente d'expertise.

A noter que les véhicules concernés par ces activités sont des automobiles.

Les procédés mis en œuvre seront décrits au Chapitre 4-Description des activités et installations.

6.2. VOLUME DES ACTIVITES

6.2.1. Origine des VHU

Un véhicule hors d'usage (VHU) est un véhicule que son détenteur remet à un tiers pour qu'il le détruise. Les véhicules concernés sont les voitures particulières et les camionnettes. Les VHU contenant des liquides ou des composants dangereux sont des déchets dangereux contrairement aux véhicules dépollués auxquels on a retiré les huiles, les liquides de frein, de lave-glace, de refroidissement.

Tous les VHU présents sur le site proviendront à MAYOTTE en particulier,

- ✓ De particuliers

Il s'agira essentiellement de véhicules accidentés ou victimes de pannes dont la majorité ne pourrait faire l'objet de réparation.

La capacité de traitement de l'installation sera d'environ 400 VHU par an. Seuls des véhicules récupérés par ses soins arrivent sur le site de dépollution. Le rythme d'arrivée des véhicules à dépolluer est ainsi régulé par CARROSSERIE AUSTRALE. Ce rythme permet de limiter le nombre de véhicules à dépolluer à environ 1 par jour, les véhicules arrivant au fur et à mesure et n'étant pas stockés sur site non dépollués.

Le tableau 1 ci-dessous détaille le volume des activités au démarrage de la société puis les objectifs fixés.

Activité	Volume annuel au démarrage de l'activité
Dépollution et démontage de VHU	400VHU/an

Tableau 2 : Volume des activités

6.3. NOMENCLATURE ICPE – TABLEAU DE CLASSEMENT

Art R.511-9 du Code de l'Environnement.

Le tableau 3 ci-après reprend les rubriques de la Nomenclature ICPE qui concernent le site, ainsi que le volume maximal prévu de chaque activité.

Rubrique de la nomenclature	Désignation des activités	Capacités pour lesquelles la demande est sollicitée	Régime A, E, D, NC
Rubrique n° 2712-1° b	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100m ² et inférieure à 30000m ² .	Surface de l'établissement : 1770 m ²	E
Rubrique n° 1432	Liquides inflammables	Inférieure ou égale à 5 m ³ eq au maximum	NC
Rubrique n° 2713	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets : 1. Collecte de déchets dangereux : Le volume de déchets susceptible d'être présent dans l'installation étant : inférieur à 1 tonne	Capacité de stockage : 0.5 t	NC
Rubriques n° 2663-2	Stockage de pneumatiques et produits composés d'au moins 50% de polymères	Capacité de stockage = 20 m ³	NC
Rubriques n° 2714	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à	Stockage de plastique Inférieur à 100 m ³	NC

	<p>l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieurs à 1000 m³</p>		
Rubriques n° 3550	<p>Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits dans l'attente de la collecte</p>	Inférieur à 1 tonne	NC

Tableau 3 : Rubriques de la nomenclature ICPE s'appliquant à la SARL CARROSSERIE AUSTRALE

Le site est donc soumis à « enregistrement ».

7. DESCRIPTION DES ACTIVITES ET DES INSTALLATIONS

7.1. DESCRIPTION DU SITE

Le plan d'ensemble du site est joint en ANNEXE 2

Les limites du site sont constituées par une clôture en parpaings d'une hauteur supérieure à 2.5 m, ce qui permet de masquer de façon plus conséquente les activités et les stockages. L'accès principal, se trouve au Nord-Ouest, est fermé par un portail métallique

L'établissement sera composé de la façon suivante :

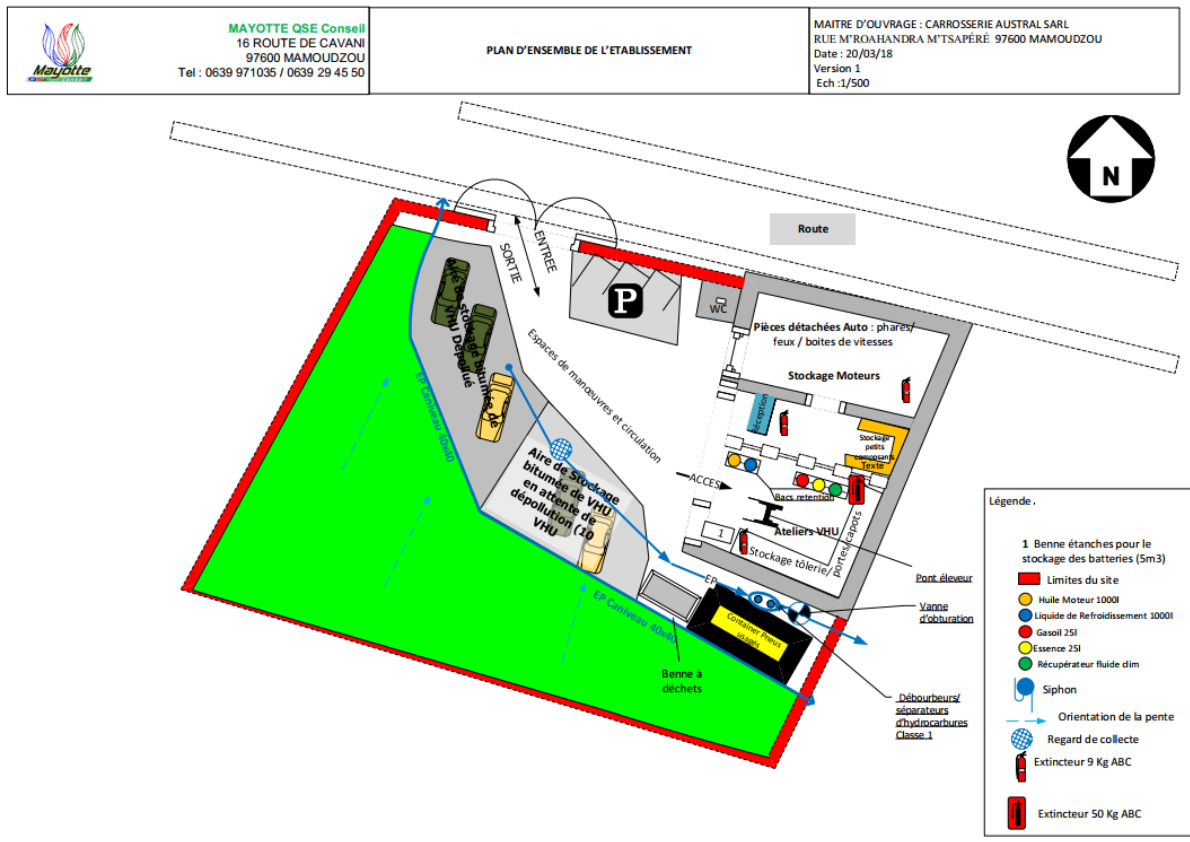
- ↻ Réception
- ↻ Zone de stockage moteurs (pièces détachées Auto)
- ↻ Zones de stockage petits composants
- ↻ Ateliers de VHU
- ↻ Zone de stockage tôlerie / portes/ capots
- ↻ Container Pneus Usagés
- ↻ Benne à déchets
- ↻ Aire de stockage bitumée de VHU en attente de dépollution (10 VHU)
- ↻ Aire de stockage bitumée de VHU dépollué
- ↻ Parking client
- ↻ Un réseau de collecte des eaux pluviales relié à 1 séparateur à hydrocarbures permettant de traiter l'intégralité de la zone imperméabilisée.
- ↻ Caniveau EP

- **Stockage des véhicules en attente d'expertise** : ce sont des véhicules d'occasion accidentés en attente d'expertise. Ils seront stockés sur des racks.
- **Stockages de VHU pollués** : ce sont des véhicules qui contiennent encore l'ensemble des fluides polluants. Ils seront tous stockés sur une aire bétonnée reliée au même séparateur d'hydrocarbures.
- **Parking client** : il sert aux clients de la société mais aussi aux clients.
- **Stockage des VHU dépollués** : Cette zone de stockage imperméabilisée, permettra de stocker les carcasses des VHU dépollués. Les carcasses des VHU dépollués, après démontage des pièces, seront expédiées par camions vers les installations agréées de broyage (ENZO), sans subir de pressage ou cisailage préalable.
- **Bureau** : C'est la zone d'accueil des clients et professionnels qui viennent pour l'achat de pièces de réemplois,
- **Zone de stockage de pièces de réemplois** : Toutes les pièces démontées sont, après contrôles, stockées et référencées dans deux containers. Les moteurs extraits des VHU dépollués/démontés ainsi que les pièces sont stockées entre la zone dépollution/démontage. Cette zone est imperméabilisée et couverte.
- **Atelier VHU** : Les VHU seront placés sur un pont afin d'être dépollués. Une unité intégrée permettra le retrait rapide de l'ensemble des fluides à l'aide de pompes à membranes qui assureront une aspiration doublée d'une surpression dans les vases correspondants le cas échéant. Seront retirés les huiles noires (Boîte de vitesse, moteur, direction), les liquides de frein, les liquides de refroidissement, les fluides frigorigènes, les carburants, les batteries, les filtres à huile, les pots catalytiques et les pneus. Cet atelier permettra le démontage de certains éléments volumineux plastiques comme les pare-chocs, les réservoirs ou encore le verre, ainsi que l'ensemble des pièces destinées au magasin. Par ailleurs, une benne de stockage de 25 m³ de sous-produit du démontage non destinés à la vente seront disposées à l'entrée de l'établissement : une benne ferrailles « platins », une benne moteurs, alliages, plastique et pare-brise,).

Cette benne est expédiée périodiquement chez **ENZO TECHNIC RECYCLAGE**.

Le plan d'ensemble en annexe présente l'organisation futur du site.

Figure 6 : plan des installations



7.2. DESCRIPTION DES OPERATIONS

7.2.1. Réception et stockage des VHU non dépollués

Les VHU sont acheminés sur le site par les particuliers ou par les transporteurs de l'entreprise pour les compagnies d'assurance. Ces VHU sont déposés et stockés sur l'aire imperméabilisée dédiée à cet usage en attente de leur dépollution. Les VHU entrants sur l'installation suivront les étapes d'enregistrement suivantes :

- La date
- La nature
- Le numéro d'immatriculation du véhicule
- Des observations éventuelles.

Cette opération est réalisée dans les plus brefs délais.

Les VHU en attente de dépollution sont stockés sur un seul niveau.

7.2.2. Dépollution des VHU

Les VHU en attente de dépollution seront transférés le plus rapidement possible vers la zone de dépollution, dans le but de limiter les risques incendie et explosion dus à ces produits. Ils seront manipulés à l'aide d'un chariot élévateur.

La dépollution, entièrement manuelle se fera sur un pont élévateur, les fluides extraits seront stockés dans des contenants spécifiquement choisis et adaptés

Cette activité sera réalisée sur la zone spécifique couverte spécialement dédiée à cet usage. La dalle aura une pente d'au moins 1% et possédera des regards raccordés au séparateur d'hydrocarbures. Les eaux ainsi traitées seront rejetées vers le milieu naturel et les boues du séparateur à hydrocarbure seront vidangées 1 à 2 fois par an par la société STAR.

Sur chaque VHU, sont réalisées les opérations de dépollution suivantes :

- **Composants susceptibles d'exploser**

Les airbags, les prétensionneurs et autres éléments pouvant présenter un danger pour l'exploitation seront neutralisés par déclenchement sécurisé puis par enlèvement de la batterie. Aucun de ces éléments ne sera revendu aux particuliers.

- **Huiles usagées :**

Les huiles usagées (moteur, frein, boîtes de vitesses, amortisseurs, direction assistée, etc.), seront retirées par vidange gravitaire dans un fut métallique mobile muni d'un large entonnoir de récupération qui une fois pleine sera transvasé dans un réservoir plastique étanche de 1000 litres placé sur bac de rétention présent dans l'atelier.

La collecte de ces huiles se fera par une société spécialisée (STAR). Ces enlèvements feront tous l'objet d'un bon d'enlèvement ainsi qu'un BSD établi par le collecteur et indiquant précisément les quantités, la nature des déchets enlevés et la destination finale.

- **Liquides de refroidissement et lave glace :**

Le liquide de refroidissement et le liquide de lave glace seront retirés par vidange gravitaire dans un fut métallique mobile muni d'un large entonnoir de récupération qui une fois plein sera transvasé dans un réservoir plastique étanche de 1000 litres placé sur bac de rétention présent dans l'atelier de dépollution.

- **Carburants :**

Les carburants tels que l'essence et le gasoil seront récupérés par vidange gravitaire dans un fut métallique mobile muni d'un large entonnoir de récupération qui une fois plein sera transvasé dans deux réservoirs plastiques étanches de 1000 litres bien identifiés et placés sur bacs de rétention présents dans l'atelier.

Ils seront immédiatement réutilisés par les véhicules de services de la société.

- **Filtre :**

Ils seront récupérés et stockés dans un fut spécial. Comme pour les huiles, chaque enlèvement fera l'objet d'un BSD. Ils seront éliminés par la société STAR.

- **Batteries :**

Les batteries seront retirées et placées dans de bacs spéciaux étanches fournis par l'acheteur. En fonction de leur état, elles seront revendues pour du réemploi.

st

- **Pneumatiques :**

Les pneumatiques non réutilisables usagés seront tous démontés et placés dans une benne de collecte. Ceux revendables seront stockés en petit volume sur étagères sous abris.

- **Pots catalytiques :**

Ils seront récupérés pour leur valeur marchande. Ils seront ôtés lors de la dépollution pour être stockés dans un bac (caisse palette).

Une fois que la quantité regroupée est suffisante, la société fait procéder à un enlèvement vers la filière de traitement.

- **Les gaz des systèmes de climatisation :**

Les fluides frigorigènes des circuits d'air conditionné seront retirés au moyen d'un extracteur de gaz de climatisation par M. BOINA SULMAN & BOINA SHARAF qui seront formés au retrait de ses gaz et disposeront d'une attestation d'aptitude.

Ils seront stockés en bonbonne pour être réemployés. La société obtiendra auprès de l'organisme agréé l'attestation de capacité de catégorie V.

Liquides	Quantité moyenne par VL
Huile moteur	5 litres
Huile hydraulique	1 litre
Huile de boîte de vitesse	3 litres
Liquide de refroidissement	10 litres
Lave-glace	5 litres

Tableau 4 : Quantités de liquides dans un véhicule léger

D'après les arrêtés du 13 juin et du 13 octobre 2008, le site détiendra une attestation de capacité et la personne affectée à cette tâche possèdera une attestation de capacité. Une copie de ces documents sera transmise après obtention de l'arrêté préfectoral et les originaux seront tenus à disposition sur site.

Les pétitionnaires s'engagent à suivre une formation relative aux fluides frigorigènes ainsi tous les techniciens. À l'issue de cette formation, une attestation d'aptitude obligatoire pour réaliser les opérations de catégorie V sur un véhicule contenant du fluide frigorigène vous sera fournie avant la mise en service de l'installation. (Cf. annexe 9).

7.2.3. Le démontage des VHU

Les opérations de démontage des VHU auront lieu au niveau de l'atelier VHU.

Chaque véhicule sera placé sur un pont élévateur permettant d'accéder aux différents équipements à démanteler.

Suite au retrait de la batterie et des fluides, les opérations de déconstruction suivantes seront menées :

- Le démontage du filtre à huiles, du filtre à carburant ;
- Le démontage du pot catalytique ;
- Le démontage des roues, retrait des jantes et des pneumatiques ;
- Le démontage des airbags et prétensionneurs de ceintures de sécurité ;
- Le démontage des parebrises ;
- Le démontage des parties plastiques, des sièges et des mousses ;
- Le démontage des circuits électroniques.

L'ensemble de ces opérations sera réalisé au sein de l'atelier de dépollution.

➤ **Démontage en vue de la revente de pièces automobiles**

Les pièces réutilisables qui font l'objet du démontage sont données dans la liste ci-après (non exhaustive).

Pièces mécaniques :

- Le moteur,
- La boîte de vitesse,
- Le démarreur, l'alternateur,
- La pompe de direction assistée,
- Le carburateur,
- La bobine d'allumage,
- La transmission,
- Le berceau,
- La crémaillère,
- La colonne de direction,
- Le demi-train,
- Les boîtiers électroniques.

Pièces de carrosserie :

- Le capot,
- Les ailes,
- Les pare chocs avant et arrière,
- Les portes avant et arrière,
- Le hayon, le pare-brise,
- La lunette arrière,
- Les armatures et renforts de pare-chocs.

Pièces de l'habitacle :

- Les sièges,
- Les garnitures de portes,
- Les lèves vitres et les boîtiers de lève-vitre,
- Les vitres de portes,
- Le tableau de bord,
- L'autoradio,
- Le prétensionneur,
- Les ceintures de sécurité.

Les pièces mécaniques contaminées par les huiles et les hydrocarbures, seront dégraissées, avant d'être stockées dans le magasin. Celles où des résidus graisseux persisteront seront entreposées en emballages étanches.

Le VHU, une fois dépollué et démonté, sera repris par un chariot élévateur pour être placé sur la zone de stockage des VHU dépollués, avant d'être envoyé vers la société ENZO

7.2.4. Stockage des VHU dépollués

Les véhicules sont ensuite entièrement démontés manuellement et les pièces récupérées pour la vente.

Une fois dépollué et démonté, le véhicule est stocké avant d'être évacué vers un broyeur agréé (ENZO TECHNIC RECYCLAGE). La manutention des pièces détachées se fait à la main tandis que la manipulation des carcasses se fera à l'aide d'engin de manutention.

Si nécessaire, le véhicule mis en sécurité pourra aussi être stocké sur l'aire étanche prévue à cet effet en attendant son transfert.

Les VHU dépollués seront placés de manière ordonnée et organisée, pour faciliter l'accès et minimiser l'impact paysager : **les VHU ne seront pas superposés.**

Les liquides divers ainsi que les déchets inertes seront évacués régulièrement vers la décharge qui s'occupe à Mayotte de leur mise en décharge ou de leur élimination.

7.2.5. Expédition des carcasses de VHU

Les carcasses des VHU dépollués, après démontage des pièces, seront expédiées par camions vers les installations agréées de broyage (ENZO), sans subir de pressage ou cisailage préalable.

7.2.6. Bâtiments de stockage des pièces détachées

Les pièces détachées récupérées lors du démontage des VHU seront stockées dans un bâtiment dédié (stockage des pièces Auto), dans lequel aucune activité de dépollution de VHU ou d'entreposage des VHU pollués ne sera réalisée. Seules les pièces détachées issues de la dépollution non combustible y seront entreposées et regroupées sur des racks ou des bacs de stockage, par type de composants (moteurs dépollués, boîtes de vitesses, ...).

Les opérations de stockage (en bacs) seront effectuées de façon à ne pas endommager les composants et éléments réutilisables ou valorisables.

Ces pièces détachées seront revendues, dans le respect des réglementations spécifiques régissant la sécurité de ces pièces ou, à défaut, l'obligation générale de sécurité définie par l'article L. 221-1 du code de la consommation.

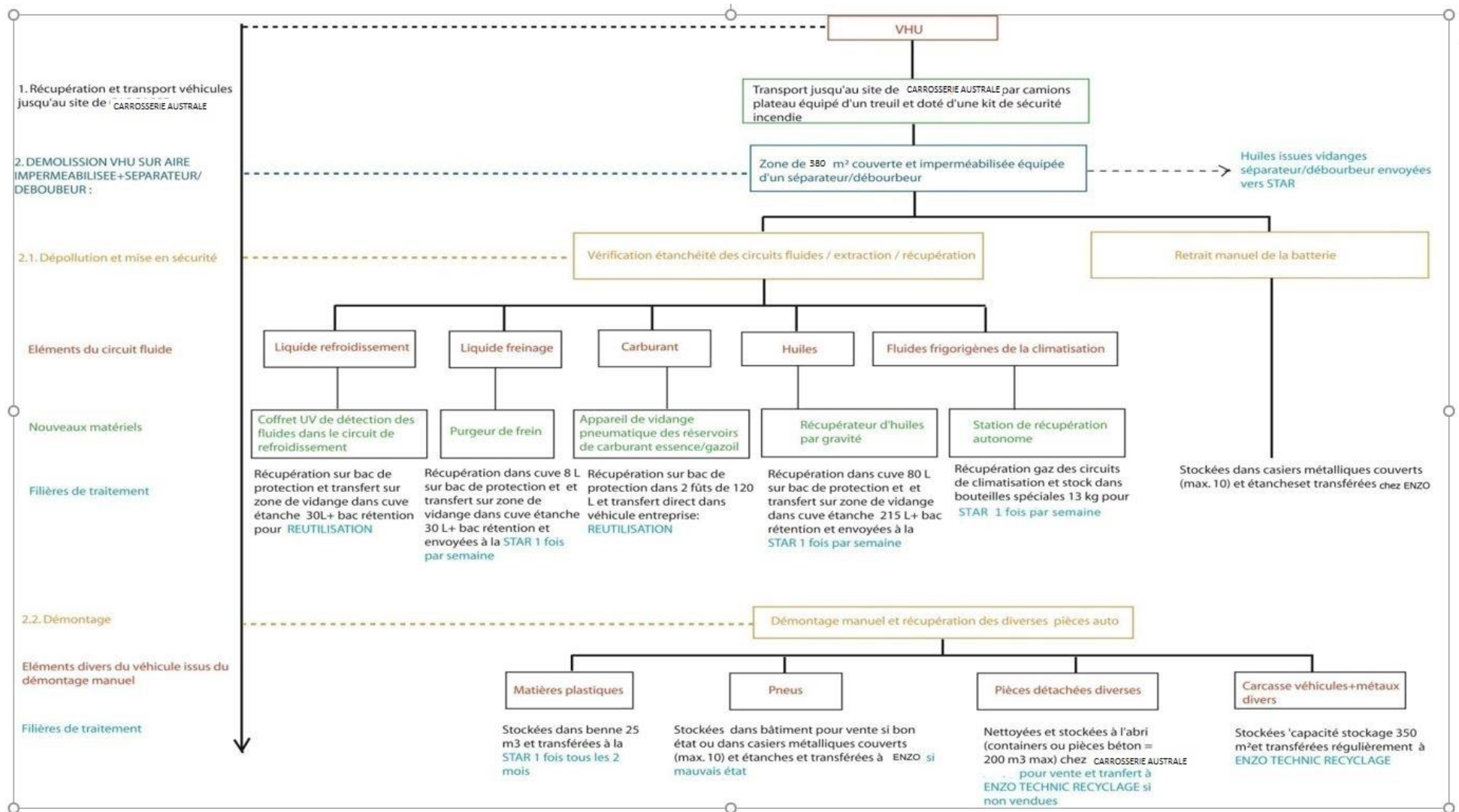
7.2.7. Synthèse de la destination des VHU et produits issus de la dépollution

Comme vu ci-dessus, après dépollution, les carcasses de VHU sont expédiées pour valorisation vers des broyeurs agréés.

Pour chacun des déchets liquides issus de la dépollution, une filière agréée de valorisation a été retenue par l'exploitant.

Il en sera de même pour les filtres à huile, à carburants, les pots catalytiques, les radiateurs et les batteries.

Le schéma ci-après synthétise de la destination des VHU et produits issus de la dépollution.



7.3. UTILITES ET AUTRES INSTALLATIONS

7.3.1. Compresseur

La production d'air comprimé est assurée par un compresseur.

7.3.2. Réseau électrique

Les installations sont alimentées en électricité à partir du réseau EDM, avec une arrivée électrique moyenne tension. L'électricité est utilisée pour le fonctionnement des appareils et outillages utilisés pour le démontage des véhicules, l'éclairage et la climatisation du bureau.

7.3.3. Alimentation en eau

Le site sera alimenté en eau potable. L'alimentation en eau potable sera réalisée à partir du réseau public.

Un compteur volumétrique, un clapet anti-retour et un disconnecteur équipent les installations d'approvisionnement. L'eau potable sera destinée à l'alimentation du hangar de dépollution/démontage des VHU, au lavage des pièces et des surfaces couvertes.

7.3.4. Eaux pluviales

Les eaux pluviales non polluées issues des voiries et des toitures seront collectées via un caniveau et rejetées directement vers le milieu naturel.

Les eaux pluviales ayant ruisselées sur l'aire où seront entreposés les VHU en attente de dépollution et sur la zone de dépollution/démontage seront collectées via un caniveau et orientées vers un séparateur à hydrocarbures pour être traitées avant rejet vers le milieu naturel.

Ce rejet sera équipé d'une vanne de fermeture. En effet, en cas d'incident / pertes accidentelles de produits liquides, ou en cas d'incendie, les déversements accidentels et les eaux d'extinction rejoindront le dispositif de collecte des eaux pluviales internes au site (relié au séparateur d'hydrocarbures) équipé d'une vanne de fermeture de façon à assurer une rétention de toute pollution accidentelle.

Les débourbeurs et séparateurs d'hydrocarbures seront régulièrement nettoyés

7.3.5. Équipements et installations dédiés aux déchets

L'activité du site génère différents flux de déchets

La société mettra en place un tri sélectif de ses déchets.

Une zone est affectée au stockage, des déchets. Elle permet de stocker une partie des déchets du site selon les normes en vigueur.

L'espace de stockage des déchets dangereux liquides sera muni de capacité de rétention suffisante pour pouvoir contenir tout déversement accidentel. La zone de stockage des déchets sera clairement identifiée.

Le stockage des déchets dangereux sur site :

Le stockage des déchets dangereux sera localisé au sein de deux zones spécifiquement prévus à cet effet, comme indiqué sur l'illustration « plan d'ensemble ». Il sera composé de :

- Un sol étanche ;
- De récipients adaptés, pour chaque fluide extrait ;
- De capacités de rétention en cas de déversement accidentel ;
- De citernes double-paroi pour le stockage de l'essence ;

➤ De bacs étanches pour les batteries et pots catalytiques.
Devant chaque contenant une signalisation claire sera placée afin d'indiquer facilement le type de déchets à déposer.

Le stockage des déchets non dangereux sur site :

Une benne de stockage de 25 m³ de sous-produit du démontage non destinés à la vente seront disposées à l'entrée de l'établissement : une benne ferrailles « platins », une benne moteurs, alliages, plastique et pare-brise,).

Cette benne est expédiée périodiquement chez ENZO TECHNIC RECYCLAGE.

7.3.6. Dispositions de sécurité

Les extincteurs seront disposés conformément à la réglementation et seront de ce fait présent en nombre suffisant dans les zones à risques (voir plan masse)

7.3.7. Bureaux administratifs

Les locaux administratifs sont installés à l'entrée du site, et sont séparés des installations de traitement.

7.4. GESTION DE L'ACTIVITE

Dans le cadre du développement de ses activités, la société CARROSSERIE AUSTRALE emploiera 5 personnes sur son site.

Le site emploiera le personnel suivant :

- Gérants (2)
- Chauffeurs (2)
- Démonteurs (3)

L'entreprise est ouverte du lundi au vendredi de 8h00 à 17h00, et le samedi de 8h00 à 12h00.

7.5. EXPLOITATION – ENTRETIEN

7.5.1. Surveillance de l'exploitation

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés sur site.

7.5.2. Contrôle de l'accès

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas libre accès aux installations. Pour mémoire, le site est clôturé sur 2 m minimum sur l'ensemble de sa périphérie (mur en parpaings) et un portail à l'entrée permet de contrôler l'accès au site.

7.5.3. Connaissances des produits - étiquetage

Un registre sera tenu à jour indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus. Ce registre sera tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

Les fiches de données sécurité seront présentes et disponible sur site.

Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de dangers conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélange dangereux.

7.5.4. Propreté

Le site est maintenu propre et régulièrement nettoyé notamment de manière à éviter les amas de poussières.

Des précautions esthétiques sont concernant l'intégration du site dans le paysage :

- Dans le cadre du chantier, intervention d'une entreprise de paysage pour réaliser les plantations du site et veiller à son intégration.
- Entretien d'une haie d'arbres en limite de propriété,
- Les espaces verts sont entretenus par le pétitionnaire.

7.5.5. Déchets entrants

4.11.5.1 Admission des déchets entrants

Les VHU acceptés sur le site.

Aucun autre déchet n'est accepté dans l'installation.

Les déchets dangereux introduits dans l'installation de manière accidentelle seront envoyés en filière de traitement autorisée.

Les déchets ne peuvent pas être réceptionnés en dehors des heures d'ouverture de l'installation.

4.11.5.2 Registre des déchets entrants

L'exploitant établira et tiendra à jour un registre où seront consignés tous les VHU reçus sur le site.

Le registre des déchets entrants contiendra, conformément à l'arrêté du 26 novembre 2012 les informations suivantes :

- la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage ;
- le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage ;
- le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage ;
- la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;
- la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;
- le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;
- la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué ;
- le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué.

7.5.6. Matières sortantes

7.5.6.1. Destination des matières sortantes

L'exploitant s'assurera que les installations de destination sont exploitées conformément à la réglementation en vigueur.

7.5.6.2. Registre des déchets sortants

L'exploitant établira et tiendra à jour un registre où seront consignés les déchets sortants de l'installation.

Le registre des déchets sortants contient les informations suivantes :

- la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage ;
- le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage ;
- le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage ;
- la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;
- la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;
- le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;
- la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué ;
- le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué.

7.6. GESTION DU RISQUE INCENDIE

7.6.1. Contrôle des systèmes de lutte contre l'incendie

L'intégralité des Système de Détection de l'Incendie (SDI) et des extincteurs sera vérifiée annuellement par un organisme agréé afin de garantir le bon entretien et le bon état de la défense contre l'incendie.

Afin de garantir l'adoption d'une conduite adaptée et des bons réflexes, l'ensemble du personnel sera formé à la prévention mais aussi à la gestion du risque incendie et des incidents liés à l'activité de leur entreprise.

7.6.2. Prévention des risques incendie

La prévention des risques d'incendie est assurée par des dispositions organisationnelles et techniques.

- Le personnel est formé aux procédures de sécurité de l'installation, et leurs compétences seront maintenues grâce à un plan de formation régulier ;
- Aucune activité en point chaud ne pourra ainsi être menée sans la délivrance d'un permis feu ;
- Il est interdit de fumer sur l'ensemble du site ; cette interdiction est affichée à l'entrée du site ;
- Les éléments pouvant entraîner un départ de feu (huiles, batteries) seront isolés dès la réception des véhicules et placés dans des stockages adaptés à leur nature ;
- Les installations électriques, les équipements et les engins font l'objet d'un entretien régulier et d'une utilisation conforme aux prescriptions de leurs constructeurs ;
- Une ossature métallique sera installée autour de la cuve à fuel pour limiter tout risque de choc et de dégradation de la cuve ;
- La mise en place d'un plan de circulation et la limitation de la vitesse des véhicules sur le site.
- Affichage des consignes et procédures de sécurité à suivre en cas d'incendie. Le personnel sera formé à ces dernières.

↗ Annexe 9 : Consignes générales

↗ Annexe 10: Fiche de situation d'urgence : Incendie

↗ Annexe 11: Fiche de situation d'urgence : Pollution

8. AGRÉMENT DE L'INSTALLATION DE DÉPOLLUTION DES VHU

Comme précisé en préambule du dossier, dans le cadre de ce dossier, l'exploitant sollicite un agrément pour la déconstruction et l'élimination des véhicules hors d'usage (VHU) conformément à l'article R.543-162 du Code de l'Environnement. Sera annexé à cet agrément un cahier des charges contenant les obligations fixées à l'article R.543-164.

« L'Arrêté du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage des exploitants des centres de traitement des véhicules hors d'usage (VHU) » est paru au Journal Officiel du 10 mai 2012. Ce texte est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2012.

Il détaille notamment les pièces constitutives de la demande d'agrément, la durée de l'agrément et les modalités de son renouvellement, l'obligation d'affichage de l'agrément sur l'installation, les prescriptions applicables avec des objectifs de réutilisation, de recyclage et de valorisation minimaux. Le reste est accompagné de trois annexes : les cahiers des charges qui doivent être joints à l'agrément délivré aux exploitants de centres VHU, d'une part, et aux broyeurs, d'autre part, et le modèle de bordereau de suivi des VHU.

Ainsi, le demandeur s'engage à respecter les obligations du cahier des charges dont les éléments figurent à l'annexe 1 de l'arrêté du 2 mai 2012 reprises dans le Tableau 6 suivant.



8.1. MOYEN MISE EN ŒUVRE POUR RESPECTER LE CAHIER DES CHARGES

Tableau 5 : Agrément VHU-Respect des obligations

Tableau 6 : Agrément VHU-Respect des obligations	
Alinéa 1 de l'annexe 1 de l'Arrêté du 2 mai 2012	Aménagements prévus
<p>Les opérations de dépollution suivantes sont réalisées avant tout autre traitement de véhicule hors d'usage : les batteries, les pots catalytiques et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés ; les éléments filtrants contenant des fluides , comme par exemple, les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation du moteur ; les composants susceptibles d'exploser, y compris les airbags et les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ; les carburants, les huiles de carters, les huiles de transmission, les huiles de boîtes de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, les liquides antigel et les liquides de freins ainsi que tout autre fluide présent dans le véhicule hors d'usage sont retirés, et stockés séparément le cas échéant, notamment en vue d'être collectés, à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties de véhicule concernés ; le retrait, la récupération et le stockage de l'intégralité des fluides frigorigènes sont polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques , les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ; les pneumatiques sont démontés de manière à préserver leur potentiel de réutilisation ou de valorisation.</p>	<p>Les aménagements de démontage et de dépollution des VHU sont conduites conformément à ces dispositions réglementaires (voir la présentation des activités ci-dessus).</p> <p>Pour rappel, les pots catalytiques, les batteries et les filtres sont retirés et stockés dans des contenants étanches. Les airbags et prétensionneurs seront neutralisés. <u>Les pneus sont stockés séparément et envoyés vers des filières dédiées (ENZO).</u></p> <p>Les carburants, les huiles et les liquides de refroidissement sont stockés isolément dans des contenants sur rétention et sous abri avant d'être collectés ou réutilisés (carburants).</p> <p>Les filtres ou les condensateurs contenant des PCB et PCT ainsi que les composants contenant du mercure seront retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles.</p>

Alinéa 2 de l'annexe 1 de l'Arrêté du 2 mai 2012	Aménagement prévu
Les éléments suivants sont extraits du véhicule : composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé ; composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableaux de bord, récipients de fluides, etc...), sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicules par un autre centre VHU ou un broyeur agréé de manière à pouvoir réellement être recyclé en tant que matériaux ; verre, sauf si le centre VHU peut justifier qu'il est séparé du véhicule par un autre VHU; en totalité à partir du 1 er juillet 2013.	Les matières plastiques, mousses et le verre seront dans un premier temps laissés sur les VHU dépollués : les filières de broyage choisies en aval séparent les matériaux en vue d'un recyclage matières.
Alinéa 3 de l'annexe 1 de l'Arrêté du 2 mai 2012	Aménagement prévu
L'exploitant du centre VHU est tenu de contrôler l'état des composants et éléments démontés en vue de leur réutilisation et d'assurer, le cas échéant, leur traçabilité par l'apposition d'un marquage approprié, lorsqu'il est techniquement possible. Les pièces destinées à la réutilisation peuvent être mises sur le marché sous réserve de respecter les réglementations spécifiques régissant la sécurité de ces pièces ou à défaut, l'obligation de sécurité par l'article L.221-1 du Code de la consommation. La vente aux particuliers de composants à déclenchement pyrotechnique est interdite.	Les opérations de démontage et dépollution des VHU sont conduites conformément à ces dispositions réglementaires. Un marquage est apposé sur chaque pièce permettant de déterminer le véhicule d'origine.
Les opérations de stockage sont effectuées de façon à ne pas endommager les composants et éléments réutilisables ou valorisations, ou contenant des fluides.	Les VHU dépollués sont stockés sur une aire dédiée. Les éléments réutilisables sont stockés sur des racks dans des conteneurs ou en extérieur sous abri (boîtes de vitesses, moteurs).
Seul le personnel du centre VHU est autorisé à accéder aux véhicules hors d'usage avant les opérations de dépollution visées au 1° du présent article.	Les VHU arrivant sur le site sont dépollués et stockés en attente de leur dépollution sur une aire dédiée étanche, reliée à un séparateur à hydrocarbures, non accessibles au public extérieur de stockage VHU dépollués).
Alinéa 4 de l'annexe 1 de l'Arrêté du 2 mai 2012	Aménagement prévu

<p>L'exploitant du centre VHU est tenu de ne remettre :</p> <p>-Les véhicules hors d'usage traités préalablement dans ses installations, qu'à un broyeur agréé ou, sous sa responsabilité, à un autre centre VHU agréé ou à toute autre installation de traitement autorisée à cet effet dans un autre État membre de la Communauté européenne, dès lors que le transfert transfrontalier des véhicules hors d'usage est effectué dans le respect des dispositions du règlement n°1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;</p> <p>- Les déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage qu'à des installations respectant les dispositions de l'article R.543-161 du Code de l'Environnement.</p>	<p>Les carcasses des VHU dépollués, après démontage des pièces, seront expédiées par camions vers les installations agréées de broyage (ENZO Recyclage)</p>
<p>Alinéa 5 de l'annexe 1 de l'Arrêté du 2 mai 2012</p>	<p>Aménagement prévu</p>
<p>L'exploitant du centre VHU est tenu de communiquer chaque année au préfet du Département dans lequel l'installation est exploitée, et à l'Agence de l'Environnement et de la maîtrise de l'énergie, sous forme électronique, à partir de 2013, la déclaration prévue par l'application du 5° de l'article R.543-164 du Code de l'Environnement, comprenant :</p> <p>a) Les informations sur les certifications obtenues notamment dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène, de la sécurité, du service et de la qualité ;</p> <p>b) Le nombre et le tonnage des véhicules pris en charge ;</p> <p>c) L'âge moyen des véhicules pris en charge ;</p> <p>d)La répartition des véhicules pris en charge par marque et modèle ;</p> <p>e) Le nombre et le tonnage de véhicules, hors d'usage préalablement traités remis directement ou via d'autres centres VHU agréé, à des broyeurs agréés, et repartis par broyeur agréé destinataire ;</p>	<p>L'exploitant tiendra à jour et fournira l'ensemble des informations ainsi demandées.</p>

f) Le tonnage produits et déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage remis à des tiers :

g) Les taux de réutilisation et recyclage et réutilisation et valorisation atteints ;

h) Les nom et coordonnées de l'organisme tiers désignés au 15° du présent cahier des charges;

i) Le cas échéant, le nom du ou des réseau(x) de producteur(s) de véhicules dans lequel s'inscrit le centre VHU.

Lorsqu'un transfert de véhicule hors d'usage est opéré entre deux centres VHU agréé, l'obligation de déclarer au sens du 5° de l'article R.543-164 pèse sur l'exploitant du premier centre VHU agréé qui a pris en charge le véhicule. Dans ce cas, le deuxième centre VHU agréé à l'obligation de communiquer au premier centre VHU agréé les données nécessaires à ce dernier pour répondre à son obligation de déclarer au sens du 5° de l'article R.543-164.

La communication de ces informations pour l'année n'intervient au plus tard le 31 mars de l'année n+1.

Le contenu de la déclaration est vérifié et validé par l'organisme tiers désigné au 15° du présent cahier des charges avant le 31 aout de l'année n+1. A partir de 2013, l'organisme tiers réalise également une validation en ligne de la déclaration.

L'Agence de l'Environnement et de la maitrise de l'énergie délivre un récépissé de déclaration. La fourniture de ce récépissé est une des conditions nécessaires au maintien de l'agrément préfectoral.

Alinéa 6 de l'annexe 1 de l'Arrêté du 2 mai 2012	Aménagement prévu
L'exploitant du centre VHU doit tenir à la disposition des opérateurs économiques avec lesquels, il collabore, ou avec lesquels, il souhaite collaborer, ses performances en matière de réutilisation et recyclage et de réutilisation et valorisation des véhicules hors d'usage.	Les taux de réutilisation et recyclage et de réutilisation et valorisation présentés dans la déclaration ci-dessus seront communiqués aux opérateurs économiques avec lesquels CARROSSERIE AUSTRALE collabore (professionnels de l'automobile).
Alinéa 7 de l'annexe 1 de l'Arrêté du 2 mai 2012	Aménagement prévu
L'exploitant du centre VHU doit tenir à la disposition de l'instance définie à l'article R.543-157-1 les données comptables et financières permettant à cette instance d'évaluer l'équilibre économique de la filière.	L'établissement tient à jour un livre de Police qu'elle met à la disposition de l'instance définie ci-contre. Il en est de même pour les données comptables et financières de la société.
Alinéa 8 de l'annexe 1 de l'Arrêté du 2 mai 2012	Aménagement prévu
L'exploitant du centre VHU est tenu de se conformer aux dispositions de l'article R.322-9 du code de la route lorsque le véhicule est pris en charge pour destruction, et notamment de délivrer au détenteur du véhicule hors d'usage un certificat de destruction au moment de l'achat	L'exploitant délivrera au détenteur du véhicule hors d'usage un certificat de destruction au moment de l'achat.
Alinéa 9 de l'annexe 1 de l'Arrêté du 2 mai 2012	Aménagement prévu
L'exploitant du centre VHU est tenu de constituer, le cas échéant, une garantie financière, dans les conditions prévues à l'article L.516-1 du code de l'environnement.	Non concerné par l'annexe I de l'arrêté du 31 mai 2012 : la superficie de l'établissement classé est de 1080 m ² (< 1ha)
Alinéa 10 de l'annexe 1 de l'Arrêté du 2 mai 2012	Aménagement prévu

<p>Les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir. Les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage non dépollués sont revêtus, pour les zones appropriées comprenant a minima les zones affectées à l'entreposage des véhicules à risque ainsi que les zones affectées à l'entreposage des véhicules en attente d'expertise par les assureurs, de surfaces imperméables avec dispositif de collecte des fuites, décanteurs et épurateurs-dégraisseurs. Les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers sont revêtus de surfaces imperméables, lorsque des pièces et produits ne sont pas eux-mêmes contenus dans des emballages parfaitement étanches et imperméables, avec dispositif de rétention.</p>	<p>Les VHU non dépollués sont stockés en attendant leur dépollution sur une aire réservée imperméabilisée avec un réseau de collecte relié à un séparateur à hydrocarbures avant rejet vers le fossé en limite Nord.</p> <p>Les opérations de dépollution et de démontage sont réalisées dans l'atelier, au sol bétonné, sous abri.</p> <p>Les pièces enduites de graisses, les moteurs sont stockés sous abri, évitant les pluviollessivages.</p>
<p>Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés.</p>	<p>Les batteries, seront stockés dans un casier métallique (1x1 m) couvert et étanche avant d'être évacuées vers un site de traitement (ENZO). Les filtres et les condensateurs sont récupérés et stockés pour la vente s'ils se trouvent en bon état. Dans le cas contraire, ils sont envoyés chez un broyeur agréé.</p>
<p>Les filtres extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huile carters, huiles de boîte de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, liquide antigel, liquides de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés, le cas échéant séparés, dans des lieux dotés d'un dispositif de rétention.</p>	<p>L'ensemble des fluides extraits lors de la dépollution des véhicules sera stocké dans des cuves étanches. Ces cuves seront installées dans des bacs de rétention étanches d'une capacité suffisante pour recueillir l'ensemble du contenu des cuves. Ces cuves seront régulièrement envoyées à la STAR qui s'occupera du traitement de ces fluides. Un stock d'absorbant sera mis en place sur le site pour palier à tout accident lors de la manipulation des fluides. Se reporter au plan d'ensemble en fin de dossier.</p>
<p>Les pneumatiques usagés sont entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie, à favoriser leur réutilisation, leur recyclage ou leur valorisation.</p>	<p>Après récupération des jantes, les pneumatiques sont stockés sur une zone réservée.</p>
<p>Les eaux issues des emplacements affectés au démontage des moteurs et pièces détachées, y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements</p>	<p>Toute la surface du site ou se trouveront les VHU d'un réseau de collecte des ruissellements relié à un déboureur-séparateur d'hydrocarbures.</p>

accidentels, sont récupérés et traités avant leur rejet dans le milieu naturel, notamment par passage dans un décanteur-déshuileur ou tout autre dispositif d'effet jugé équivalent par l'inspection des installations classées ; le traitement réalisé doit assurer que le rejet des eaux dans le milieu naturel n'entraînera pas de dégradation de celui-ci	
. Le demandeur tient le registre de police défini au chapitre 1 er du titre II du livre II de la partie réglementaire du code pénal	Ce registre de police sera tenu par l'exploitant sur le site.
Alinéa 11 de l'annexe 1 de l'Arrêté du 2 mai 2012	Aménagement prévu
En application du 12° de l'article R.543-164 du code de l'environnement susvisé, l'exploitant du centre VHU est tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum de matériaux issus des véhicules hors d'usage, en dehors des métaux, des batteries et des fluides issus des opérations de dépollution, de 3,5% de la masse moyenne des véhicules et d'un taux de réutilisation et de valorisation minimum de 5% de la masse moyenne des véhicules y compris par le biais d'une coopération avec d'autres centres VHU agréés.	L'exploitant se conformera à cette obligation : dès la première année il évaluera ces taux de réutilisation.
Alinéa 12 de l'annexe 1 de l'Arrêté du 2 mai 2012	Aménagement prévu
En application du 12° de l'article R.543-164 du code de l'environnement susvisé, l'exploitant du centre VHU est également tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage participant à l'atteinte des objectifs fixés à l'article R.543-160, y compris par le biais d'une coopération avec les autres opérateurs économiques; en particulier, il s'assure que les performances des broyeurs à qui il cède les véhicules hors d'usage qu'il a traités, ajoutées à ses propres performances, permettent l'atteinte de taux mentionnés à l'article R.543-160 du code de l'environnement.	L'exploitant se conformera à cette obligation : dès la première année il évaluera ces taux de réutilisation

Alinéa 13 de l'annexe 1 de l'Arrêté du 2 mai 2012	Aménagement prévu
L'exploitant du centre VHU est tenu d'assurer la traçabilité des véhicules hors d'usage, notamment en établissant trois exemplaires en bordereau de suivi mentionnant les numéros d'ordre des carcasses de véhicules hors d'usage correspondants aux numéros se trouvant dans le livre de police, ainsi que les tonnages associés (modèle en annexe III de l'arrêté). Un exemplaire du bordereau est conservé par le centre VHU, les deux autres exemplaires étant envoyé au broyeur avec le ou les lot(s) de véhicules hors d'usage préalablement traités correspondants.	L'exploitant se conformera à cette obligation avec un enregistrement des données des véhicules professionnels et leur inscription dans le livre de police. Lors de l'expédition, seront remis au transporteur : la liste récapitulative des VHU envoyés avec leurs certificats de cession et le Bordereau de Suivi des VHU en 3 exemplaires.
Alinéa 14 de l'annexe 1 de l'Arrêté du 2 mai 2012	Aménagement prévu
L'exploitant du centre VHU est tenu de disposer de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 du code de l'environnement. Cette attestation est de catégorie V conformément à l'annexe I De l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé.	L'exploitant se confirmera à cette obligation : un membre du personnel de l'établissement sera formé à la vidange des fluides frigorigènes avec matériel approprié qui sera acquis.
Alinéa 15 de l'annexe 1 de l'Arrêté du 2 mai 2012	Aménagement prévu
L'exploitant du centre VHU fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité pour un des référentiels suivants : – Vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) no 761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ;	L'établissement fera l'objet chaque année d'une vérification de conformité par un organisme agréé.

– Certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS QUALICERT;

– Certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le Bureau Veritas Certification.

Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe l'installation.

9. CONDITIONS DE REMISE EN ETAT ET USAGE FUTUR DU SITE

Conformément au 5° de l'article 512646-4 du Code de l'Environnement, les dossiers de demande d'enregistrement doivent indiquer les conditions de remise en état des sites après la fin de leur exploitation. Dans le cas d'un arrêt définitif de l'exploitation de l'établissement CARROSSERIE AUSTRALE- suite à une cessation d'activité par exemple – les conditions de remise en état envisagées sont décrites ci-après.

Mr BOINA Sulman et Mr BOINA Sharaf ne sont pas propriétaire du terrain considéré, En cas de cessation d'activité, **Mr SAYYID SOIBAH** souhaite remettre en état pour un usage d'activités économiques.

L'installation classée, objet de la demande est située sur le territoire de votre commune. Les terrains concernés sont implantés à la parcelle n° BI 405, M^{tsapéré}.

Aux termes de l'article R.512-46-4, 5° du code de l'environnement : « Dans le cas d'une installation à implanter sur un site nouveau, la proposition du demandeur sur le type d'usage futur du site lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif, accompagné de l'avis du propriétaire, lorsqu'il n'est pas le demandeur, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.

Ces avis sont réputés émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur ».

Concernant l'avis du maire de Mamoudzou, un courrier a été adressé en Mars 2019 à M. le Maire de Mamoudzou, pas de réponse à ce jour, le délai de 45 jours étant échu, l'avis est réputé émis. Une copie de la lettre est jointe en annexe 7.

9.1. MATERIEL

L'ensemble de l'outil de travail (module de dépollution, outillage divers, etc.) sera démonté et expédié sur un autre site du même type.

Tous les stocks de VHU dépollués seront vendus et expédiés vers les filières agréées de traitement.

9.2. BATIMENTS – INFRASTRUCTURES

Dans le cas d'un arrêt de l'exploitation, les ateliers seront vidés, nettoyés, puis les hangars seront restitués au propriétaire.

9.3. DECHETS - NETTOYAGE

Les déchets liés à la dépollution et au démontage des VHU, décrits ci-dessus, seront expédiés périodiquement vers les filières d'élimination prévues. Aucun déchet ne s'accumulera dans l'établissement. Les stocks résiduels seraient, lors de l'arrêt d'activité, expédiés vers les filières connues.

La totalité du site sera nettoyé à la fin de l'exploitation :

- Balayage des surfaces ;
- Expédition des déchets vers les filières de revalorisation de la société ;
- Expédition des contenants vides aux fournisseurs.

9.4. POLLUTION DES SOLS ET SOUS-SOLS –EAUX SOUTERRAINES

Tous les produits liquides potentiellement polluants seront stockés sur rétention.

Dans le cadre d'une cessation d'activité un diagnostic de pollution des sols et des eaux souterraines sera réalisé.

Le cas échéant, dans le cas de la découverte d'une pollution, un suivi de la pollution des eaux souterraines et des sols pourra être envisagé et poursuivi au-delà de la cessation des activités.

9.5. MISE EN SECURITE DU SITE

En cas d'arrêt des activités sur le site, les clôtures et le portail seront conservés empêchant l'accès aux installations.

On rappellera que tous les produits polluants ou éventuellement dangereux seront évacués par l'exploitant.

Comme présenté au chapitre 6.1 ci-dessus, la présente demande concerne un établissement soumis à « enregistrement » et qui occupera 1080 m² : son exploitation n'est donc pas soumise à l'obligation de constitution de garanties financières pour la mise en sécurité (arrêté du 31 mai 2012).

10. COMPATIBILITE D'INSTALLATION AVEC L'AFFECTATION DES SOLS

10.1. AU TITRE DU CODE DE L'URBANISME

La commune de Mamoudzou est dotée d'un PLU approuver en 2011.

Le site occupe la parcelle cadastrale 405 de la section BI. Cette parcelle est actuellement classée en zone AU2 de la PLU de la commune de MAMOUZOU. Il s'agit d'une zone correspondant à « des secteurs non urbanisés ou avec quelques constructions. En périphérie essentiellement avec des zones à urbaniser AU1 et des zones urbaines. Elles constituent des réserves futures d'urbanisation pour un usage résidentiel dominant, avec un programme mixte d'équipements à définir, des commerces de proximité et des petites activités tertiaires »

Sont interdites les installations classées pour la protection de l'environnement sauf celles qui n'entraîneraient pas de nuisances et de pollution pour le voisinage.

Le site fonctionnant durant la journée et n'utilise pas d'éléments ou d'appareils générateurs de bruit.

L'activité de CARROSSERIE AUSTRALE est compatible avec le PLU actuel de la commune de Mamoudzou.

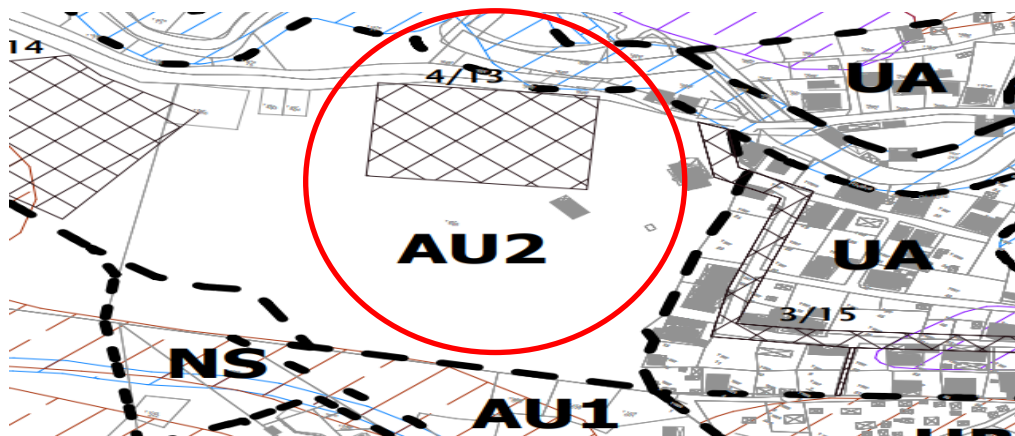


Figure 7 : Extrait la carte du PLU de M'tsapéré

Selon R 512-46-6 « Lorsque l'implantation d'une installation nécessite l'obtention d'un permis de construire, la demande d'enregistrement doit être accompagnée ou complétée dans les dix jours suivant sa présentation par la justification du dépôt de la demande de permis de construire. L'octroi du permis de construire ne vaut pas enregistrement au sens des dispositions de la présente section ».

10.2. AU TITRE DU CODE FORESTIER

Le terrain concerné n'est pas boisé. Aucune construction supplémentaire n'est envisagée dans cet établissement existant.

10.3. PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS

D'après la mise à jour de 2015 des cartes issues de l'Atlas des aléas naturels à Mayotte, le site du projet se situe aléa faible mouvement indifférencié.

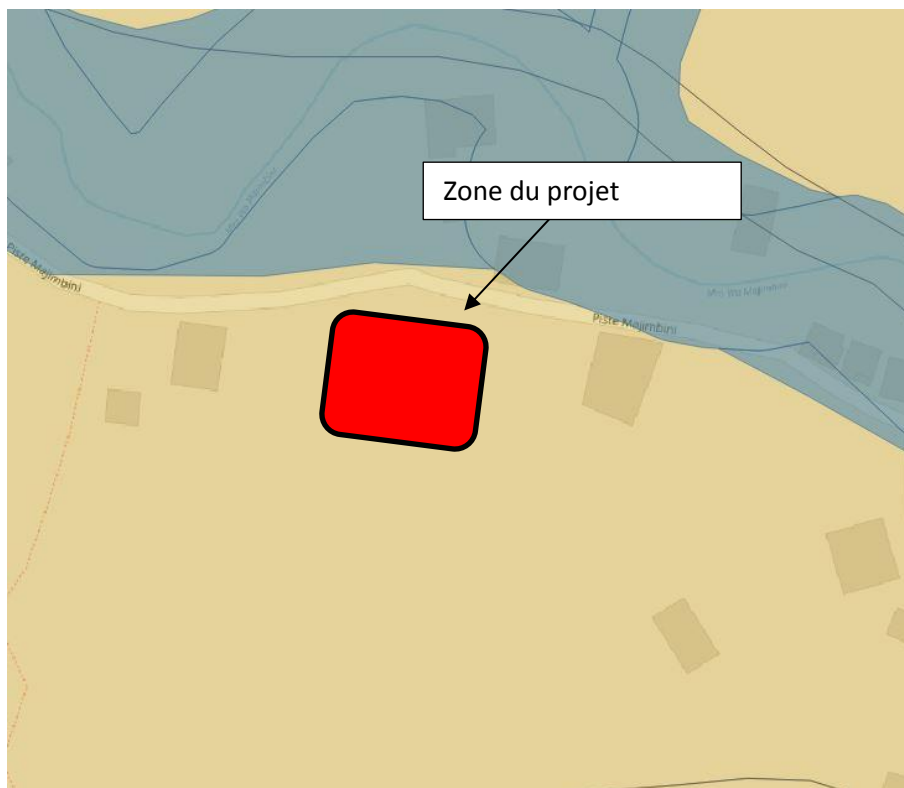


Figure 8 : Extrait de carte du PPRN 2015 de la commune de Mamoudzou autour du site de CARROSSERIE AUSTRALE

11. RECOLEMENT AUX PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE DU 26 NOVEMBRE 2012

Articles de l'arrêté	Intitulé de l'article	Prescriptions	Conformité
Art.1	Présentation de l'arrêtée	Pour mémoire	-
Art.2	Définition	Pour mémoire	-
CHAPITRE I : Dispositions générales			
Art.3	Conformité de l'installation	Objet de ce document	-
Art. 4.	Dossier Installation classée.	Pour mémoire	-
Art.5	Implantation	L'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.	Aucun local habité
		Les zones de stockage de l'installation ainsi que toutes les parties de l'installation où sont exercées des activités de traitement de dépollution, démontage ou découpage non situées dans des locaux fermés sont implantées à une distance d'au moins 100 mètres des hôpitaux, crèches, écoles, habitations ou des zones destinées à l'habitation par les documents d'urbanisme, à l'exception des logements habités par les salariés de l'installation.	Il n'y a pas d'habitation d'hôpital, de crèche, d'école ou d'habitation dans une distance de 100 m autour du site. Voir les plans.
Art.6	Envol des poussières. – Propreté de l'installation.	Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : – les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ; – les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin.	Le lavage des roues des véhicules sera réalisé cas de besoin. Nettoyage réalisé périodiquement par les employées
		Dans tous les cas, les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.	Nettoyage réalisé périodiquement par les employées. Les déchets sont évacués régulièrement vers les filières retenues.

Art.7	Intégration dans le paysage.	L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.	Le site a l'aspect d'un garage Des précautions esthétiques sont concernant l'intégration du site dans le paysage : <ul style="list-style-type: none"> - Dans le cadre du chantier, intervention d'une entreprise de paysage pour réaliser les plantations du site et veiller à son intégration. - Entretien d'une haie d'arbres en limite de propriété, - Les espaces verts sont entretenus par le pétitionnaire.
		L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.	Nettoyage réalisé périodiquement par les employées. Les déchets sont évacués régulièrement vers les filières retenues.
		Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.	- Nettoyage réalisé périodiquement par les employées. Les déchets sont évacués régulièrement vers les filières retenues.
		Les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées et au besoin des écrans de végétation sont mis en place.	Les limites du site sont constituées par un mur en parpaings ce qui permet de masquer de façon plus conséquente les activités te les stockages,
CHAPITRE II : Prévention des accidents et des pollutions			
Art.8	Localisation des risques.	L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières, substances ou produits mis en œuvre, stockés, utilisés ou produits, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.	Un plan des zones de dangers sera établi par l'exploitant : principalement risque incendie des stockages de VHU et des liquides inflammables sur rétention (voir plan masse).

		L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques...) et la signale sur un panneau à l'entrée de la zone concernée.	Révision et mise à jour du plan en cas de modifications.
		L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.	Voir Plan
Art.9	<i>Etat des stocks de produits dangereux. – Etiquetage</i>	L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.	Le registre sera mis en place
		Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.	Les fiches de données de sécurité des produits reçus seront disponibles, Les produits issus de la dépollution ne disposent pas FDS
		Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de dangers conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.	Étiquetage sera mis en place
Art.10	<i>Caractéristique des sols.</i>	Le sol des emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules terrestres hors d'usage non dépollués, le sol des aires de démontage et les aires d'entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont imperméables et munis de rétention.	Les VHU en attente de dépollution seront stockés sur la dalle de béton à réaliser, tout comme l'ensemble des autres stockages de déchets. L'atelier de dépollution/démontage se trouvera à l'abri placé sur la dalle de béton raccordée au débordement séparateur. Les réservoirs des liquides issus de la dépollution seront placés chacun sur un bac de rétention dans l'atelier de dépollution.
		I. -Réaction au feu	

Art.11	Comportement au feu des locaux	Les parois extérieures des locaux abritant l'installation sont construites en matériaux A2 s1 d0.	Parois périphériques du bâtiment en tôle. Aucune justification de la nature des parois n'est disponible Cette prescription n'est pas respectée : il s'agit d'un écart. L'exploitant sollicite un aménagement pour l'application de cette prescription.
		Le sol des aires et locaux de stockage est incombustible (de classe A1 fl).	Sols en béton
		II. – Résistance au feu.	
		Les locaux présentent les caractéristiques de résistance au feu minimal suivant : – l'ensemble de la structure est à minima R 15 ; – les murs séparatifs entre deux cellules de travail sont REI 120 ; – les murs séparatifs entre une cellule, d'une part, et un local technique (hors chaufferie) ou un bureau où des locaux sociaux sont REI 120 jusqu'en sous-face de toiture sauf si une distance libre d'au moins 10 mètres est respectée entre la cellule et ce bureau, ou ces locaux sociaux ou ce local technique.	L'atelier de dépollution et la zone de stockages des pièces et métaux seront placées sous abris (Hangars). Les dispositions de désenfumage ne sont donc pas applicables compte tenu de la nature du bâti. Des consignes de sécurité et panneaux d'interdiction de fumer sont affichées.
		Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.	Bâtiment ; les caractéristiques ne sont pas disponibles.
		III. – Toitures et couvertures de toiture.	

		Les toitures et couvertures de toiture répondent à la classe BROOF (t3), pour un temps de passage du feu au travers de la toiture supérieure à trente minutes (classe T 30) et pour une durée de la propagation du feu à la surface de la toiture supérieure à trente minutes (indice 1).	Toiture incombustible
Art.12	<i>Désenfumage.</i>	<p>Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou auto commande). La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du local. Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m2 est prévue pour 250 m2 de superficie projetée de toiture. En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.</p> <p>L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.</p> <p>Tous les dispositifs installés en référence à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2003, présentent les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ; – fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité). Les exutoires bi-fonction sont soumis à 10 000cycles d'ouverture en position d'aération ; – la classification de la surcharge neige à l'ouverture est SL 250 (25 daN/m2) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN/m2) pour des altitudes supérieures à 400 mètres et inférieures ou égales à 800 mètres. La classe SL 0 est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être en neigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige ; – classe de température ambiante T (00) ; – classe d'exposition à la chaleur B300. <p>Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.</p>	Pas de DENFC (exutoires de fumées)
Art.13	<i>Accessibilité</i>	I. – Accès à l'installation.	

		L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.	Le site disposera d'un accès permettant l'intervention des services de secours :
		Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionné pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.	Accès du côté de la route de 4 m
		Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.	Les véhicules des clients ainsi de personnel stationnent aux parkings. Les engins de secours pourront donc accéder et circuler facilement sur le site
		II. – Accessibilité des engins à proximité de l'installation.	
		Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.	Voir le plan en fin du dossier. Une allée de circulation est réservée. Largeur utile de 3 mètres.

		<p>Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ; - Dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ; - La voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum ; - Chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ; - Aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation définie aux IV et V et la voie « engin ». 	
		<p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engin permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p>	-
		<p>III. – Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site.</p>	
		<p>Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin ; - longueur minimale de 10 mètres, présentant à minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ». 	Pas de voie interne de plus de 100 mètres.
		<p>IV. – Mise en station des échelles</p>	

		<p>Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelle » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes. Cette voie échelle est directement accessible depuis la voie engin définie au II.</p>	<p>Hangars de hauteur inférieure à 8 m</p>
		<p>Depuis cette voie, une échelle accédant à au moins toute la hauteur du bâtiment peut être disposée. La voie respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ; – dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ; – aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces échelles à la verticale de l'ensemble de la voie ; – la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment ; – la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum, et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm². 	
		<p>Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours, sur au moins deux façades, cette voie « échelle » permet d'accéder à des ouvertures.</p>	-
		<p>Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant de voie « échelle » et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services de secours.</p>	

		V. – Etablissement du dispositif hydraulique depuis les engins	
		A partir de chaque voie « engins » ou « échelle » est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum.	
Art.14	Tuyauteries.	Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examen périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.	Pas de canalisations de transfert des fluides. Vidanges gravitaires des fluides de dépollution.
Art.15	Clôture de l'installation.	L'installation est ceinte d'une clôture d'au moins 2,5 mètres de haut permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture.	Clôtures en place en parpaings
		Tout dépôt de déchets ou matières combustibles dans les installations de plus de 5 000 m ² est distant d'au moins 4 mètres de la clôture de l'installation.	Les stockages de combustibles sont placés à plus de 4 mètres (pneus, VHU)
Art. 16. –	Ventilation des locaux.	Sans préjudice des dispositions du code du travail et en phase normale de fonctionnement, les locaux sont convenablement ventilés. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés.	Hangars largement ventilés par les ouvertures
Art.17	Matériels utilisables en atmosphères explosibles.	Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 8 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 susvisé.	Le stockage de liquides inflammables est susceptible de présenter une zone à risque. Cette zone ne dispose d'aucun appareillage électrique.
Art.18	Installations électriques.	L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.	L'installation électrique sera vérifiée annuellement par un organisme agréé conformément à la réglementation en vigueur.

		Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.	Oui
		Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.	Pas d'éléments de ce type en toiture
		Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.	Pas de chauffage
<i>Art.19</i>	Systèmes de détection et d'extinction automatiques.	<p>Chaque local technique est équipé d'un dispositif de détection des fumées. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ou d'extinction. Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>	Un détecteur de fumées, avec alarme seront implantés

<p>Art.20</p>	<p>Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.</p>	<p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 9 ; - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m3/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - un bac de sable lorsque des opérations de découpage au chalumeau sont effectuées sur le site. 	<p>Plan sera à disposition des services de secours.</p> <p>Extincteurs en place et vérifiés périodiquement.</p> <p>Bac de sable disponible (pas d'opérations de découpage au chalumeau cependant)</p> <p>Le chef d'exploitation et le personnel disposeront de téléphones cellulaires portatifs.</p> <p>Aucune borne incendie n'est présent autour du site</p> <p>La défense extérieure contre l'incendie sera assurée par une prise d'eau d'un réseau d'eau de l'entreprise d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantée dans le centre VHU (accessible par les sapeurs-pompiers) avec raccord pompier.</p>
----------------------	---	--	--

		Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.	Installations vérifiées périodiquement par un organisme extérieur
<i>Art.21</i>	Plans des locaux et schéma des réseaux.	L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents.	Plan sera mis en place
		Il établit également le schéma des réseaux entre équipements précisant la localisation des vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement.	Pas de réseaux outre la collecte des eaux pluviales
<i>Art.22</i>	Consignes d'exploitation.	<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ; - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; - l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; - les modes opératoires ; - la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ; - les instructions de maintenance et de nettoyage ; - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. <p>L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.</p>	Des consignes d'exploitation seront rédigées.

<i>Art.23</i>	Travaux.	<p>Dans la partie de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, et notamment celles visées à l'article 8, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p> <p>Les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent y être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.</p> <p>Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, ces documents sont signés par l'exploitant et par l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.</p>	Permis de feu appliqué
<i>Art.24</i>	Vérification périodique et maintenance des équipements.	<p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>	<p>Vérification effectuée par des organismes d'extérieurs pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Moyens de lutte incendie - Installation électriques <p>Registres sera mis en place</p>

Art. 25.	Rétentions.	<p>I. – Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; – dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; – dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. <p>II. – La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.</p> <p>III. – Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p>	Tous les produits liquides, issus de la dépollution des VHU, sont stockés dans des fûts et conteneurs, placés dans une rétention.
----------	-------------	---	---

		<p>IV. – Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p>	<p>Les sols des ateliers, zone de dépollution et stockage des pièces et VHU non dépollués sont étanches. Les écoulement et eaux pluviales sont dirigés vers deux séparateurs à hydrocarbures (voir les réseaux sur les plans annexées).</p>
	<p>Collecte des eaux pluviales</p>		

		<p>V. – Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none">– du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, d'une part ;– du volume de produit libéré par cet incendie, d'autre part ;– du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe ;– les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement de déchets appropriées.	Préciser les volumes à confiner et les modalités de confinement proposées.
--	--	---	--

CHAPITRE III : La ressource en eau

<i>Art. 26</i>	Collecte des effluents	Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.	Voir plan masse
		Les effluents aqueux rejetés par l'installation ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.	
		Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.	
		Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation. Les vannes d'isolement sont entretenues régulièrement.	
<i>Art. 27</i>	Collecte des eaux pluviales.	Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.	Eaux des toitures rejetées

		<p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (débourbeur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence.</p>	<p>Comme précisé plus haut : uniquement les eaux suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Un réseau pour les eaux, prétraitées par un séparateur à hydrocarbures avant rejet au ruisseau -Un réseau pour les EP de l'aire de stockage des VHU non dépollués, prétraitées par un séparateur à hydrocarbures avant rejet à la ravine.
		<p>Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	
<p><i>Art. 28</i></p>	<p>Justification de la compatibilité des rejets avec les objectifs de qualité.</p>	<p>Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.</p>	<p>Rejet en HC<5mg/l</p>

		Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse et présentées par l'exploitant dans son dossier afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus et de permettre le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales et des valeurs-seuils définies par l'arrêté du 20 avril 2005 susvisé, complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 susvisé.	
		Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu.	
		La conception et l'exploitation des installations permet de limiter les débits d'eau et les flux polluants.	Uniquement les eaux pluviales des aires imperméabilisées susceptibles d'être polluées et eaux de lavage
Art. 29	Mesure des volumes rejetés et points de rejet.	Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.	Un seul point de rejet
Art. 30	Eaux souterraines.	Les rejets directs ou indirects d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.	Pas de rejet
Art. 31	Valeurs limites de rejet.	Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents : a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif : pH 5,5 – 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ; température _ 30 o C ;	Ici rejet vers le milieu naturel après prétraitement.

		<p>b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration :</p> <p>Matières en suspension : 600 mg/l ; DCO: 2 000 mg/l; DBO5: 800 mg/l.</p>	
		<p>Les valeurs limites spécifiées aux points a et b ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure.</p>	
		<p>c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :</p> <p>Matières en suspension : 35 mg/l. DCO: 125 mg/l; DBO5: 30 mg/l. Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p>	Ici rejet vers le milieu naturel après prétraitement.
		<p>d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain,</p> <p>Chrome hexavalent: 0,1 mg/l; Plomb: 0,5 mg/l; Hydrocarbures totaux : 5 mg/l ; Métaux totaux : 15 mg/l. Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al. Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p>	HC<5mg/l
Art. 32	Prévention des pollutions accidentelles	<p>Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient ou de cuvette, etc.) déversement de matières dangereuses dans les réseaux publics ou le milieu naturel. L'évacuation des effluents recueillis doit se faire soit dans les conditions prévues à la présente section, soit comme des déchets dans les conditions prévues au chapitre VII ci-après.</p>	Des dispositifs d'obturation sont prévus : voir l'art.25 ci-dessus.

<i>Art. 33</i>	Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée.	L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets dans l'eau définissant la périodicité et la nature des contrôles. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais	Une analyse sur les rejets des eaux pluviales sera réalisée annuellement.
		Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 30 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.	
		Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.	
		Si le débit estimé à partir des consommations est supérieur à 10 m ³ /j, l'exploitant effectue également une mesure en continu de ce débit.	
		Les résultats des mesures et analyses imposées au présent article sont adressés au plus tard dans le mois qui suit leur réalisation à l'inspection des installations classées et au service chargé de la police des eaux.	
		Ils sont accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.	
		Les résultats des mesures prescrites au présent article doivent être conservés pendant une durée d'au moins six ans à la disposition de l'inspection des installations classées.	
<i>Art. 34</i>	Epandage.	L'épandage des déchets et effluents est interdit.	Pour mémoire

CHAPITRE IV : Emissions dans l'air

<i>Art. 35</i>	Prévention des nuisances odorantes.	L'exploitant prend toutes les dispositions pour limiter les odeurs provenant de l'installation, notamment pour éviter l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert.	
<i>Art. 36</i>	Emissions de polluants.	Tous les fluides susceptibles de se disperser dans l'atmosphère, notamment les fluides contenus dans les circuits de climatisation, sont vidangés de manière à ce qu'aucun polluant ne se disperse dans l'atmosphère. Ils sont entièrement recueillis et stockés dans une cuve étanche, dont le niveau de pression est contrôlable.	
		Le démontage des pièces provoquant des poussières (plaquettes, garnitures, disques de freins...) est effectué sur une aire convenablement aérée, ventilée et abritée des intempéries.	
CHAPITRE V : Emissions dans les sols			
<i>Art. 37</i>		Les rejets directs dans les sols sont interdits.	
CHAPITRE VI : Bruit et vibration			
<i>Art. 38</i>	Valeurs limites de bruit.	I. Valeurs limites de bruit	

		<p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant : De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p>	<p>Une mesure de bruit sera réalisée au démarrage de l'activité de dépollution de VHU : en limite de propriété et au niveau des ZER.</p>
		<p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p>	<p>A vérifier lors de la mesure</p>
		<p>II. Véhicules. – Engins de chantier.</p>	
		<p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation est conforme aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</p>	<p>-</p>
		<p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p>	<p>Sans objet pour cette exploitation outre l'alarme incendie</p>
		<p>III. – Vibrations.</p>	
		<p>Les vibrations émises sont conformes aux dispositions fixées à l'annexe.</p>	<p>Pas de vibrations à redouter</p>

		IV. – Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.	
		L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.	Une mesure de bruit sera réalisée au démarrage de l'activité de dépollution de VHU : en limite de propriété et au niveau des ZER
		Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les six ans par une personne ou un organisme qualifié.	Contrôle périodique enregistré
CHAPITRE VII : Déchets			
<i>Art. 39</i>	Déchets produits par l'installation.	Les déchets produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution prévues aux différents points du présent arrêté.	Déchets stockés en bennes, les aires de stockage de déchets sont imperméabilisées, les déchets sont enlevés par des sociétés agréées.
		Les déchets doivent être traités dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement.	Les déchets sont enlevés par des sociétés agréées (ENZO).
<i>Art. 40</i>	Déchets entrants.	Les déchets acceptés sur l'installation sont les véhicules terrestres hors d'usage.	Le site acceptera uniquement les VHU.
		Les déchets ne peuvent pas être réceptionnés en dehors des heures d'ouverture de l'installation. Ils sont réceptionnés sous contrôle du personnel habilité par l'exploitant.	Site clos en dehors des heures de présence du personnel.
<i>Art. 41</i>	Entreposage.	I. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution :	Des contenants adaptés seront mis en place pour chaque catégorie de déchets

	L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack).	VHU non dépollués ne sont pas empilés
	Les véhicules terrestres hors d'usage non dépollués ne sont pas entreposés plus de six mois.	Appliqué et vérifié
	La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention.	Allée de circulation respectée
	La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable. Elle est imperméable et munie de rétentions.	Zone étanche, délimitée (zone VHU non dépollués)
	II. – Entreposage des pneumatiques :	
	Les pneumatiques retirés des véhicules sont entreposés dans une zone dédiée de l'installation. La quantité maximale entreposée ne dépasse pas 300 m ³ et dans tous les cas la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres.	Les pneumatiques non réutilisables usagés seront tous démontés et placés dans une benne de collecte. Ceux revendables seront stockés en petit volume sur étagères sous abris.
	L'entreposage est réalisé dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. Si la quantité de pneumatiques stockés est supérieure à 100 m ³ , la zone d'entreposage est à au moins 6 mètres des autres zones de l'installation.	
	III. – Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules terrestres hors d'usage :	
	Toutes les pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries.	Stockage dans des futs et conteneurs, sous-abri.

	Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des véhicules terrestres hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydraulique, liquide de refroidissement...) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention.	
	Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches.	Pièces stockées dans le bâtiment et dans les conteneurs sous abri
	Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches, munis de rétention.	Absence d'équipements contenant des PCB sur les VHU traditionnels.
	Les pièces ou fluides ne sont pas entreposés plus de six mois sur l'installation.	Les fluides de la dépollution sont évacués régulièrement.
	L'installation dispose de produit absorbant en cas de déversement accidentel.	Disponible
	IV. – Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution :	

		<p>Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres. 28 novembre 2012 JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE Texte 20 sur 138 .. Une zone accessible au public peut être aménagée pour permettre le démontage de pièces sur les véhicules dépollués. Dans cette zone, les véhicules ne sont pas superposés. Le démontage s'opère pendant les heures d'ouverture de l'installation. Des équipements de protection adéquates (gants, lunettes, chaussures...) sont mis à la disposition du public</p>	<p>Généralement ; les VHU dépollués ne sont pas empilés. Le public, s'il accède à la zone de stockage, sera équipé et accompagné</p>
<p><i>Art. 42</i></p>	<p>Dépollution, démontage et découpage.</p>	<p>L'aire de dépollution est aérée et ventilée et abritée des intempéries. Seul le personnel habilité par l'exploitant peut réaliser les opérations de dépollution. La dépollution s'effectue avant tout autre traitement.</p> <p>I. – L'opération de dépollution comprend toutes les opérations suivantes :</p>	<p>L'atelier de dépollution et la zone de stockages des pièces et métaux seront placées sous 2 abris de type tunnel toilé ouvert sur l'extérieur sur deux côtés.</p>

		<ul style="list-style-type: none"> - les huiles moteur, les huiles de transmission, les liquides antigel, les liquides de freins, les additifs à base d'urée ainsi que tout autre fluide sont vidangés ; - les gaz du circuit d'air conditionné et fluides frigorigènes sont récupérés conformément à l'article 36 du présent arrêté ; - le verre est retiré ; - les composants volumineux en matière plastique sont démontés ; - les composants susceptibles d'exploser, comme les réservoirs GPL/GNV, les airbags ou les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ; - les éléments filtrants contenant des fluides, comme les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés ; - les pneumatiques sont démontés ; - les pièces contenant des métaux lourds comme les filtres à particules (plomb, mercure, cadmium et chrome) sont retirées telles que les masses d'équilibrage, les convertisseurs catalytiques, des commutateurs au mercure et la/les batterie(s) ; - les pots catalytiques sont retirés. 	<p>Les opérations réalisées sur les VHU sont l'objet de la première partie du dossier.</p> <p>Les filières pour les produits issus de la dépollution sont présentées à la première partie du dossier.</p> <p>Les filières de valorisation pour les pare-brise et plastiques présentées aux premières parties du dossier.</p>
		<p>Certaines pièces peuvent contenir des fluides après démontage si leur réutilisation le rend nécessaire.</p>	
		<p>II. – Opérations après dépollution :</p>	
		<p>L'aire dédiée aux activités de cisailage et de pressage sont distantes des autres aires d'au moins 4 mètres. Ces opérations ne s'effectuent que sur des véhicules dépollués.</p>	<p>Pas de pesage ou cisailage sur le site : les carcasses VHU sont expédiées par camions sans avoir subi de pressage.</p>
		<p>Le sol de ces aires est imperméable et muni de rétention.</p>	<p>-</p>

<i>Art. 43</i>	Déchets sortants.	Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité de l'exploitant. Il organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés aux titres Ier et IV du livre V du code de l'environnement.	-
		Il s'assure que les entreprises de transport ainsi que les installations destinataires disposent des autorisations nécessaires à la reprise de tels déchets.	Les déchets sont enlevés par des sociétés agréées (ENZO).
		Les déchets dangereux sont étiquetés et portent en caractères lisibles : – la nature et le code des déchets, conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; – les symboles de dangers conformément à la réglementation en vigueur.	Expéditions enregistrées
<i>Art. 44</i>	Registre et traçabilité.	L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignées pour chaque véhicule terrestre hors d'usage reçu les informations suivantes : – la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage ; – le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage ; – le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage ; – la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ; – la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ; – le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ; – la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué ; – le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué.	Registre sera mis en place Les déchets dangereux bénéficieront de bordereaux de suivi de déchets.
<i>Art. 45</i>	Brûlage	Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.	Pour mémoire
		CHAPITRE VIII : Surveillance des émissions	
<i>Art. 46</i>	Contrôle par l'inspection des installations classées.	L'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser ou faire réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.	Pour mémoire

CHAPITRE IX : Exécution

<i>Art. 47</i>		Le directeur général de la prévention des risques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.	
----------------	--	--	--

11.1. COUT ESTIMATIF DES MOYENS MISE EN ŒUVRE

5.1.1. TRAVAUX

Les travaux suivants seront ensuite réalisés :

- Couche de fondation en grave non traitée
- Compactage de la plateforme
- Fourniture et pose d'un séparateur de 1 000 litres et d'un débourbeur de 1 000 litres
- Fabrication de cunettes et pose de regards à grille
- Pose d'un polyane anti-contaminant
- Fourniture et mise en œuvre de béton armé
- Construction des hangars montés sur site

5.1.2. EQUIPEMENTS

En plus des travaux précédemment décrits qui seront effectués, la société CARROSSERIE AUSTRALE

S'engage à s'équiper de plusieurs appareils spécifiques :

- Un purgeur de freins
- Un coffret UV de détection de fuites dans le circuit de refroidissement
- Un bac de récupération
- Un compresseur 500 Litres
- Un pont à 2 colonnes
- Une machine à laver les pièces
- Unité d'huile par gravité
- Récupérateur d'huile par aspiration
- Presse filtre à huile
- Dispositif d'aspiration des liquides de frein
- Dispositif d'aspiration des liquides de refroidissement
- Bac de vidange pour liquides usagés
- Dispositifs de récupération de carburant
- Système pour la climatisation

5.1.3. Montant des travaux et échéancier

Les travaux se découperont de la manière suivante, sur une période de 1 an à partir de la validation du Dossier de Demande d'Enregistrement :

N°	Mesures envisagées	Cout estimatifs (euros)	Calendrier de réalisation
	Travaux		
2	REALISATION DALLE EN BETON		
2.1.	Pose d'un polyane	Demande de devis en cours	3 ^{er} trimestre 2019
2.2.	Couche de fondation en grave non traitée		
2.3.	Compactage de la plateforme		
2.4	Fourniture et mise en œuvre de béton armé, épaisseur 20 cm		
2.5	Réalisation des caniveaux et pose de regards à grille		
3	Fourniture et pose d'un séparateur de 1 000 litres et d'un déboureur de 1 000 litres	Demande de devis en cours	
5	Construction des hangars montés sur site	Demande de devis en cours	
	Montant		
	Equipements		
	<ul style="list-style-type: none"> - Unité d'huile par gravité - Récupérateur d'huile par aspiration - Presse filtre à huile - Dispositif d'aspiration des liquides de frein - Dispositif d'aspiration des liquides de refroidissement - Bac de vidange pour liquides usagés 	8427.18 €	1 ^{er} trimestre 2020

	- Dispositifs de récupération de carburant - Système pour la climatisation		
	Un coffret UV de détection de fuites dans le circuit de refroidissement	800 €	
	Un compresseur 500 Litres	3000 €	
	Un pont à 2 colonnes	3000 €	
	Une machine à laver les pièces	2500 €	
	Déclencheur d'airbag	972 €	
MONTANT		18 699,18 €	
SURVEILLANCE			
	Vérification annuelle de la qualité des eaux de rejets	850 € /ans	Annuel, permanent
	Mesures des niveaux de bruit	100 € /ans	Annuel, permanent
	Vérification périodique des installations	-	Annuel, permanent
	Vidange du séparateur à hydrocarbures	450 € /ans	Fois par an

12. SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SDAGE)

Mayotte est pourvu d'un SDAGE, Le nouveau SDAGE, validé le 27 novembre 2015, couvre la période 2016-2021. Ce document de planification décentralisé pour une période de 5 ans définit les grandes orientations pour une gestion équilibrée de la ressource en eau ainsi que les objectifs de qualité et de quantité des eaux à atteindre à Mayotte. Il est établi en application de l'article L.212-1 du code de l'environnement. Cet outil répond au besoin de gestion concertée et durable de l'eau à Mayotte.

Les objectifs environnementaux pour 2021 sont :

- **44 % des eaux superficielles en bon état écologique et 98 % en bon état chimique en 2021**
- **L'ensemble des eaux souterraines de Mayotte doit atteindre le bon état quantitatif et le bon état chimique en 2021**

Dans certains cas, l'objectif de bon état écologique ou chimique ne peut être atteint en 2021 pour des raisons techniques ou économiques. Le délai est alors reporté à 2027 ou au plus tard à 2033.

Les cinq orientations fondamentales du SDAGE de Mayotte sont :

- Orientation fondamentale 1 : Réduire la pollution des milieux aquatiques principalement la pollution diffuse exercée par les eaux usées
- **Orientation Fondamentale 2 : Protéger et sécuriser la ressource pour l'alimentation en eau de la population**
- **Orientation Fondamentale 3 : Conserver, restaurer et entretenir les milieux et la biodiversité**

- **Orientation Fondamentale 4 : Développer la gouvernance et les synergies dans le domaine de l'eau**
- **Orientation Fondamentale 5 : Gérer les risques naturels (inondation, ruissellement, érosion, submersion marine)**

Le projet est en corrélation avec le schéma directeur d'aménagement et de la gestion des eaux dans son ensemble et plus particulièrement sur les orientations suivantes :

- **Orientation 1.9 : Lutter contre l'érosion et la déforestation pour préserver les ressources en eau**
- **Orientation 3.6 : Favoriser le développement des usages respectueux de l'environnement**
- **Orientation 4.7: Assurer la cohérence des politiques d'aménagement avec la préservation de l'environnement, de la ressource en eau et la prévention des risques naturels.**

Le SDAGE ne s'oppose pas au projet. Cependant, il s'agit, de montrer la compatibilité du projet avec les recommandations du SDAGE, notamment en ce qui concerne l'orientation 1 : Réduire la pollution des milieux aquatiques principalement la pollution diffuse exercée par les eaux usées.

Le site est compatible avec le SDAGE de Mayotte puisque les dispositions suivantes seront adoptées :

Les organes constitutifs liés à la prévention de la pollution des eaux pluviales de ruissellement issues de la zone extérieur étanche de stockage sont les suivants :

- Présence d'un décanteur séparateur d'hydrocarbures permettant de traiter les eaux pluviales et retenir notamment les hydrocarbures totaux, les matières en suspensions et les polluants associés.
- Une surveillance des eaux de rejets via des analyses de contrôle annuelle ;
- Un entretien régulier du décanteur séparateur : vidange annuelle des chambres à boues et hydrocarbures des eaux de rejet ;
- Absence de rejet direct en cours d'eaux.

Les organes constitutifs liés à la prévention de la pollution des eaux sanitaires sur le terrain sont les suivants : En l'absence de réseau collectif des eaux usées à proximité du site, mise en place d'un dispositif de type « fosse septique ».

Le projet prend en compte les différentes orientations du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux de Mayotte (SDAGE 2016-2021).

13. PATRIMOINE NATUREL ET CULTUREL DU SITE

13.1. CONTEXTE HYDRIQUE

13.1.1. Exploitation ressources en eau

L'Alimentation en Eau Potable (AEP) de l'île de Mayotte est actuellement assurée pour l'essentiel par un ensemble de captage dont la plupart sont des captages d'eau de surface. Les périmètres de protection de ces ouvrages n'ont pas pour l'instant été établis. Aucun captage (forage ou prise d'eau de surface) n'a été observé dans le périmètre de l'étude.

Aucun captage d'eau potable n'est situé à proximité du site.

13.1.2. Hydrologie de surface

La réalité de terrain ainsi que la topographie de la zone nous permettent de caractériser le site d'un point de vue hydrologique.

D'un point de vue hydraulique, aucun aménagement n'a été réalisé en aval de la zone d'étude.

Les eaux pluviales ruissellent actuellement du point haut de la route, vers les versants Est et Ouest qui sont végétalisés permettant ainsi leur infiltration en grande partie, mais ces eaux suivent également en partie le cheminement de la route.

Au niveau du site d'étude et étant donné que ce dernier se trouve en contrebas, côté Est, de la route, les eaux de ruissellement sont canalisées par des fossés, et traverse des buses vers le M'roahandra

Les eaux pluviales issues des voiries et des aires de stockage/entrepasage seront collectées via des caniveaux et orientées vers un séparateur à hydrocarbures pour être traitées avant rejet vers le milieu naturel.



Figure 8 : Paysage hydrologique du site (image Géoportail)

13.1.3. Contexte géologique et hydrogéologique

D'après la carte morpho pédologique de l'île de Mayotte au 1/50 000, la zone s'insère dans une morpho pédologique de type colluvion et alluvion de fond de vallée.

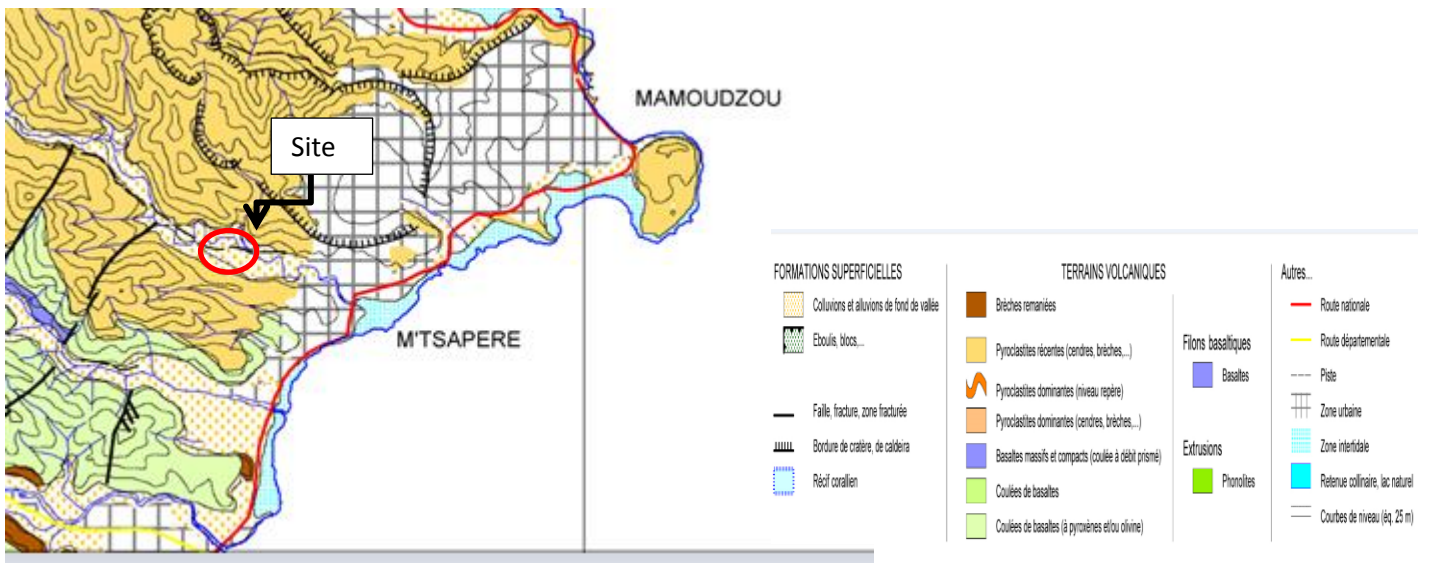


Figure 9 : Carte géologique et hydrogéologique du site

Aucune étude de sol n’a été réalisée sur le site

10.1. SITUATION CLIMATIQUE (source : <http://www.meteofrance.yt/>)

Les données climatiques ont été établies à partir des observations météorologiques réalisées par Météo France à la station de Pamandzi, située à 15km du site à vol d’oiseau (au Nord-Est) qui est la plus proche. Elles correspondent à la période 1991-2010, soit 19 années statistiques pour la pluie et température

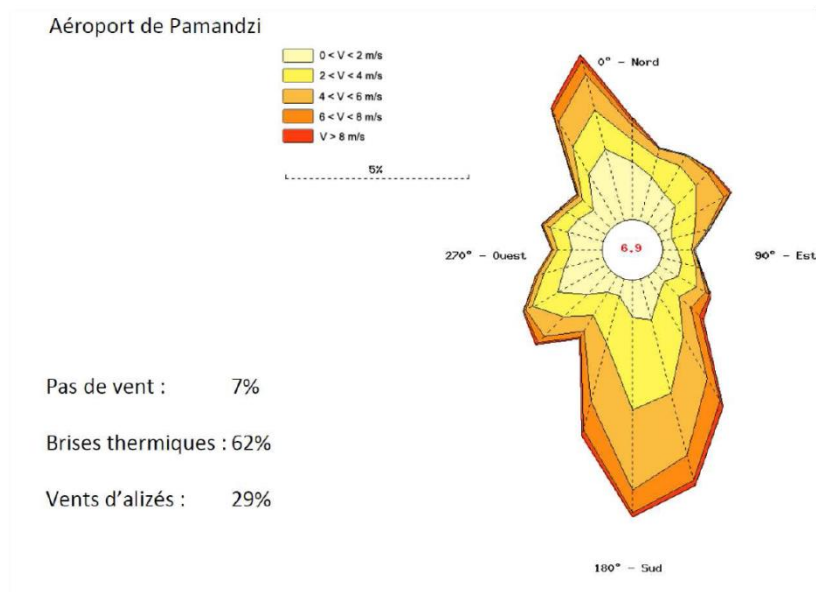
2018 - Pamandzi					
		Température minimale		Température maximale	
2018	Moyenne annuelle	24,3 °C		30,7 °C	
	Valeur quotidienne la plus basse	19,2 °C	31 octobre 2018	26,2 °C	1 octobre 2018
	Valeur quotidienne la plus élevée	28,0 °C	23 avril 2018	33,1 °C	7 décembre 2018
Normales 1981 - 2010	Moyenne annuelle	23,8 °C		29,7 °C	
Records	Moyenne annuelle la plus basse	21,86 °C	1974	28,03 °C	1962
	Moyenne annuelle la plus élevée	24,65 °C	2015	30,74 °C	2017
	Valeur quotidienne la plus basse	15,3 °C	10 juillet 1994	23,0 °C	21 août 1988
	Valeur quotidienne la plus élevée	28,8 °C	25 avril 2016	35,0 °C	25 janvier 1952
		Hauteur de précipitations		Nombre de jours avec précipitations	
2018	Total annuel	1245,3 mm		75,0 j	
	Hauteur quotidienne la plus élevée	89,8 mm	14 janvier 2018		
Normales 1981 - 2010	Total annuel moyen	1226,1 mm		86,07 j	
Records	Total annuel le plus bas	785,7 mm	2001	66,0 j	1952
	Total annuel le plus élevé	1867,4 mm	1991	115,0 j	1989
		Durée d'ensoleillement		Nombre de jours avec bon ensoleillement	
2018	Total annuel	2749,9 h		110,0 j	
Normales 1991 - 2010	Total annuel moyen	2680,0 h		-	
Records	Total annuel le plus bas	2245,1 h	2006		
	Total annuel le plus élevé	3065,2 h	1993	125,0 j	2014

Figure 10 : données Climatique de la station de Pamandzi

- La moyenne annuelle des précipitations pour l'année 2018 est de 1245.3 mm Cette valeur est supérieure à la moyenne interannuelle pour la période 1981-2010 qui est de 1226.1mm.
- La moyenne annuelle des températures pour l'année 2018 est de 30.7°C maximale et 24.3°C minimale. Cette valeur est égale à la moyenne annuelle pour la période 1981-2010 qui est de 29.7 °C maximale et de 23.8°C minimale.

- **Les vents :**

Les deux principaux régimes de vent intéressant Mayotte sont le vent de mousson et l'alizé engendré par l'anticyclone des Mascareignes. Le vent de mousson, chaud et humide souffle de Nord-ouest et concerne la région en été austral alors que l'alizé frais et sec, de Sud-est, intéresse la zone en hiver austral. La carte ci-dessous indique l'orientation des vents sur le département.



Les vents dominants, les alizés sont situés sur l'axe Sud/Nord (fréquence 29 %). Les vents faibles (0 à 2 m/s) sont les vents les moins courants (7%) proviennent de tous les secteurs mais en faible majorité du secteur Est à sud-est. Les vents les plus forts (> 8 m/s) viennent majoritairement sur l'axe Sud/Nord.

- **Les orages :**

Sur l'année 2008, le nombre moyen de jours d'orage enregistré est de 39 jours.

10.2. PAYSAGE ET BIODIVERSITE

Le site à l'étude est accessible par une piste dérivant directement de la RN1. Il s'agit de la voie d'accès menant à la zone industrielle. Cette piste se poursuit par une route goudronnée.



Figure 11 : Paysage de M'tsapéré – Rue M'Roahandra (image Géoportail)

L'installation se situe sur la zone de densification et de renouvellement urbain, considérée comme un espace Bâti dans le PADD.

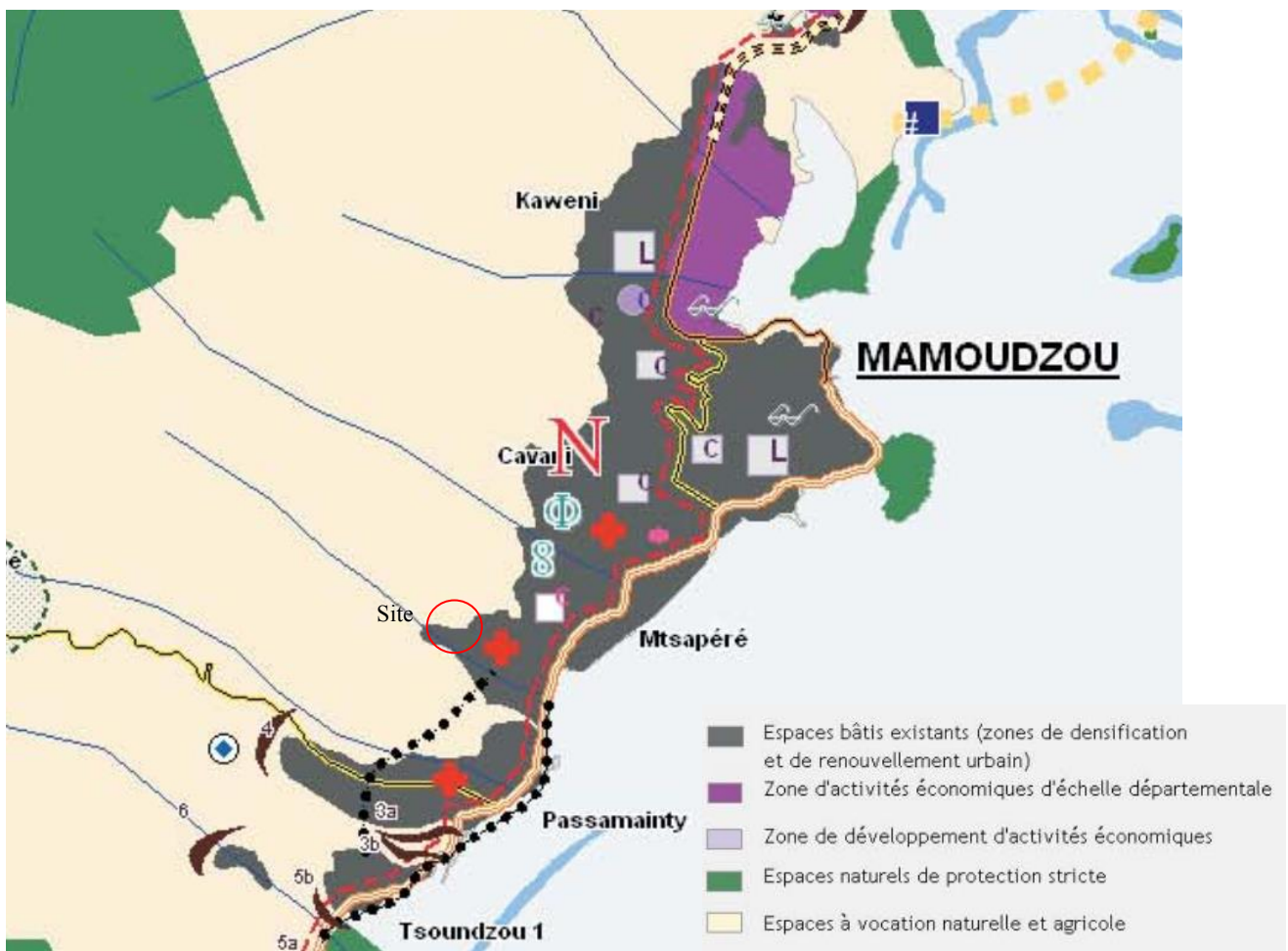


Figure 12 : Carte de destination générale des sols (extrait du PADD Mayotte -2008)

Figure 13 : L'environnement paysager du site



Le paysage environnant est constitué de versants occupés par une végétation de type agro-forestier.

Se retrouvent sur le site tous les mammifères, oiseaux et reptiles anthropophiles communs aux zones urbanisées.

10.3. PATRIMOINE ARCHITECTURAL ET AUTRE

13.1.4. Servitudes au titre des monuments historiques et sites archéologiques

Le site n'est pas situé dans un périmètre de protection des monuments historiques et ne porte pas atteinte à la conservation du patrimoine archéologique.

13.1.5. Zone RAMSAR

↳ Le site n'est pas concerné par la carte mentionnant les zones humides à Mayotte.

13.1.6. Contraintes spatiales d'environnement (ZNIEFF, Z.I.C.O, sites NATURA 2000)

La zone d'implantation de la société CARROSSERIE n'est concernée par aucun inventaire, mesure de gestion ou de protection du milieu naturel ou de paysage tels que :

- Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (Z.N.I.E.F.F.) ;
- Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux (Z.I.C.O.) ;
- Zone de Protection Spéciale (Z.P.S.) ;
- Zone NATURA 2000 ;

- Arrêté préfectoral de conservation du biotope ;
- Réserve naturelle ou réserve naturelle volontaire ;
- Parc Naturel Régional (P.N.R.) ;

Compte tenu de la distance, de la nature des activités pratiquées sur le site, des aménagements existants limitant notamment l'impact sur la pollution des eaux superficielles et souterraines, le site n'est pas susceptible d'impacter ces zones naturelles.

14. ANNEXE COMPORTANT TOUS LES DOCUMENTS NECESSAIRES A LA PRESENTATION DU SITE ET DE SES ACTIVITES

Annexe 1 :	Carte au 1/25 000 sur laquelle sera indiqué l'emplacement de l'installation projetée
Annexe 2 :	Plan à l'échelle de 1/2 500 au minimum des abords de l'installation
Annexe 3 :	Plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum indiquant les dispositions projetées de l'installation
Annexe 4 :	Procès-verbal de bornage –Plan de bornage
Annexe 5 :	Attestation d'engagement à suivre une formation relative aux fluides frigorigènes
Annexe 6 :	Exercices comptables 2016-2017/ Liasse fiscale
Annexe 7	Courrier adressé en Mars 2019 à M. le Maire de Mamoudzou et Avis de propriété
Annexe 8	Extrait de KBIS
Annexe 9	Consignes générales
Annexe 10	Fiche de situation d'urgence : Incendie
Annexe 11	Fiche de situation d'urgence : Pollution
Annexe 12	CV des employés

ANNEXE 1

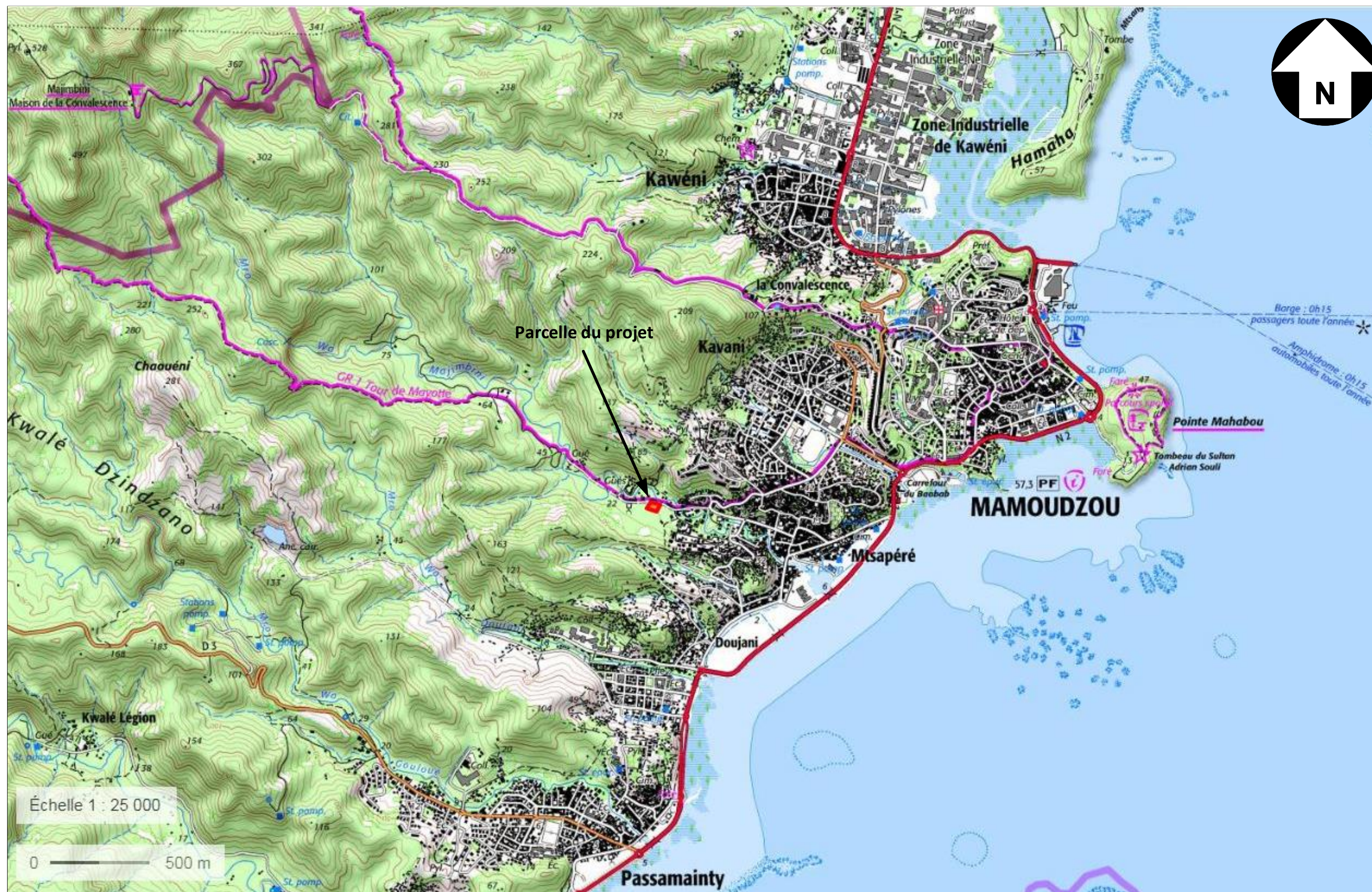
**Carte au 1/25 000 sur laquelle sera indiqué
l'emplacement de l'installation projetée**



MAYOTTE QSE Conseil
16 ROUTE DE CAVANI
97600 MAMOUDZOU
Tel : 0639 971035 / 0639 29 45 50

UNE CARTE AU 1/25 000 SUR LAQUELLE SERA INDIQUE
L'EMPLACEMENT DE L'INSTALLATION PROJETEE

MAITRE D'OUVRAGE : CARROSSERIE AUSTRAL SARL
RUE M'ROAHANDRA M'TSAPÉRE 97600 MAMOUDZOU
Date : 20/03/18
Version 1
Ech : 1/25 000



ANNEXE 2

Plan à l'échelle de 1/2 500 au minimum des abords de l'installation



MAYOTTE QSE Conseil
16 ROUTE DE CAVANI
97600 MAMOUDZOU
Tel : 0639 971035 / 0639 29 45 50

UN PLAN A L'ECHELLE DE 1/2 500 AU MINIMUM DES ABORDS DE
L'INSTALLATION JUSQU'A UNE DISTANCE QUI EST AU MOINS EGALE A
100 METRES

MAITRE D'OUVRAGE : CARROSSERIE AUSTRAL SARL
RUE M'ROAHANDRA M'TSAPÉRE 97600 MAMOUDZOU
Date : 20/03/18
Version 1
Ech : 1/ 2 500



ANNEXE 3

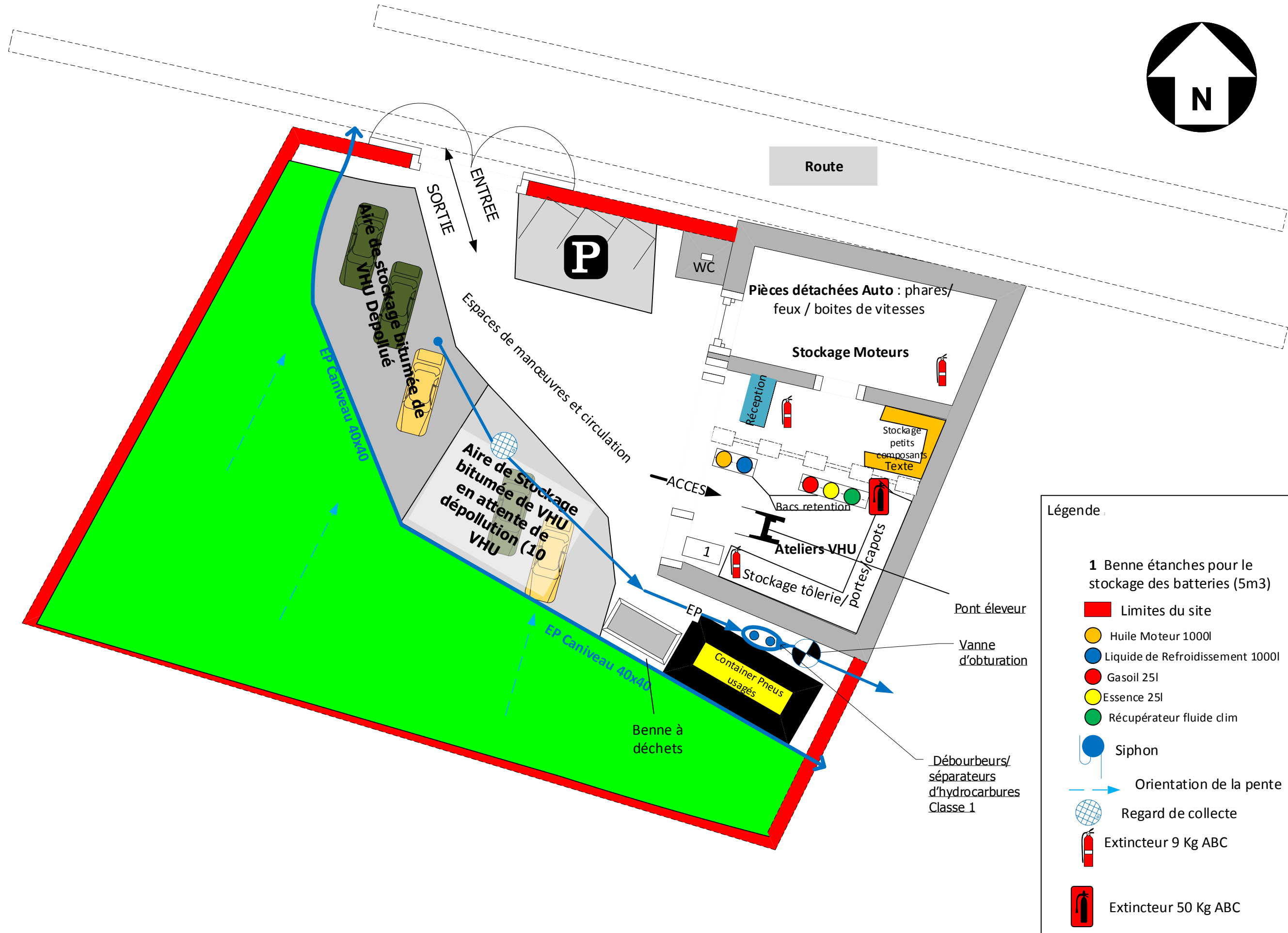
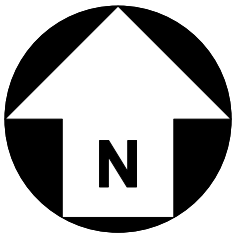
**Plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum
indiquant les dispositions projetées de l'installation**



MAYOTTE QSE Conseil
 16 ROUTE DE CAVANI
 97600 MAMOUDZOU
 Tel : 0639 971035 / 0639 29 45 50

PLAN D'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT

MAITRE D'OUVRAGE : CARROSSERIE AUSTRAL SARL
 RUE M'ROAHANDRA M'TSAPÉRÉ 97600 MAMOUDZOU
 Date : 20/03/18
 Version 1
 Ech :1/500

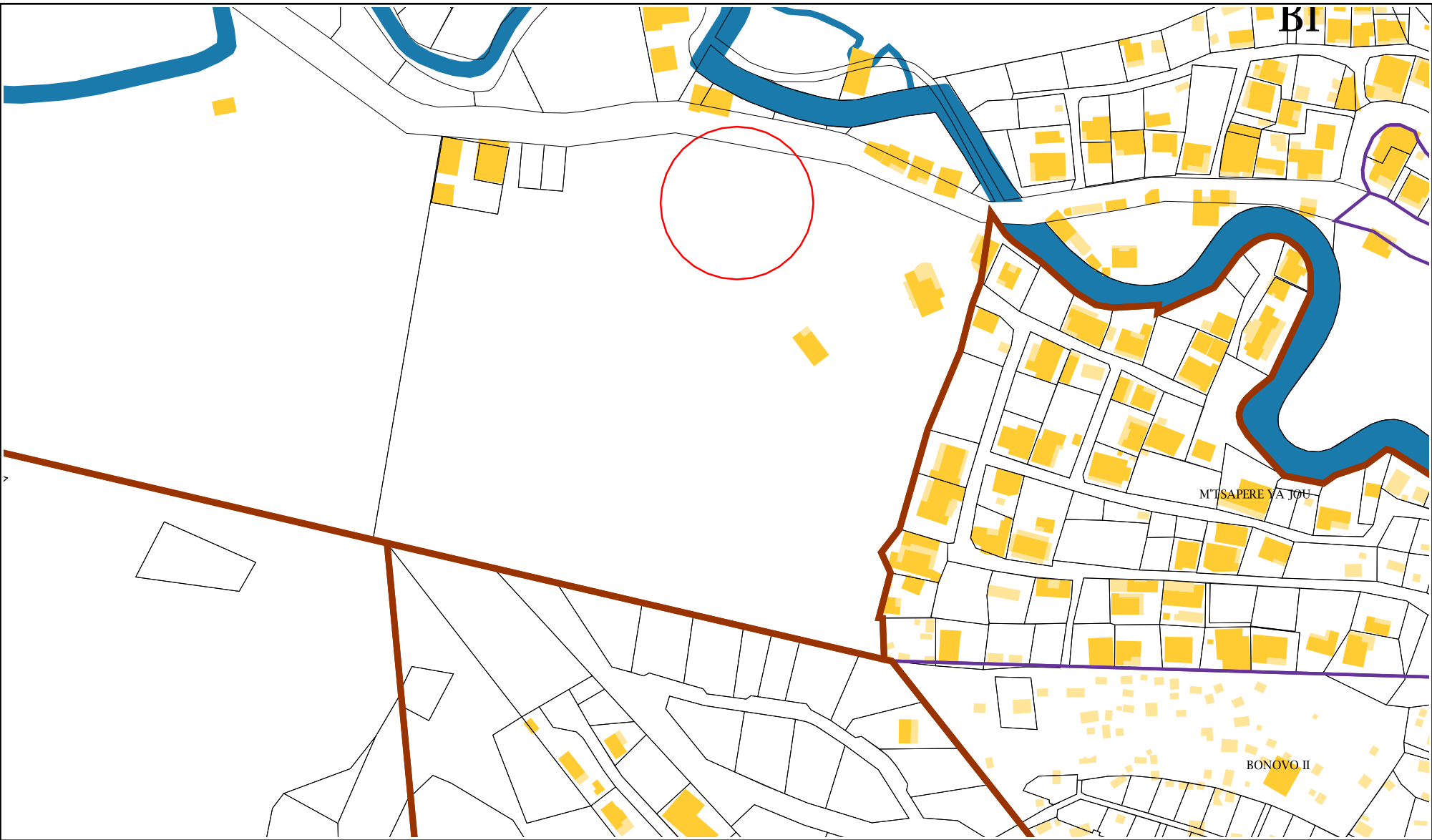


Légende :

- 1** Benne étanche pour le stockage des batteries (5m3)
- █ Limites du site
- Huile Moteur 1000l
- Liquide de Refroidissement 1000l
- Gasoil 25l
- Essence 25l
- Récupérateur fluide clim
- Siphon
- Orientation de la pente
- ⊙ Regard de collecte
- Extincteur 9 Kg ABC
- Extincteur 50 Kg ABC

ANNEXE 4

Procès-verbal de bornage – Plan de bornage



Service de la Documentation Nationale du Cadastre
82, rue du Maréchal Lyautey - 78103 Saint-Germain-en-Laye Cedex
SIRET 160000140011

©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

Impression non normalisée du plan cadastral

ANNEXE 5

**Attestation d'engagement à suivre une formation
relative aux fluides frigorigènes**

Mr Sulman BOINA & Mr Sharaf BOINA
Tsoundzou 1 face totale
97600 DEMBENI

ATTESTATION D'ENGAGEMENT

Monsieur,

Nous nous engageons Mr Sulman BOINA & Mr Sharaf BOINA gérants de l'entreprise CARROSSERIE AUSTRALE ainsi que tous les techniciens qui seront amenés à manipuler le fluide frigorigène à suivre une formation de capacité de catégorie V relative aux fluides frigorigènes. A l'issue de cette formation, une **attestation d'aptitude obligatoire** pour réaliser les opérations de catégorie V sur un véhicule contenant du fluide frigorigène vous sera fournie avant la mise en service de l'installation.

CARROSSERIE AUSTRALE SARL
Tôlerie/Reparation/Peinture
Tsoundzou1 (face TOTAL)
Siren : 523 360 220
Gsm : 06 39 69 1277 - 06 39 69 1976

ANNEXE 6

Exercices comptables 2016 -2017

Société CARROSSERIE AUSTRALE

6 RUE MIGUEL TANAMALAZA
PASSAMAINTY
97605 PASSAMAINTI

COMPTES ANNUELS du 01/01/2017 au 31/12/2017

- *Bilan actif-passif*
- *Soldes intermédiaires de gestion*
- *Compte de résultat*
- *Détail bilan*
- *Détail Soldes Intermédiaires de Gestion*
- *Détail Compte de résultat*

ESSOULAMI
53 RUE DU COMMERCE

97600 MAMOUDZOU

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2017 12			Exercice N-1 31/12/2016 12		Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net	Euros	%	
	Capital souscrit non appelé (I)							
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations incorporelles							
	Frais d'établissement							
	Frais de développement							
	Concessions, brevets et droits similaires							
	Fonds commercial (1)							
	Autres immobilisations incorporelles							
	Avances et acomptes							
	Immobilisations corporelles							
	Terrains							
	Constructions							
	Installations techniques, matériel et outillage	6 722	6 722					
Autres immobilisations corporelles	63 601	22 026	41 575	8 909	32 666	366.67		
Immobilisations en cours								
Avances et acomptes								
Immobilisations financières (2)								
Participations mises en équivalence								
Autres participations								
Créances rattachées à des participations								
Autres titres immobilisés								
Prêts								
Autres immobilisations financières								
Total II	70 324	28 748	41 575	8 909	32 666	366.67		
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours							
	Matières premières, approvisionnements							
	En-cours de production de biens							
	En-cours de production de services							
	Produits intermédiaires et finis							
	Marchandises							
	Avances et acomptes versés sur commandes							
	Créances (3)							
	Clients et comptes rattachés	48 000		48 000	50 079	2 079	4.15	
	Autres créances	23 062		23 062	6 811	16 251	238.59	
Capital souscrit - appelé, non versé								
Valeurs mobilières de placement								
Disponibilités	20 638		20 638	6 221	14 417	231.75		
Charges constatées d'avance (3)								
Total III	91 700		91 700	63 111	28 589	45.30		
Comptes de Régularisation	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)							
	Primes de remboursement des obligations (V)							
	Ecarts de conversion actif (VI)							
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	162 023	28 748	133 275	72 020	61 255	85.05		

(1) Dont droit au bail
(2) Dont à moins d'un an
(3) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
		31/12/2017	12	31/12/2016	12	Euros	%
CAPITAUX PROPRES	Capital (Dont versé :)		100		100		
	Primes d'émission, de fusion, d'apport						
	Ecarts de réévaluation						
	Réserves						
	Réserve légale		10			10	
	Réserves statutaires ou contractuelles						
	Réserves réglementées						
	Autres réserves						
Report à nouveau		4 829		22 608	27 437	121.36	
Résultat de l'exercice (Bénéfice ou perte)		44 461		27 447	17 014	61.99	
Subventions d'investissement							
Provisions réglementées							
Total I		49 399		4 939	44 461	900.22	
AUTRES FONDS PROPRES	Produit des émissions de titres participatifs						
	Avances conditionnées						
Total II							
PROVISIONS	Provisions pour risques						
	Provisions pour charges						
	Total III						
DETTES (I)	Dettes financières						
	Emprunts obligataires convertibles						
	Autres emprunts obligataires						
	Emprunts auprès d'établissements de crédit						
	Concours bancaires courants						
	Emprunts et dettes financières diverses		17 384		23 725	6 341	26.73
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours						
	Dettes d'exploitation						
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		30 055		19 018	11 037	58.04	
Dettes fiscales et sociales		36 159		24 061	12 098	50.28	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés							
Autres dettes		277		277			
Comptes de Régularisation	Produits constatés d'avance (1)						
	Total IV		83 876		67 081	16 795	25.04
	Ecarts de conversion passif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)		133 275		72 020	61 255	85.05	

(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an

83 876

67 081

SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2017	12	31/12/2016	12	Euros	%
Ventes marchandises + Production	368 647	100.00	307 619	100.00	61 027	19.84
+ Ventes de marchandises						
- Coût d'achat des marchandises vendues						
Marge commerciale						
+ Production vendue	368 647	100.00	307 619	100.00	61 027	19.84
+ Production stockée ou déstockage						
+ Production immobilisée						
Production de l'exercice	368 647	100.00	307 619	100.00	61 027	19.84
- Matières premières, approvisionnements consommés	173 671	47.11	150 035	48.77	23 636	15.75
- Sous traitance directe	559	0.15	315	0.10	244	77.61
Marge brute de production	194 416	52.74	157 270	51.12	37 147	23.62
Marge brute globale	194 416	52.74	157 270	51.12	37 147	23.62
- Autres achats + charges externes	36 074	9.79	22 812	7.42	13 262	58.13
Valeur ajoutée	158 342	42.95	134 458	43.71	23 885	17.76
+ Subventions d'exploitation						
- Impôts, taxes et versements assimilés	972	0.26	3 153	1.02	4 124	130.82
- Salaires du personnel	101 879	27.64	102 324	33.26	445	0.43
- Charges sociales du personnel	1 928	0.52	2 541	0.83	612	24.10
Excédent brut d'exploitation	59 363	16.10	31 522	10.25	27 842	88.32
+ Autres produits de gestion courante	23	0.01	27	0.01	4	14.02
- Autres charges de gestion courante	40	0.01	0		40	NS
+ Reprises amortissements provisions, transferts de charges						
- Dotations aux amortissements	7 461	2.02	2 400	0.78	5 061	210.88
- Dotations aux provisions						
Résultat d'exploitation	51 885	14.07	29 148	9.48	22 737	78.00
+ Quotes parts de résultat sur opérations en commun						
+ Produits financiers	133	0.04			133	
- Charges financières			7		7	100.00
Résultat courant	52 019	14.11	29 141	9.47	22 878	78.51
+ Produits exceptionnels			79	0.03	79	100.00
- Charges exceptionnelles			830	0.27	830	100.00
Résultat exceptionnel			751	0.24	751	100.00
- Impôt sur les bénéfices	7 558	2.05	943	0.31	6 615	701.48
- Participation des salariés						
Résultat NET	44 461	12.06	27 447	8.92	17 014	61.99

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2017 12			Exercice N-1 31/12/2016 12		Ecart N / N-1	
	France	Exportation	Total			Euros	%
Produits d'exploitation (1)							
Ventes de marchandises							
Production vendue de biens							
Production vendue de services	368 647		368 647	307 619		61 027	19.84
Chiffre d'affaires NET	368 647		368 647	307 619		61 027	19.84
Production stockée							
Production immobilisée							
Subventions d'exploitation							
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges							
Autres produits			23	27		4	14.02
Total des Produits d'exploitation (I)			368 670	307 646		61 024	19.84
Charges d'exploitation (2)							
Achats de marchandises							
Variation de stock (marchandises)							
Achats de matières premières et autres approvisionnements			173 671	150 035		23 636	15.75
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)							
Autres achats et charges externes *			36 633	23 127		13 506	58.40
Impôts, taxes et versements assimilés			972	3 153		4 124	130.82
Salaires et traitements			101 879	102 324		445	0.43
Charges sociales			1 928	2 541		612	24.10
Dotations aux amortissements et dépréciations							
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			7 461	2 400		5 061	210.88
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations							
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations							
Dotations aux provisions							
Autres charges			40	0		40	NS
Total des Charges d'exploitation (II)			316 784	278 498		38 287	13.75
1 - Résultat d'exploitation (I-II)			51 885	29 148		22 737	78.00
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun							
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)							
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)							

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2017	12	31/12/2016	12	Euros	%
Produits financiers						
Produits financiers de participations (3)						
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)						
Autres intérêts et produits assimilés (3)		133			133	
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total V		133			133	
Charges financières						
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées (4)				7	7	100.00
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total VI				7	7	100.00
2. Résultat financier (V-VI)		133		7	141	NS
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)		52 019		29 141	22 878	78.51
Produits exceptionnels						
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				79	79	100.00
Produits exceptionnels sur opérations en capital						
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges						
Total VII				79	79	100.00
Charges exceptionnelles						
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion				830	830	100.00
Charges exceptionnelles sur opérations en capital						
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions						
Total VIII				830	830	100.00
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)				751	751	100.00
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)						
Impôts sur les bénéfices (X)		7 558		943	6 615	701.48
Total des produits (I+III+V+VII)		368 803		307 725	61 078	19.85
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)		324 342		280 278	44 064	15.72
5. Bénéfice ou perte (total des produits - total des charges)		44 461		27 447	17 014	61.99

* Y compris : Redevance de crédit bail mobilier
: Redevance de crédit bail immobilier

(3) Dont produits concernant les entreprises liées

(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées

DETAIL BILAN ACTIF

ACTIF	Exercice N		Exercice N-1		Exercice N-2	
	31/12/2017	% bilan	31/12/2016	% bilan	31/12/2015	% bilan
INSTALLATIONS TECHN., MATERIEL ET OUTILLAGE INDUS.						
21550000 Outillage industriel	6 722	5.04	6 722	9.33	6 722	23.51
28155000 Amort. Outillage Industriel	6 722	5.04	6 722	9.33	6 722	23.51
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	41 575	31.20	8 909	12.37	11 309	39.55
21810000 Install générales, agencements	58 936	44.22	18 809	26.12	18 809	65.79
21820000 Matériel de transport	4 000	3.00	4 000	5.55	4 000	13.99
21830000 Matériel bureau , informatique	665	0.50	665	0.92	665	2.33
28181000 Amort.Install générales,agenct	17 304	12.98	9 900	13.75	7 500	26.23
28181100 Amort.Amenagement du Cabine	57	0.04				
28182000 Amort. Matériel de transport	4 000	3.00	4 000	5.55	4 000	13.99
28183000 Amort. Matériel de bureau, inf	665	0.50	665	0.92	665	2.33
TOTAL II	41 575	31.20	8 909	12.37	11 309	39.55
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	48 000	36.02	50 079	69.53	7 645	26.74
41100000 Clients	48 000	36.02	50 079	69.53	7 645	26.74
AUTRES CREANCES	23 062	17.30	6 811	9.46	4 965	17.36
40100000 Fournisseurs	17 757	13.32			17	0.06
40810000 Fournis. Fact. non parvenues	600	0.45				
42100010 Remunération dues Octobre	32	0.02	32	0.04	32	0.11
44400000 Etat Impôts sur les bénéfice	4 672	3.51	4 902	6.81	1 931	6.75
45502000 C/C BOINA SULMAN			1 876	2.61	2 985	10.44
DISPONIBILITES	20 638	15.48	6 221	8.64	4 673	16.34
51210000 Banque de la Réunion	21 474	16.11	6 221	8.64	4 673	16.34
53000000 Caisse	837	0.63				
TOTAL III	91 700	68.80	63 111	87.63	17 282	60.45
TOTAL GENERAL	133 275	100.00	72 020	100.00	28 591	100.00

DETAIL BILAN PASSIF

PASSIF	Exercice N		Exercice N-1		Exercice N-2	
	31/12/2017	% bilan	31/12/2016	% bilan	31/12/2015	% bilan
CAPITAL	100	0.08	100	0.14	100	0.35
10100000 Capital Social	100	0.08	100	0.14	100	0.35
RESERVE LEGALE	10	0.01				
10610000 Réserve légale	10	0.01				
REPORT A NOUVEAU	4 829	3.62	22 608	31.39	36 414	127.36
11000000 Report à nouveau(solde crédit)	4 829	3.62	22 608	31.39	36 414	127.36
RESULTAT DE L'EXERCICE (Bénéfice ou perte)	44 461	33.36	27 447	38.11	13 806	48.29
TOTAL I	49 399	37.07	4 939	6.86	22 508	78.72
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	17 384	13.04	23 725	32.94	24 571	85.94
45501000 C/C SHARAF	8 692	6.52	23 725	32.94	24 571	85.94
45502000 C/C BOINA SULMAN	8 692	6.52				
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	30 055	22.55	19 018	26.41	9 651	33.75
40100000 Fournisseurs	30 055	22.55	19 018	26.41	7 871	27.53
40810000 Fournis. Fact. non parvenues					1 780	6.23
DETTES FISCALES ET SOCIALES	36 159	27.13	24 061	33.41	16 600	58.06
42100012 Rémunération dues Décembre	7 583	5.69	1 141	1.58	2 094	7.32
42500000 Personnel-Avances et acomptes			4 466	6.20	1 316	4.60
42820000 Dettes prov. congés à payer					2 520	8.81
43110000 CSSM RG	19 982	14.99	8 272	11.49	3 203	11.20
43120000 C.S.S.M TI	3 667	2.75	3 667	5.09	3 667	12.83
43720000 Taxe, Trésor Public	764	0.57	357	0.50	139	0.49
43730000 OPCALIA	1 528	1.15	714	0.99	279	0.97
43820000 Chges sociales congés à payer					438	1.53
44410000 CFE	135	0.10	2 944	4.09	444	1.55
44800000 Etat,Chge à payer-Prod à recev	2 500	1.88	2 500	3.47	2 500	8.74
AUTRES DETTES	277	0.21	277	0.38	277	0.97
46701000 MAYOTTE PARE BRISE	277	0.21	277	0.38	277	0.97
TOTAL IV	83 876	62.93	67 081	93.14	51 099	178.72
TOTAL GENERAL	133 275	100.00	72 020	100.00	28 591	100.00

DETAIL SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

	Exercice N		Exercice N-1		Exercice N-2	
	31/12/2017	%	31/12/2016	%	31/12/2015	%
	12	CA	12	CA	12	CA
VENTES DE MARCHANDISES + PRODUCTION	368 647	100.00	307 619	100.00	77 053	100.00
PRODUCTION VENDUE	368 647	100.00	307 619	100.00	77 053	100.00
70610000 Prestations de service	368 647	100.00	307 619	100.00	77 053	100.00
PRODUCTION DE L'EXERCICE	368 647	100.00	307 619	100.00	77 053	100.00
MATIERES PREMIERES, APPROVISIONNEMENTS CONSOMMES	173 671	47.11	150 035	48.77	14 455	18.76
60220000 Fournitures consommables	134 838	36.58	143 177	46.54	14 455	18.76
60220100 Conso import	17 525	4.75	6 793	2.21		
60223000 Fourniture d'atelier et usine	21 308	5.78	64	0.02		
SOUS TRAITANCE DIRECTE	559	0.15	315	0.10	515	0.67
60410000 Services extérieurs	559	0.15	315	0.10	515	0.67
MARGE BRUTE DE PRODUCTION	194 416	52.74	157 270	51.12	62 083	80.57
MARGE BRUTE GLOBALE	194 416	52.74	157 270	51.12	62 083	80.57
AUTRES ACHATS + CHARGES EXTERNES	36 074	9.79	22 812	7.42	15 172	19.69
60611000 Sogéa Eau	600	0.16	600	0.20	300	0.39
60612000 EDM	518	0.14	119	0.04	200	0.26
60613000 Gaz	98	0.03				
60614000 Carburant	223	0.06	30	0.01		
60630000 Fournit entretien petit équipt	7 604	2.06	1 982	0.64		
60630100 Equipements import			1 284	0.42		
60640000 Fournitures administratives	365	0.10	305	0.10	129	0.17
61320000 Locations immobilières	10 960	2.97	9 960	3.24	9 960	12.93
61330000 Loyer TPE	208	0.06				
61350000 Locations mobilières	390	0.11	685	0.22		
61350100 Location bouteille Oxygène	1 230	0.33	135	0.04	465	0.60
61550000 Entretien et réparat° véhicule	1 094	0.30	1 792	0.58		
61560000 Maintenance	99	0.03	170	0.06		
61600000 Primes d'assurances	3 023	0.82	1 164	0.38		
62260000 Honoraires Comptables	2 400	0.65	2 400	0.78	2 400	3.11
62261000 Honoraires Sociales	540	0.15	540	0.18	540	0.70
62300000 Publicité, publications	2 140	0.58				
62510000 Voyages et déplacements	523	0.14	407	0.13	5	0.01
62570000 Réceptions	1 442	0.39	557	0.18	81	0.11
62611000 SFR	30	0.01				
62614000 France Télécom Abonnements	1 667	0.45	328	0.11		
62615000 Internet Orange			439	0.14	236	0.31
62710000 Frais bancaire	2 121	0.58	1 115	0.36	856	1.11
VALEUR AJOUTEE	158 342	42.95	134 458	43.71	46 911	60.88
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	972	0.26	3 153	1.02	2 867	3.72
63120000 Taxe d'apprentissage	407	0.11	218	0.07	122	0.16
63130000 OPCALIA MAYOTTE	814	0.22	435	0.14	245	0.32
63511010 CFE	2 193	0.59	2 500	0.81	2 500	3.24

DETAIL SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

	Exercice N		Exercice N-1		Exercice N-2	
	31/12/2017	% CA	31/12/2016	% CA	31/12/2015	% CA
SALAIRES DU PERSONNEL	101 879	27.64	102 324	33.26	29 390	38.14
64101000 Rémunérat° Gérance SHARAF	10 200	2.77	30 550	9.93		
64101100 Rémunérat° Gérance SULMAN	10 200	2.77	30 800	10.01		
64110000 Salaires, appointements	81 421	22.09	43 494	14.14	24 490	31.78
64120000 Congés payés			2 520	0.82	2 374	3.08
64130000 Primes et gratifications	57	0.02			2 525	3.28
CHARGES SOCIALES DU PERSONNEL	1 928	0.52	2 541	0.83	482	0.63
64500000 Chge sécurité sociale,prévoy			438	0.14	407	0.53
64510000 Cotisations à l'URSSAF CSSM	5 400	1.46	1 812	0.59	948	1.23
64900000 CICE	7 328	1.99	3 914	1.27	1 837	2.38
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	59 363	16.10	31 522	10.25	15 135	19.64
AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	23	0.01	27	0.01	1 068	1.39
75800000 Prodt divers gestion courante	23	0.01	27	0.01	1 068	1.39
AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	40	0.01	0		218	0.28
65800000 Chges diverses gestion courant	40	0.01	0	0.00	218	0.28
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	7 461	2.02	2 400	0.78	2 179	2.83
68112000 Dot. amort. Immob corporelles	7 461	2.02	2 400	0.78	2 179	2.83
RESULTAT D'EXPLOITATION	51 885	14.07	29 148	9.48	13 806	17.92
PRODUITS FINANCIERS	133	0.04				
76000000 Produits financiers	133	0.04				
CHARGES FINANCIERES			7			
66100000 Charges d'intérêts			7	0.00		
RESULTAT COURANT	52 019	14.11	29 141	9.47	13 806	17.92
PRODUITS EXCEPTIONNELS			79	0.03		
77200000 (Compte à la disposition)			79	0.03		
CHARGES EXCEPTIONNELLES			830	0.27		
67200000 (Compte à disposit entreprise)			830	0.27		
RESULTAT EXCEPTIONNEL			751	0.24		
IMPOT SUR LES BENEFICES	7 558	2.05	943	0.31		
69500000 Impôts sur les bénéfices	7 558	2.05	943	0.31		
RESULTAT NET	44 461	12.06	27 447	8.92	13 806	17.92

DETAIL COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Exercice N-2	
	31/12/2017	% CA	31/12/2016	% CA	31/12/2015	% CA
PRODUCTION VENDUE DE SERVICES	368 647	100.00	307 619	100.00	77 053	100.00
70610000 Prestations de service	368 647	100.00	307 619	100.00	77 053	100.00
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	368 647	100.00	307 619	100.00	77 053	100.00
AUTRES PRODUITS	23	0.01	27	0.01	1 068	1.39
75800000 Prodts divers gestion courante	23	0.01	27	0.01	1 068	1.39
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	368 670	100.01	307 646	100.01	78 121	101.39
ACHATS DE MATIERES PREMIERES ET AUTRES APPROV.	173 671	47.11	150 035	48.77	14 455	18.76
60220000 Fournitures consommables	134 838	36.58	143 177	46.54	14 455	18.76
60220100 Conso import	17 525	4.75	6 793	2.21		
60223000 Fourniture d'atelier et usine	21 308	5.78	64	0.02		
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	36 633	9.94	23 127	7.52	15 687	20.36
60410000 Services extérieurs	559	0.15	315	0.10	515	0.67
60611000 Sogéa Eau	600	0.16	600	0.20	300	0.39
60612000 EDM	518	0.14	119	0.04	200	0.26
60613000 Gaz	98	0.03				
60614000 Carburant	223	0.06	30	0.01		
60630000 Fournit entretien petit équipt	7 604	2.06	1 982	0.64		
60630100 Equipements import			1 284	0.42		
60640000 Fournitures administratives	365	0.10	305	0.10	129	0.17
61320000 Locations immobilières	10 960	2.97	9 960	3.24	9 960	12.93
61330000 Loyer TPE	208	0.06				
61350000 Locations mobilières	390	0.11	685	0.22		
61350100 Location bouteille Oxygène	1 230	0.33	135	0.04	465	0.60
61550000 Entretien et réparat° véhicule	1 094	0.30	1 792	0.58		
61560000 Maintenance	99	0.03	170	0.06		
61600000 Primes d'assurances	3 023	0.82	1 164	0.38		
62260000 Honoraires Comptables	2 400	0.65	2 400	0.78	2 400	3.11
62261000 Honoraires Sociales	540	0.15	540	0.18	540	0.70
62300000 Publicité, publications	2 140	0.58				
62510000 Voyages et déplacements	523	0.14	407	0.13	5	0.01
62570000 Réceptions	1 442	0.39	557	0.18	81	0.11
62611000 SFR	30	0.01				
62614000 France Télécom Abonnements	1 667	0.45	328	0.11		
62615000 Internet Orange			439	0.14	236	0.31
62710000 Frais bancaire	2 121	0.58	1 115	0.36	856	1.11
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	972	0.26	3 153	1.02	2 867	3.72
63120000 Taxe d'apprentissage	407	0.11	218	0.07	122	0.16
63130000 OPCALIA MAYOTTE	814	0.22	435	0.14	245	0.32
63511010 CFE	2 193	0.59	2 500	0.81	2 500	3.24
SALAIRES ET TRAITEMENTS	101 879	27.64	102 324	33.26	29 390	38.14
64101000 Rémunérat° Gérance SHARAF	10 200	2.77	30 550	9.93		
64101100 Rémunérat° Gérance SULMAN	10 200	2.77	30 800	10.01		
64110000 Salaires, appointements	81 421	22.09	43 494	14.14	24 490	31.78
64120000 Congés payés			2 520	0.82	2 374	3.08
64130000 Primes et gratifications	57	0.02			2 525	3.28

DETAIL COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Exercice N-2	
	31/12/2017	%	31/12/2016	%	31/12/2015	%
	12	CA	12	CA	12	CA
CHARGES SOCIALES	1 928	0.52	2 541	0.83	482	0.63
64500000 Chge sécurité sociale,prévoy			438	0.14	407	0.53
64510000 Cotisations à l'URSSAF CSSM	5 400	1.46	1 812	0.59	948	1.23
64900000 CICE	7 328	1.99	3 914	1.27	1 837	2.38
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS	7 461	2.02	2 400	0.78	2 179	2.83
68112000 Dot. amort. Immob corporelles	7 461	2.02	2 400	0.78	2 179	2.83
AUTRES CHARGES	40	0.01	0		218	0.28
65800000 Chges diverses gestion courant	40	0.01	0	0.00	218	0.28
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	316 784	85.93	278 498	90.53	64 315	83.47
RESULTAT D'EXPLOITATION	51 885	14.07	29 148	9.48	13 806	17.92
AUTRES INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	133	0.04				
76000000 Produits financiers	133	0.04				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	133	0.04				
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES			7			
66100000 Charges d'intérêts			7	0.00		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES			7			
RESULTAT FINANCIER	133	0.04	7			
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	52 019	14.11	29 141	9.47	13 806	17.92
PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION			79	0.03		
77200000 (Compte à la disposition)			79	0.03		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS			79	0.03		
CHARGES EXCEPT. SUR OPERATIONS DE GESTION			830	0.27		
67200000 (Compte à disposit entreprise)			830	0.27		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES			830	0.27		
RESULTAT EXCEPTIONNEL			751	0.24		
IMPOTS SUR LES BENEFICES	7 558	2.05	943	0.31		
69500000 Impôts sur les bénéfices	7 558	2.05	943	0.31		
TOTAL DES PRODUITS	368 803	100.04	307 725	100.03	78 121	101.39
TOTAL DES CHARGES	324 342	87.98	280 278	91.11	64 315	83.47
BENEFICE OU PERTE (Produits - Charges)	44 461	12.06	27 447	8.92	13 806	17.92



IMPOT SUR LES SOCIETES

Exercice ouvert le	01012017	et clos le	31122017	Régime simplifié d'imposition	<input checked="" type="checkbox"/>
Déclaration souscrite pour le résultat d'ensemble du groupe				Régime réel normal	
Si PME innovantes, cocher la case ci-contre				Si option pour le régime optionnel de taxation au tonnage, art. 209-0 B (entreprises de transport maritime), cocher la case	
Si vous êtes l'entreprise soumise à l'obligation de dépôt de la déclaration pays par pays n° 2258-SD (article 223-I-1 quinquièmes C du CGI)				Si vous êtes une entreprise établie en France et appartenant à un groupe étranger, désignée pour le dépôt de la déclaration pays par pays n° 2258-SD	
Si une autre entité située en France ou dans un pays ou territoire soumis au dépôt de la déclaration, désignée pour le dépôt de la déclaration pays par pays n° 2258, indiquer le nom et la localisation					

A IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE	
Désignation de la société:	Adresse du siège social:
Société CARROSSERIE AUSTRALE	6 RUE MIGUEL TANAMALAZA PASSAMAINTY 97605 PASSAMAINTI
SIRET 5 2 3 3 6 0 2 2 0 0 0 0 1 7	
Adresse du principal établissement:	Ancienne adresse en cas de changement:

REGIME FISCAL DES GROUPES	
Les entreprises placées sous le régime des groupes de sociétés doivent déposer cette déclaration en deux exemplaires (art 223 A à U du CGI)	
Date d'entrée dans le groupe de la société déclarante	
Pour les sociétés filiales, désignation, adresse du lieu d'imposition et n° identification de la société mère:	
SIRET	

B ACTIVITE	
Activités exercées	Carrosserie réparation et peinture
Si vous avez changé d'activité, cochez la case <input type="checkbox"/>	

C RECAPITULATION DES ELEMENTS D'IMPOSITION (cf. notice de la déclaration n° 2065)			
1 Résultat fiscal	Bénéfice imposable à 33 1/3%	0	Bénéfice imposable à 28%
	Bénéfice imposable à 15%	5 091	Déficit
2 Plus-values	PV à long terme imposables à 15% <input type="text"/> Résultat net de la concession de licences d'exploitation de brevets à 15% <input type="text"/>		
	PV à long terme imposables à 19% <input type="text"/>	Autres PV imposables à 19% <input type="text"/>	PV à long terme imposables à 0% <input type="text"/> PV exonérées (art. 238 quinquies) <input type="text"/>

3 Abattements et exonérations notamment en faveur des entreprises nouvelles ou implantées en zones d'entreprises ou zones franches			
Entreprises nouvelles, art 44 sexies <input type="checkbox"/>	Jeunes entreprises innovantes <input type="checkbox"/>	Zones franches urbaines <input type="checkbox"/>	Pôle de compétitivité <input type="checkbox"/>
Entreprises nouvelles, art 44 septies <input type="checkbox"/>	Zone franche d'activité, art. 44 quaterdecies <input type="checkbox"/>	Autres dispositifs <input type="checkbox"/>	Zone de restructuration de la défense art. 44 terdecies <input type="checkbox"/>
Sociétés d'investissements immobiliers côtées <input type="checkbox"/>	Bénéfice ou déficit exonéré (indiquer + ou - selon le cas) <input type="text"/>	Plus-values exonérées relevant du taux de 15 % <input type="text"/>	

4 Option pour le crédit d'impôt outre-mer :	dans le secteur productif, art. 244 quater W <input type="checkbox"/>	dans le secteur du logement social, art. 244 quater X <input type="checkbox"/>
--	---	--

D IMPUTATIONS (cf. notice de la déclaration n° 2065)	
1. Au titre des revenus mobiliers de source française ou étrangère, ayant donné lieu à la délivrance d'un certificat de crédit d'impôt	
2. Au titre des revenus auxquels est attaché, en vertu d'une convention fiscale conclue avec un Etat étranger, un territoire ou une collectivité territoriale d'Outre-Mer, un crédit d'impôt représentatif de l'impôt de cet Etat, territoire ou collectivité.	

E CONTRIBUTION ANNUELLE SUR LES REVENUS LOCATIFS (cf. notice de la déclaration n° 2065)	
Recettes nettes soumises à la contribution 2,50%	

Vous devez obligatoirement souscrire le formulaire n° 2065-SD par voie dématérialisée. Le non respect de cette obligation est sanctionné par l'application de la majoration de 0,2 % prévue par l'article 1738 du CGI. Vous trouverez toutes les informations utiles pour télédéclarer sur le site www.impots.gouv.fr

Les notices des liasses fiscales sont désormais uniquement accessibles sur le site www.impots.gouv.fr.

Nom et adresse du professionnel de l'expertise comptable:	Nom et adresse du conseil:
ESSOULAMI 53 RUE DU COMMERCE 97600 MAMOUDZOU Tél:	Tél:
Nom et adresse du CGA ou du viseur conventionné:	Identité du déclarant:
N° d'agrément du CGA <input type="text"/>	Date: <input type="text"/> Lieu: PASSAMAINTI
Tél:	Qualité et nom du signataire: <input type="text"/>
	Signature <input type="text"/>

* Pour les entreprises avec un exercice ouvert à compter du 1er janvier 2017 et ayant cessé en 2017, préciser le taux d'impôt sur les sociétés appliqué et la ventilation éventuelle entre les deux taux en annexe libre de la liasse fiscale (cf. les précisions portées sur la notice du formulaire n° 2065-SD, à la rubrique « NOUVEAUTES »).

ANNEXE À LA DECLARATION N° 2065

F REPARTITION DES PRODUITS DES ACTIONS ET PARTS SOCIALES, AINSI QUE DES REVENUS ASSIMILES DISTRIBUES

Montant global brut des distributions (1) payées par la société elle-même	a	payées par un établissement chargé du service des titres	b
Montant des distributions correspondant à des rémunérations ou avantages dont la société ne désigne pas le (les) bénéficiaire(s) (2)			c
Montant des prêts, avances ou acomptes consentis aux associés, actionnaires et porteurs de parts, soit directement, soit par personnes interposées			d
Montant des distributions autres que celles visées en (a), (b), (c) et (d) ci-dessus (3)			e
			f
			g
			h
Montant des revenus distribués éligibles à l'abattement de 40 % prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI (4)			i
Montant des revenus distribués non éligibles à l'abattement de 40 % prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI			j
Montant des revenus répartis (5)			Total (a à h)

G REMUNERATIONS NETTES VERSEES AUX MEMBRES DE CERTAINES SOCIETES

Nom, prénoms, domicile et qualité (art. 48-3 à 6 ann. III au CGI) * SARL, tous les associés ; * SCA, associés gérants ; * SNC ou SCS, associés en nom ou commandités ; * SEP et sté de copropriétaires de navires, associés, gérants ou coparticipants	Pour les S.A.R.L.	Sommes versées, au cours de la période retenue pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés, à chaque associé, gérant ou non, désigné col. 1 à titre de traitements, émoluments, indemnités, remboursements forfaitaires de frais ou autres rémunérations de ses fonctions dans la société.	Montant des sommes versées :						
			Nombre de parts sociales appartenant à chaque associé en toute propriété ou en usufruit	Année au cours de laquelle le versement a été effectué.	à titre de traitements émoluments et indemnités proprement dits.	à titre de frais de représentation, de mission et de déplacement.		à titre de frais professionnels autres que ceux visés dans les	
						Indemnités forfaitaires.	Remboursements.	Indemnités forfaitaires.	Remboursements.
1	2	3	4	5	6	7	8		
M BOINA Sharaf 106 RTE NATIONAL									
MISAPERE 97600 MAMOUDZOU	50								
M BOINA Sulman 106 RTE NATIONAL									
MISAPERE 97600 MAMOUDZOU	50								

H DIVERS

* NOM ET ADRESSE DU PROPRIETAIRE DU FONDS (en cas de gérance libre)
* ADRESSES DES AUTRES ETABLISSEMENTS (si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)

I CADRE NE CONCERNANT QUE LES ENTREPRISES PLACEES SOUS LE REGIME SIMPLIFIE D'IMPOSITION

REMUNERATIONS	MOINS-VALUES A LONG TERME IMPOSEES A 15%
Montant brut des salaires, abstraction faite des sommes comprises dans les DADS et versées aux apprentis sous contrat et aux handicapés (a)	81 479
Rétrocessions d'honoraires, de commissions et de courtages (b)	
	MVLT restant à reporter à l'ouverture de l'exercice
	MVLT imputée sur les PVLT de l'exercice
	MVLT réalisée au cours de l'exercice
	MVLT restant à reporter

QUADRATUS Informatique

Désignation de l'entreprise Société CARROSSERIE AUSTRALE Néant *

Adresse de l'entreprise 6 RUE MIGUEL TANAMALAZA 97605 PASSAMAINTI

Numéro SIRET * 5 2 3 3 6 0 2 2 0 0 0 0 1 7

Durée de l'exercice en nombre de mois * 1 2 Durée de l'exercice précédent * 1 2

				Exercice N clos le		Exercice N-1 clos le	
				3 1 1 2 2 0 1 7		3 1 1 2 2 0 1 6	
ACTIF		Brut		Amortissements - Provisions		Net	
		1		2		3	
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Fonds commercial *	010		012			
	Autres *	014		016			
	Immobilisations corporelles *	028	70 324	030	28 748	41 575	8 909
	Immobilisations financières * (1)	040		042			
	Total I (5)	044	70 324	048	28 748	41 575	8 909
STOCKS	Matières premières, approvisionnements, en cours de production *	050		052			
	Marchandises *	060		062			
	Avances et acomptes versés sur commandes	064		066			
ACTIF CIRCULANT	Créances (2)						
	Clients et comptes rattachés*	068	48 000	070		48 000	50 079
	Autres * (3)	072	29 856	074		29 856	6 811
	Valeurs mobilières de placement	080		082			
	Disponibilités	084	20 638	086		20 638	6 221
	Charges constatées d'avance *	092		094			
	Total II	096	98 494	098		98 494	63 111
	Total général (I+II)	110	168 817	112	28 748	140 069	72 020

				Exercice N		Exercice N-1	
				NET 1		NET 2	
PASSIF							
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel *	120		100		100	
	Ecarts de réévaluation	124					
	Réserve légale	126		10			
	Réserves réglementées*	130					
	Autres réserves (dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants *)	131					
	Report à nouveau	134		4 829		(22 608)	
	Résultat de l'exercice	136		11 655		27 447	
	Provisions réglementées	140					
	Total I	142		16 593		4 939	
	Total II	154					
DETTES (4)	Emprunts et dettes assimilées	156					
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	164					
	Fournisseurs et comptes rattachés *	166		30 055		19 018	
	Autres dettes (dont comptes courants d'associés de l'exercice N :	169	56 984		93 420		48 063
	Produits constatés d'avance	174					
Total III	176		123 476		67 081		
Total général (I + II + III)	180		140 069		72 020		

RENOUVOIS	(1) Dont immobilisations financières à moins d'un an	193		(4) Dont dettes à plus d'un an	195	
	(2) Dont créances à plus d'un an	197		(5) Coût de revient des immobilisations acquises ou créées au cours de l'exercice *	182	40 127
	(3) Dont comptes courants d'associés débiteurs	199		Prix de vente hors TVA des immobilisations cédées au cours de l'exercice *	184	

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2033-NOT.

Formulaire obligatoire (article 302 Septies A bis du Code Général des Impôts)		Désignation de l'entreprise Société CARROSSERIE AUSTRALE						Exercice N clos le			Exercice N-1 clos le			Néant <input type="checkbox"/> *		
A - RÉSULTAT COMPTABLE								[3 1 1 2 2 0 1 7]			[3 1 1 2 2 0 1 6]					
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises * dont export et livraisons et intracommunautaires	209						210								
	Production vendue { biens et livraisons intracommunautaires } services *	215						214								
		217						218	368 647				307 619			
	Production stockée * (Variation du stock en produits intermédiaires, produits finis et en cours de production)							222								
	Production immobilisée *							224								
	Subventions d'exploitation reçues							226								
	Autres produits							230	23				27			
	Total des produits d'exploitation hors T.V.A. (I)							232	368 670				307 646			
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises * (y compris droits de douane)							234								
	Variation de stock (marchandises) *							236								
	Achats de matières premières et autres approvisionnements * (y compris droits de douane)							238	173 671				150 035			
	Variation de stock (matières premières et approvisionnement) *							240								
	Autres charges externes * : (dont crédit bail : - mobilier - immobilier)							242	36 633				23 127			
	Impôts, taxes et versements assimilés (dont taxe professionnelle CFE et CVAE *)	243	(2 193)					244	(972)				3 153			
	Rémunérations du personnel *							250	141 479				102 324			
	Charges sociales (cf. renvoi 380)							252	(1 928)				(2 541)			
	Dotations aux amortissements *							254	7 461				2 400			
	Dotations aux provisions							256								
	Autres charges { dont provisions fiscales pour implantations commerciales à l'étranger * } { dont cotisations versées aux organisations syndicales et professionnelles }	259						262	40				0			
Total des charges d'exploitation (II)							264	356 384				278 498				
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)							270	12 285				29 148				
PRODUITS ET CHARGES DIVERS	Produits financiers (III)						280	133								
	Produits exceptionnels (IV)						290					79				
	Charges financières (V)						294					7				
	Charges exceptionnelles { dont amortissement des souscriptions dans des PME innovantes (art 217 octies) } { dont amortissement exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art 39 quinquies D) }	347					300						830			
	Impôts sur les bénéfices * (VII)						306	764				943				
2 - BÉNÉFICE OU PERTE : Produits (I+III+IV) - Charges (II+V+VI+VII)						310	11 655				27 447					
B - RÉSULTAT FISCAL	Reporter le bénéfice comptable col. 1, le déficit comptable col. 2						312	11 655	314							
Réintégrations	Rémunérations et avantages personnels non déductibles *						316									
	Amortissements excédentaires (art. 39-4 C.G.I.) et autres amortissements non déductibles						318									
	Provisions non déductibles *						322									
	Impôts et taxes non déductibles * (cf. page 7 de la notice 2033.not)						324	764								
	Divers*, dont intérêts excédentaires des cptes-cts d'associés	247				écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM*	248									
	Fraction des loyers versés dans le cadre d'un crédit bail immobilier et de levée d'option					(Part de loyers dispensés de réintégration)	249									
	Charges afférentes à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage des entreprises de transport maritime						998									
	Résultat fiscal afférent à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage des entreprises de transport maritime						999									
Produits afférents à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage des entreprises de transport maritime						997										
Déductions	Entreprise nouvelles (44. sexties)	986		Zone franche urbaine (44. octies et octies A)	987		Zones de restructuration de la défense (44. terdecies)	127		Zones de revitalisation rurales (44. quinquies)	138		342			
	Reprise d'entreprises en difficulté (44. septies)	981		Jeune entreprise innovante (44. sexties A)	989		Bassins d'emploi à redynamiser (art. 44 duodecies)	991		Pôles de compétitivité hors CICE (art. 44 undecies)	990					
	Divers (dont ZFA (44. quaterdecies))	345		Investissements outre-mer	344		Créance due au report en arrière du déficit	346					350	7 328		
	"Déduction exceptionnelle (art 39 decies)"				655											
	RÉSULTAT FISCAL AVANT IMPUTATION DES DÉFICITS ANTÉRIEURS	Bénéfice col. 1 Déficit col. 2						352	5 091	354						
Déficits	Déficit de l'exercice reporté en arrière : (Entreprises I.S. seulement)						356									
	Déficits antérieurs reportables : * dont imputés sur le résultat :											360				
RÉSULTAT FISCAL APRES IMPUTATION DES DÉFICITS	Bénéfice col. 1 Déficit col. 2						370	5 091	372							

Formulaire obligatoire (article 302 Septies
A bis du Code Général des Impôts)Désignation de l'entreprise : **Société CARROSSERIE AUSTRALE**Néant *

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

I	IMMOBILISATIONS	Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice		Augmentations		Diminutions		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice		Réévaluation légale *
		ACTIF IMMOBILISÉ								
Immobilisations incorporelles	Fonds commercial	400		402		404		406		
	Autres	410		412		414		416		
Immobilisations corporelles	Terrains	420		422		424		426		
	Constructions	430		432		434		436		
	Installations techniques matériel et outillage industriels	440	6 722	442		444		446	6 722	6 722
	Installations générales agencements divers	450	18 809	452	40 127	454		456	58 936	58 936
	Matériel de transport	460	4 000	462		464		466	4 000	4 000
	Autres immobilisations corporelles	470	665	472		474		476	665	665
Immobilisations financières		480		482		484		486		
TOTAL		490	30 196	492	40 127	494		496	70 324	70 324
II	AMORTISSEMENTS	Montant des amortissements au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises		Montant des amortissements à la fin de l'exercice		
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES										
Immobilisations incorporelles		500		502		504		506		
Immobilisations corporelles	Terrains	510		512		514		516		
	Constructions	520		522		524		526		
	Installations techniques matériel et outillage industriels	530	6 722	532		534		536	6 722	
	Installations générales, agencements, aménagements divers	540	9 900	542	7 461	544		546	17 361	
	Matériel de transport	550	4 000	552		554		556	4 000	
	Autres immobilisations corporelles	560	665	562		564		566	665	
TOTAL		570	21 287	572	7 461	574		576	28 748	
III	PLUS-VALUES, MOINS-VALUES	(19%, 15% et 0% pour les entreprises à l'IS, 16% pour les entreprises à l'IR) (Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)								
Nature des immobilisations cédées virées de poste à poste, mises hors service ou réintégrées dans le patrimoine privé y compris les produits de la propriété industrielle.	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Immobilisations	Valeur d'actif *	Amortissements *	Valeur résiduelle	Prix de cession *	Plus ou moins-values					
	①	②	③	④	Court terme *	Long terme				
						19 % ⑥	15 % ou 12.8 % ⑦	0 % ⑧		
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										
TOTAL	578	580	582	584	586	581	587	589		
Plus-values taxables à 19 % (1)			579	Régularisations	590	583	594	595		
Résultat net de la concession et de la sous-concession de licences d'exploitation de droits de la propriété industrielle bénéficiant du régime des plus-values à long terme (CGI art 39 terdecies)								591		
TOTAL					596	585	597	599		

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2033-NOT.

(1) Les plus-values sont imposables au taux de 19 % en application des articles 238 bis JA, 210 E et 208 C du CGI. Joindre un état établi selon le même modèle, indiquant les modalités de calcul de ces plus-values.

④

RELEVÉ DES PROVISIONS - AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES - DÉFICITS REPORTABLES - CRÉDITS D'IMPÔTS

Formulaire obligatoire (article 302 Septies
A bis du Code Général des Impôts)Désignation de l'entreprise : Société CARROSSERIE AUSTRALENéant *

I RELEVÉ DES PROVISIONS - AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

A		NATURE DES PROVISIONS		Montant au début de l'exercice		AUGMENTATIONS : dotations de l'exercice		DIMINUTIONS : reprises de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice	
Provisions réglementées	Amortissements dérogatoires			600		602		604		606	
	Dont majorations exceptionnelles de 30 %			601		603		605		607	
	Autres provisions réglementées			610		612		614		616	
Provisions pour risques et charges				620		622		624		626	
Provisions pour dépréciation	Sur immobilisations			630		632		634		636	
	Sur stocks et en cours			640		642		644		646	
	Sur clients et comptes rattachés			650		652		654		656	
	Autres provisions pour dépréciation			660		662		664		666	
TOTAL				680		682		684		686	

B MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

	Dotations		Reprises	
Immob. incorporelles	700		705	
Terrains	710		715	
Constructions	720		725	
Inst. techniques matériel et outillage	730		735	
Inst. générales agenc. am. divers	740		745	
Matériel de transport	750		755	
Autres immobilisations corporelles	760		765	
TOTAL	770		775	

C VENTILATION DES DOTATIONS AUX PROVISIONS ET CHARGES A PAYER NON DÉDUCTIBLES POUR L'ASSIETTE DE L'IMPOT
(Si le cadre C est insuffisant, joindre un état du même modèle)

1	Indemnités pour congés à payer, charges sociales et fiscales correspondantes	
2		
3		
4		
5		
6		
7		
Total à reporter ligne 322 du tableau n° 2033 B		780

II DÉFICITS REPORTABLES

Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent (1)	982
Déficits imputés	983
Déficits reportables	984
Déficits de l'exercice	860
Total des déficits restant à reporter	870

III DÉFICITS PROVENANTS DE L'APPLICATION DU 209C

Résultat déficitaire relevant de l'article 209C du CGI	995
Déficits étrangers des PME antérieurement déduits (art. 209C du CGI)	996

IV DISTRIBUTIONS SOUMISES L'ARTICLE 235 TER ZCA

Montant total des sommes distribuées devant donner lieu au paiement de la contribution prévue à l'article 235 ter ZCA au titre de l'exercice	129
V ENTREPRISES DE TRANSPORT INSCRITES AU REGISTRE DES TRANSPORTS (L.3113-1 et L3211-1 du Code des Transports)	800

VI DIVERS

Primes et cotisations complémentaires facultatives	381
Cotisations personnelles obligatoire de l'exploitant *	380
N° du centre de gestion agréé	388
Montant de la TVA collectée	374
Montant de la TVA déductible sur biens et services (sauf immobilisations)	378
Montant des prélèvements personnels de l'exploitant	399
Aides perçues ayant donné droit à la réduction d'impôt prévue au 4 de l'article 238 bis du CGI pour l'entreprise donatrice	398
Montant de l'investissement qui a donné lieu à amortissement exceptionnel chez l'entreprise investisseur dans le cadre de l'article 217 octies du CGI	397

(1) Cette case correspond au montant porté lignes 870 du tableau 2033D déposé au titre de l'exercice précédent.

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2033-NOT.

5

Formulaire obligatoire (art. 53 A
du Code Général des Impôts)

Désignation de l'entreprise : Société CARROSSERIE AUSTRALE				Néant <input type="checkbox"/> *		
Exercice ouvert le : 01/01/2017		et clos le : 31/12/2017		Durée en nombre de mois		
				1	2	
I- Chiffre d'affaires de référence CVAE						
Ventes de produits fabriqués, prestations de services et marchandises				108	368 647	
Redevances pour concessions, brevets, licences et assimilées				118		
Plus-values de cession d'immobilisations corporelles ou incorporelles si rattachées à une activité normale et courante				119		
Refacturations de frais inscrites au compte de transfert de charges				105		
TOTAL 1				106	368 647	
II- Autres produits à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée						
Autres produits de gestion courante (hors quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun)				115	23	
Production immobilisée à hauteur des seules charges déductibles ayant concouru à sa formation				143		
Subventions d'exploitation reçues				113		
Variation positive des stocks				111		
Transferts de charges déductibles de la valeur ajoutée				116		
Rentrées sur créances amorties lorsqu'elles se rapportent au résultat d'exploitation				153		
TOTAL 2				144	23	
III- Charges à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée (1)						
Achats				121	173 671	
Variation négative des stocks				145		
Services extérieurs, à l'exception des loyers et des redevances				125	23 845	
Loyers et redevances, à l'exception de ceux afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois				146		
Taxes déductibles de la valeur ajoutée				133		
Autres charges de gestion courante (hors quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun)				148	40	
Charges déductibles de la valeur ajoutée afférente à la production immobilisée déclarée				128		
Fraction déductible de la valeur ajoutée des dotations aux amortissements afférentes à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois				135		
Moins-values de cession d'immobilisations corporelles ou incorporelles si rattachées à une activité normale et courante				150		
TOTAL 3				152	197 556	
IV- Valeur ajoutée produite						
Calcul de la valeur ajoutée				(total 1 + total 2 - total 3)	137	171 114
V- Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises						
Valeur ajoutée assujettie à la CVAE (à reporter sur les formulaires nos 1330-CVAE-SD pour les multi-établissements et sur les formulaires nos 1329-AC et 1329-DEF).				117	171 114	
Cadre réservé au mono-établissement au sens de la CVAE						
Si vous êtes assujettis à la CVAE et mono-établissement au sens de la CVAE (cf. la notice du formulaire n° 1330-CVAE-SD), veuillez compléter le cadre ci-dessous et la case 117, vous serez alors dispensés du dépôt du formulaire n° 1330-CVAE-SD						
Mono établissement au sens de la CVAE, cocher la case		020				
Chiffre d'affaires de référence CVAE (report de la ligne 106)		022	368 647	Effectifs au sens de la CVAE *	023 0	
Période de référence		024	01/01/2017	160	31/12/2017	
Date de cessation						
VI - Cotisation foncière des entreprises : qualification des effectifs						
Effectif moyen du personnel * :				376	6	
dont apprentis				657		
dont handicapés				651		
Effectifs affectés à l'activité artisanale				861		
(1) Attention, il ne doit pas être tenu compte dans les lignes 121 à 148 des charges déductibles de la valeur ajoutée, afférente à la production immobilisée déclarée ligne 143, portées en ligne 128.						
* Des explications concernant ces cases sont données dans la notice n° 1330-CVAE-SD § Répartition des salariés et dans la notice n° 2033-NOT-SD § Cotisation foncière des entreprises : qualification des effectifs.						

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait
détenant directement au moins 10 % du capital de la société)

1
1

(1) Néant *

N° de dépôt

EXERCICE CLOS LE

3 1 1 2 2 0 1 7

N° SIRET

5 2 3 3 6 0 2 2 0 0 0 1 7

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE Société CARROSSERIE AUSTRALE

ADRESSE (voie)

6 RUE MIGUEL TANAMALAZA PASSAMAINTY

CODE POSTAL

97605

VILLE

PASSAMAINTI

NOMBRE TOTAL D'ASSOCIÉS OU ACTIONNAIRES PERSONNES MORALES DE L'ENTREPRISE	901		NOMBRE TOTAL DE PARTS OU D'ACTIONS CORRESPONDANTES	902	
NOMBRE TOTAL D'ASSOCIÉS OU ACTIONNAIRES PERSONNES PHYSIQUES DE L'ENTREPRISE	903	2	NOMBRE TOTAL DE PARTS OU D'ACTIONS CORRESPONDANTES	904	100

I - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES MORALES :

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code postal Commune Pays

II - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES PHYSIQUES :

Titre (2) M Nom patronymique BOINA Prénom(s) Sharaf

Nom marital % de détention 50.00 Nb de parts ou actions 50

Naissance : Date 301177 N° Département 97 Commune MAMOUDZOU Pays MAYOTTE

Adresse : N° Voie 106 RTE NATIONAL

Code postal 97600 Commune MAMOUDZOU Pays Mayotte

Titre (2) M Nom patronymique BOINA Prénom(s) Sulman

Nom marital % de détention 50.00 Nb de parts ou actions 50

Naissance : Date 020876 N° Département 97 Commune MAMOUDZOU Pays MAYOTTE

Adresse : N° Voie 106 RTE NATIONAL

Code postal 97600 Commune MAMOUDZOU Pays Mayotte

(1) Lorsque le nombre d'associés excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numéroter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

(2) Indiquer : M pour Monsieur, MME pour Madame, MLE pour Mademoiselle.

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2033-NOT.

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

QUADRATUS informatique

Formulaire obligatoire (art. 38 de l'ann. III au C.G.I.)

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait dont la société détient directement au moins 10 % du capital)

1

(1)

Néant *

N° de dépôt

EXERCICE CLOS LE

3 1 1 2 2 0 1 7

N° SIRET

5 2 3 3 6 0 2 2 0 0 0 0 1 7

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE

Société CARROSSERIE AUSTRALE

ADRESSE (voie)

6 RUE MIGUEL TANAMALAZA PASSAMAINTY

CODE POSTAL

97605

VILLE

PASSAMAINTI

NOMBRE TOTAL DE FILIALES DÉTENUES PAR L'ENTREPRISE

905

Forme juridique [] Dénomination []

N° SIREN (si société établie en France) [] % de détention []

Adresse : N° [] Voie []

Code postal [] Commune [] Pays []

Forme juridique [] Dénomination []

N° SIREN (si société établie en France) [] % de détention []

Adresse : N° [] Voie []

Code postal [] Commune [] Pays []

Forme juridique [] Dénomination []

N° SIREN (si société établie en France) [] % de détention []

Adresse : N° [] Voie []

Code postal [] Commune [] Pays []

Forme juridique [] Dénomination []

N° SIREN (si société établie en France) [] % de détention []

Adresse : N° [] Voie []

Code postal [] Commune [] Pays []

Forme juridique [] Dénomination []

N° SIREN (si société établie en France) [] % de détention []

Adresse : N° [] Voie []

Code postal [] Commune [] Pays []

Forme juridique [] Dénomination []

N° SIREN (si société établie en France) [] % de détention []

Adresse : N° [] Voie []

Code postal [] Commune [] Pays []

Forme juridique [] Dénomination []

N° SIREN (si société établie en France) [] % de détention []

Adresse : N° [] Voie []

Code postal [] Commune [] Pays []

Forme juridique [] Dénomination []

N° SIREN (si société établie en France) [] % de détention []

Adresse : N° [] Voie []

Code postal [] Commune [] Pays []

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

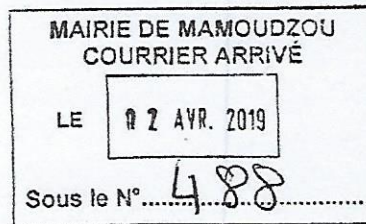
QUADRANTUS informatique

(1) Lorsque le nombre de filiales excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numéroter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case. * Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2033-NOT.

ANNEXE 7

**Courrier adressé en Mars 2019 à M. le Maire de
MAMOUDZOU et Avis de propriété**

Mr Sulman BOINA & Sharaf BOINA
Gérants de la société CARROSSERIE AUSTRALE
Rue M'roahandra M'tsapéré
97600 Mamoudzou



Monsieur Le maire de la commune de Mamoudzou
Hôtel de Ville
97600 Mamoudzou

Mamoudzou, le 28/03/2019

**Objet : ICPE d'une installation de d'entreposage, dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage (VHU)
Article R516-6 du code d'environnement.**

Monsieur le Maire,

Dans le cadre du projet de création d'une installation de regroupement, transit et traitement des métaux et véhicules hors d'usages et conformément à l'article R512-6 du code de l'environnement, je vous demande de bien vouloir m'adresser votre avis sur le volet relatif à la remise en état du site lors de l'arrêt définitif de l'installation.

L'installation classée, objet de la demande est située sur le territoire de votre commune. Les terrains concernés sont implantés à la parcelle n° BI 405 97600 Mamoudzou

En effet le site sera remis dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site similaire à celui en vigueur jusqu'à la cessation (usage industriel et commercial).

D'autre part, la société CARROSSERIE AUSTRALE s'assurera du respect des prescriptions techniques relatives à la remise en état du site mentionnées dans son arrêté d'exploitation.

Une fois le dossier déposé à la DEAL de Mayotte dans le service ICPE celui-ci est recevable, et fera l'objet d'une consultation public. Le dossier ICPE sera transmis à la Mairie pour avis à chacun des conseils municipaux.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations distinguées.

CARROSSERIE AUSTRAL SARL

Télérie/Réparation/Peinture
1 route SPPM 97600 Kawéni
Tél : 02 69 61 90 14 - Gsm : 06 39 69 19 71
@ : contact@carrosserie-austral.com
Siren : 523 360 220

AVIS SUR LA REMISE EN ETAT DU SITE LORS DE L'ARRET DEFINITIF DE L'INSTALATION

Dans le cadre du projet de régularisation administrative d'un centre de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage (VHU) au titre des ICPE, sur la commune de Mamoudzou village de M'tsapéré Rue M'roahandra M'tsapéré 97600 Mamoudzou, sur une superficie totale de 1770 m².

Je soussigné, M. AOULIDA Sayyid Saïbah, propriétaire la parcelle n° BI n°405, donne un avis favorable.

Sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de son arrêt définitif, conformément à l'article R512-46-4 du code de l'Environnement

Pour servir et faire valoir ce que de droit.



ANNEXE 8

Extrait de KBIS

Extrait Kbis

IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Extrait du 08 Septembre 2015

IDENTIFICATION

Dénomination sociale : CARROSSERIE AUSTRALE SARL
Numéro d'identification : R.C.S. MAMOUDZOU 523 360 220 - N° de Gestion 2010 B 97828
Date d'immatriculation : 19 Juillet 2010

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA PERSONNE MORALE

Forme juridique : Société à responsabilité limitée
Capital : 100.00 EUR (fixe)
Adresse du siège : 6 rue miguel, tanamalaza - Passamainti - 97600 Mamoudzou
Durée de la société : 99 ans du 19 Juillet 2010 au 18 Juillet 2109
Date de clôture de l'exercice : 31 Décembre
Dépôt de l'acte au greffe : le 31 Mai 2010 sous le numéro 2010A97131
Journal d'annonces légales : Mayotte hebdo, le 18 Juin 2010

ADMINISTRATION

Gérant Monsieur BOINA Sulman
né(e) le 02 Août 1976 à MAMOUDZOU (97), de nationalité FRANCAISE
demeurant 12 RUE, m'Rowahandra - 97600 Mamoudzou

Gérant Monsieur BOINA Sharaf
né(e) le 30 Novembre 1977 à MAMOUDZOU (97), de nationalité FRANCAISE
demeurant 12 RLE, du jardin Yahaya Fils - 97615 Pamandzi

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

Adresse : 6 rue miguel, tanamalaza - Passamainti - 97600 Mamoudzou

Date de début d'exploitation : 02/07/2010
Activité : Carrosserie réparation et construction peinture mécanique générale import export achat et vente de véhicule.
Origine de l'activité ou de l'établissement : Création
Mode d'exploitation : Exploitation directe
Date de début : 01 Avril 2010 - Date de fin : 31 Mars 2016
Renouvellement par tacite reconduction
Bail professionnel

ANNEXES

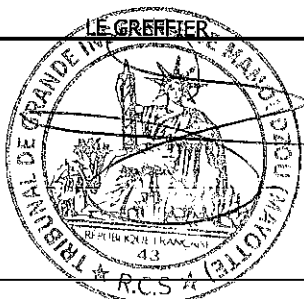
08 Septembre 2015 - N°SM-1760 Modification relative aux personnes dirigeantes et non dirigeantes à compter du 23/03/2013 :
Partant : MUNOZ Damien, Gérant
Partant : ONGARETTO Nicolas Hastings Benoit, Gérant
Nouveau : BOINA Sulman, Gérant
Nouveau : BOINA Sharaf, Gérant

FIN DE L'EXTRAIT COMPRENANT 1 PAGE(S)

TOUTE MODIFICATION OU FALSIFICATION DU PRESENT EXTRAIT EXPOSE A DES POURSUITES PENALES. SEUL LE GREFFIER EST LEGALEMENT HABILITE A DELIVRER DES EXTRAITS SIGNES EN ORIGINAL. TOUTE REPRODUCTION DU PRESENT EXTRAIT, MEME CERTIFIEE CONFORME, EST SANS VALEUR.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME ET DELIVRE LE

08/09/2015



ANNEXE 9

Consignes générales

CONSIGNES GENERALES

Interdictions formelles sur le site

Interdiction d'apporter du feu, de fumer ou de réaliser tout brûlage



Interventions et Vérifications périodiques

Intervention/Equipement	Périodicité minimale
Nettoyage de l'atelier	1 semaine
Installations électriques	1 an
Détecteurs incendie	6 mois
Extincteurs	1 an
Trappes de désenfumage	1 an
Niveaux dans le séparateur et le débourbeur	2 mois
Vidange/Nettoyage du débourbeur-séparateur	1 an
Fonctionnement de la vanne d'arrivée dans le débourbeur-séparateur	6 mois
Contrôle de la qualité des eaux rejetées par le débourbeur-séparateur	1 an
Débroussaillage	1 an

Situations d'urgence

Incendie : En cas de départ de feu se reporter à la consigne « Incendie »

Pollution : En cas de déversement accidentel, se reporter à la consigne « Pollution »

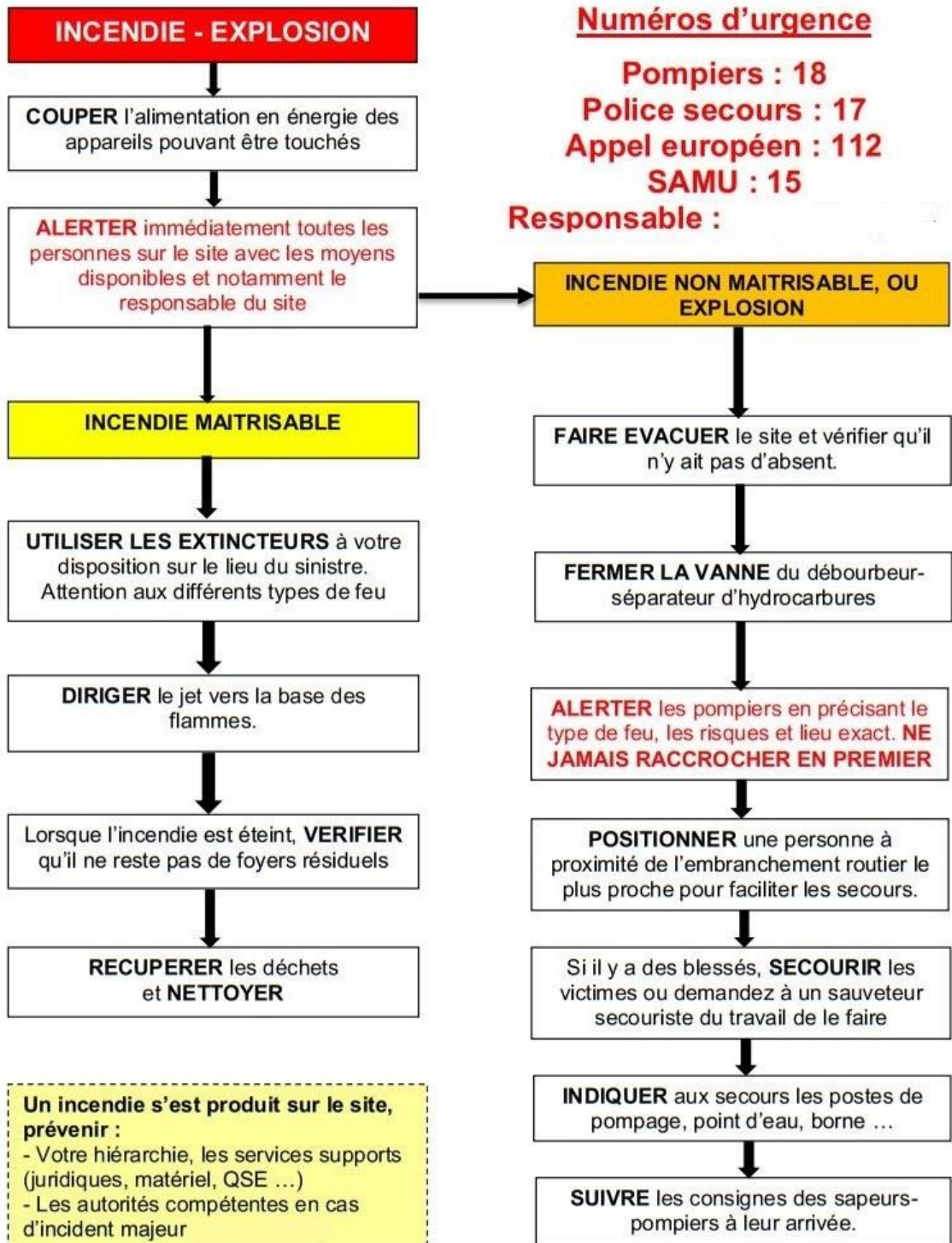
Composé dangereux : En cas de découverte d'un élément potentiellement dangereux inhabituel au sein des véhicules apportés, si possible le mettre de côté à l'écart des zones de circulation et alerter le responsable d'exploitation.

Dans tous les cas, le responsable d'exploitation devra être averti sans délai.

ANNEXE 10

Fiche de situation d'urgence : Incendie

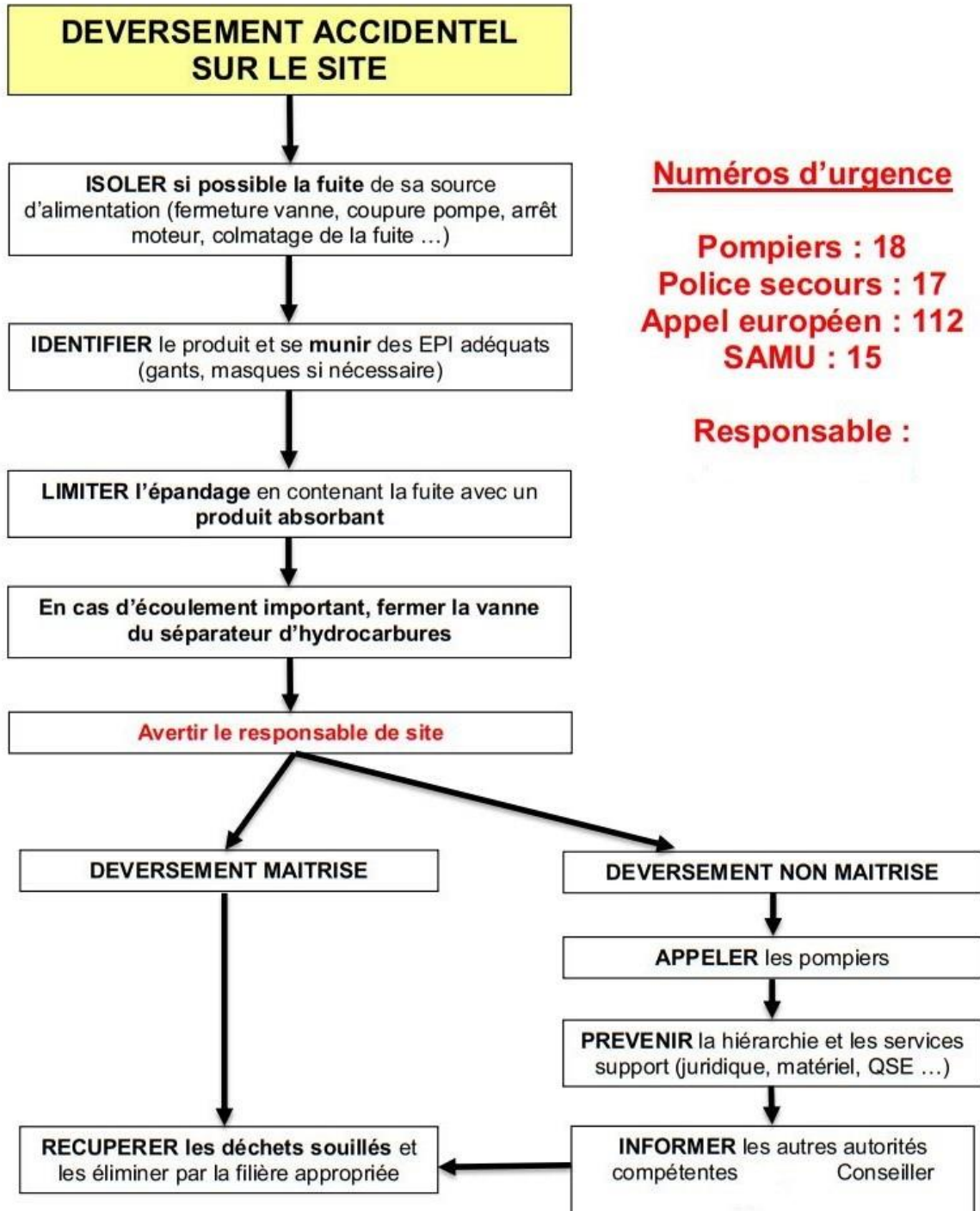
INCENDIE



ANNEXE 11

Fiche de situation d'urgence : Pollution

POLLUTION



ANNEXE 12

CV des employés

AHAMADI Mouhidine
57 Rue bacoco chicoutri handrema
97650 Bandraboua
Tel : 06 39 03 91 86
Email : ahamadi.mouhidine@outlook.fr
Permis : B

MECANICIEN

EXPERIENCE

- 2016/2018 : Volontaire Technicien; mécanicien automobile + poids lourd service rapide
- 06/2015 : Mécanicien (stagiaire)-SEMDS IVECO
- Diagnostique avec logiciel OBD
- 09/2014 : Mécanicien (stagiaire)-SEMDS IVECO
- chercher des pannes
- 03/2014 : Mécanicien (stagiaire)-SEMDS IVECO
- Service rapides vidange complet
 - Changer des plaquettes de freins
 - Réglage des freins de stationnement
- 11/2013 : Mécanicien (stagiaire)-SEMDS IVECO
- Déposer ; reposer des roulements
 - Déposer ; reposer des arbres à cames
- 05/2013 : Mécanicien (stagiaire)-SEMDS IVECO
- Déposer ; reposer des démarreurs
 - Déposer ; reposer des radiateurs

FORMATION

- 2016/2018 : Formation au RSMA-MY (Régiment du Service Militaire Adapter de Mayotte)
- 2015/2016 : BAC professionnel Maintenance Véhicule Particulier au LPO de Kahani (Mayotte)
- 2014/2015 : CAP Maintenance Véhicule Particulier au LPO de Kahani (Mayotte)

DIPLOMES

- 2008/2009 : BREVET de natation
- 2014/2015 : CAP (Certificat d'aptitude professionnel)
- 2016/06 : SST (Sauveteur secourisme de travail)
- 2016/10 : CAPI (Certificat d'Aptitude Professionnel d'Insertion)

INFORMATIONS COMPLIMENTAIRE

Langue :

Anglais : niveau scolaire
Espagnol : niveau scolaire

Loisir :

Basket, football, musique traditionnelles, lecture, danse

* 2018 Permis (e) Poids lourd

Ahmed Mohamed
46 A Rue Rue de la Mosquée – Cavani
97600 Mamoudzou
06 39 19 53 25

Curriculum Vitae

Expérience Professionnelle :

- 2014-2018 : Divers travaux de réparations mécaniques pour particuliers, Agglomération de Mamoudzou
- 2012-2014 : Mécanicien « Chez Khalib Auto », Malasini, Grandes-Comores
- 2010-2012 : Apprentis Mécanicien « Chez Khalib Auto », Malasini, Grandes-Comores.

Diplômes :

- 2012 : Diplôme de mécanique générale (Comores),
- 2010 : BEPC validé (Comores).

Compétences :

- Toutes mécaniques auto,
- Entretien, révision, parallélisme, etc.
- Commandé de pièces,
- Rédaction devis/factures,
- Lavage Véhicule,
- Travail en équipe, communication,

Autre :

Passage permis B envisagé sous peu, titre de séjour en cours de validité.